LA VIOLENCE DES JEUNES ET LES ENJEUX DE L'EXTREMISME VIOLENT A ZINDER

Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas les positions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Les appellations utilisées et la présentation des données dans le rapport n'impliquent pas l'expression d'opinion de la part de l'OIM concernant des faits tels que statut légal, pays, territoire, ville ou zone particulière, ou à propos de leurs autorités, frontières ou confins.

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration, et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Le présent rapport n'a pas été revu par les services d'édition de l'OIM.

Editeur : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : + 41 22 717 91 11
Fax : + 41 22 798 61 50
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

© 2017 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Droits Image: Emergences Communication – OIM
Cette photographie a été prise dans le cadre du tournage d'un film de sensibilisation sur la violence en milieu jeune et l'extrémisme violent.

Tous droits réservés. Toute reproduction, même partielle de la présente publication est interdite sans autorisation écrite préalable de l'éditeur. Elle ne peut être, ni enregistrée dans un système d'archives, ni transmise par voie électronique ou mécanique, par xérographie, par bande magnétique ou autre.

20_18

LA VIOLENCE DES JEUNES ET LES ENJEUX DE L'EXTREMISME VIOLENT A ZINDER

Enquête menée en Décembre 2016 dans la ville de Zinder

Sous la direction Scientifique de Dr. Bakary SAMBE

Directeur du Timbuktu Institute - African Center for Peace Studies, Observatoire des Radicalismes et conflits religieux en Afrique, Dakar, Sénégal

CHERCHEURS :

Abdoul Rahamane DICKO, Doyen de la Faculté des Lettre et des Sciences Humaines (FLSH) de l'Université de Zinder, Niger

Ibrahim MOUSSA, Enseignant - Chercheur en sociologie à la FLSH de l'Université de Zinder

Issoufou OUMAROU, Enseignant-Chercheur en sociologie à la FLSH de l'Université de Zinder

Mahaman Sani DODO ISSAKA, Statisticien-économiste INS – Niamey

TABLE DES MATIERES

INDEX DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES v

SOMMAIRE EXECUTIF vii

INTRODUCTION 1

LES LOINTAINES SOURCES DE LA MONTEE DE L'EXTREMISME 3

EXTREMISME, VIOLENCE ET EXTREMISME VIOLENT : DIFFERENCES ET INTERFERENCES 4

DIMENSIONS SOCIOPOLITIQUES DE LA VIOLENCE A ZINDER 5

PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE RECHERCHE 7

PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE 7

ANALYSE DES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT DES ACTEURS ET FACTEURS DE RISQUES D'EXTREMISME VIOLENT 10

POSTULATS DE DEPART, OBJECTIFS, QUESTIONS ET HYPOTHESE DE RECHERCHE 12

Postulats de départ 12

Objectif global de la recherche 14

Objectifs spécifiques de la recherche 14

Questions de recherche 14

Hypothèses de la recherche 14

Hypothèses spécifiques 15

CADRE THEORIQUE DE REFERENCE ET DIAGNOSTIC SOCIOLOGIQUE DU PHENOMENE DE L'EXTREMISME 16

Théorie du choix rationnel 16

Théorie de la « privation économique » 16

Théorie de « l'apprentissage social » 16

Théorie de l'influence des médias 17

Les perceptions d'injustice, de criminalité et de violence 17

PRESENTATION DES DONNEES QUALITATIVES ISSUES DE L'ENQUETE 19

METHODOLOGIE 19

DE L'EXTREMISME VIOLENT A ZINDER : PROCESSUS, FACTEURS ET PERCEPTIONS LOCALES 19

DE LA VIOLENCE COMME PHENOMENE LIE AUX QUESTIONS POLITIQUES OU RELIGIEUSES 22

DE L'INSTITUTIONNALISATION DE LA VIOLENCE EN MILIEU JEUNE A ZINDER 24

PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES QUANTITATIVES ISSUES DE L'ENQUETE 27

METHODOLOGIE 27

CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES 28

Sexe et âge des enquêtés 28

Situation matrimoniale et catégories socioprofessionnelles des enquêtés 30

CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES D'UNE JEUNESSE PRECAIRE ET DEPENDANTE 32

TENDANCES ET INFLUENCES DES SOUS-GROUPES RELIGIEUX A ZINDER : CONFLICTUALITE OU CHOC DES MODELES ? 35
PRECARITE ET ITINERAIRES MIXTES DES JEUNES MILITANTS : ENTRE INFLUENCES RELIGIEUSES ET CONTESTATION SOCIALE 38
JEUNES ET EXTREMISME VIOLENT : UNE PERCEPTION MITIGEE ET DES LOGIQUES D'ADHESION CONFUSES 40
LES JEUNES ENTRE OFFENSIVE IDEOLOGIQUE ET SEDUCTION DU DISCOURS EXTREMISTE : RISQUES DE CONTAGION ? 45
JEUNES ET FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EXTREMISME VIOLENT : ENTRE REALITE ET PERCEPTION 48
IMPACT DES MASS MEDIA ET INFLUENCES DES GROUPES POLITICO-RELIGIEUX 51
PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT : QUELS ACTEURS ET QUELS MOYENS PRECONISENT LES JEUNES ? 56

CONCLUSION 59

RECOMMANDATIONS 63

DE LA NECESSITE D'UN DIALOGUE INCLUSIF : UN « COMITE DE DIALOGUE » POUR PREVENIR 63
DE LA NECESSITE D'UNE IMPLICATION DE L'ETAT ET DES LEADERS RELIGIEUX 63
RECOMMANDATIONS PARTICULIERES AUX ACTEURS 64
A l'endroit de l'OIM et des partenaires internationaux 64
A l'endroit de l'Etat 65
A l'endroit des autorités du conseil régional et de la ville 65
A l'endroit des chefs de quartiers 66

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 67

ARTICLES 67
Articles de périodiques 67
Articles en ligne 67
COMMUNICATIONS ET COMPTE-RENDU 68
LIVRES ET DICTIONNAIRES 68
Dictionnaires en ligne 69
MEMOIRES ET THESES 69
PAGES WEB 70
PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES ET RAPPORTS DE RECHERCHE 70
Publications en ligne 70
Autres publications 71

INDEX DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

INDEX DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Répartition par sexe des enquêtés 28

Graphique n°2 : Répartition des enquêtés par catégories d'âge 29

Graphique n° 3 : Représentation des jeunes selon les quartiers de résidence 29

Graphique n°4 : Répartition des enquêtés par niveau d'instruction 31

Graphique n°5 : Types d'activités exercées par les jeunes enquêtés..... 33

Graphique n°6 : Que représente pour vous l'héritage religieux du Niger et de Zinder ? 36

Graphique n°7 : Répartition des enquêtés ayant participé à une manifestation violente selon les catégories socioprofessionnelles 39

Graphique n° 8 : Répartition des enquêtés selon le type d'organisation 40

Graphique n°9 : Perception des jeunes sur les actes liés à l'extrémisme violent 41

Graphique n°11 : Quel est votre sentiment par rapport aux violences commises par les organisations terroristes ? 44

Graphique n°12 : Qu'appréciez-vous dans les prêches diffusés par les organisations terroristes ? 45

Graphique 13 : Comment percevez-vous les idées véhiculées par les organisations extrémistes ? 46

Graphique n°14 : Quels sont les facteurs qui selon vous poussent les jeunes vers l'extrémisme violent ? 48

Graphique n°15 : Y a-t-il un lien entre importation culturelle des valeurs et violence extrémiste ? De quelle nature ? 52

Graphique n°16 : Selon-vous, quelles sont les structures qui exposent les jeunes au phénomène de l'extrémisme violent ? 53

Graphique n°17 : Répartition des cadres de dialogue privilégiés selon leur nature..... 57

Graphique n°18 : Selon vous quel seraient les modes d'intervention de l'OIM contre l'Extrémisme Violent (questionnaire à choix multiple) ?..... 58

INDEX DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Exercez-vous une activité rémunérée ? 32

Tableau n°2 : Recevez-vous une assistance financière de la part de vos familles ?..... 33

Tableau n°3 : Quel type d'assistance recevez-vous ?..... 34

Tableau n°4 : L'organisation à laquelle vous appartenez reçoit-elle un soutien de la part de structures publiques ? 34

Tableau n°5 : Selon vous quelle tendance est-elle plus représentative de l'islam ? 36

Tableau n°6 : Avez-vous participé à la manifestation anti-Charlie en Janvier 2015 ?..... 38

Tableau n°7 : Seriez-vous prêts à rejoindre des organisations extrémistes violent ? 47

Tableau n°8 : Selon vous quel modèle de gouvernance politique serait le meilleur pour le Niger ?..... 47

Tableau n°9 : Pensez-vous qu'il y ait un lien entre violence extrémiste et environnement social ?..... 48

Tableau n°10 : Existe-t-il un lien établi entre extrémisme violent et pauvreté ?..... 49

Tableaux n°11 : Pensez-vous qu'il y a un lien entre extrémisme violent et exclusion sociale ?..... 49

Tableau n°12 : Pensez-vous qu'il y a un lien entre extrémisme violent et l'injustice sociale ? 49

Tableau n°13 : L'extrémisme violent est-il un phénomène lié à la désorganisation sociale ?..... 49

Tableau n°14 : Y a-t-il un lien entre pauvreté et déficit d'autorité parentale ? 51

Tableau n°15 : Les réseaux sociaux sont-ils vecteurs d'idéologies extrémistes ?..... 52

Tableau n°16 : Les leaders religieux et les politiciens jouent-ils un important rôle dans la manipulation des jeunes activistes ?..... 54

Tableaux n°17 : Recevez-vous un soutien financier des partis politiques en lien avec des organisations religieuses quelconques ? 55

Tableau n°18 : A quelles occasions êtes-vous approchés par les hommes politiques ?..... 56

Tableau n°19 : Quels sont les institutions et acteurs capables de lutter efficacement contre l'extrémisme violent ? 58

SOMMAIRE EXECUTIF

Région la plus peuplée du Niger, Zinder fait face à une forte croissance démographique et doit donc répondre aux besoins grandissant d'une jeunesse représentant plus de 70% de la population de la région (Institut National de la Statistique [INS], 2015). Cette démographie, combinée à l'un des taux de scolarisation les plus bas du pays, entraine une grave crise de l'emploi et la difficile insertion sociale d'une masse importante de jeunes adultes et adolescents à Zinder. A partir de 2010, la problématique de l'alternance politique au Niger a suscité de nombreux débats publics et a fait ressurgir les revendications sociales liées à ces problématiques. Dans la ville de Zinder, les jeunes se sont alors organisés en groupes informels pour pallier l'inexistence de cadres de socialisation et d'intégration de la part de l'Etat et des autorités. Ces groupes informels de jeunes, appelés « fadas » ou « palais », sont identifiés comme les principaux acteurs de la violence urbaine à Zinder. Ces groupes fonctionnent parfois comme de véritables gangs, et sont souvent liés à la délinquance, aux manifestations violentes, au trafic et à la consommation de drogues.

Dès lors, la proximité de Zinder avec le nord du Nigéria, les liens linguistiques, familiaux et ethniques, ainsi que les importants flux commerciaux et de personnes existant entre les deux régions, posent la question de l'influence potentielle du groupe extrémiste Boko Haram, présent au Nord Nigéria, sur la jeunesse de Zinder. Cette question est d'autant plus prégnante que des jeunes rapportent que des recruteurs du groupe Boko Haram ont approché les jeunes des fadas et palais dès 2012. En outre, la ville de Zinder a récemment été marquée par des manifestations religieuses violentes qui ont entrainé la destruction d'édifices publics, de lieux de culte et de domiciles chrétiens, ainsi que des attaques contre des personnes chrétiennes ou perçues comme telles. L'objectif de la recherche est donc de voir s'il existe une corrélation entre la violence classique des jeunes et l'extrémisme violent à fondement religieux ou encore l'usage de la violence religieusement justifié ou motivé.

En s'appuyant sur des entretiens individuels avec des jeunes des fadas et palais et des membres de la population locale, cette enquête révèle l'influence que l'idéologie extrémiste violente a sur les jeunes de Zinder. Ceux-ci acquièrent souvent une connaissance rudimentaire ou indirecte de l'islam, à travers des proches ou internet, et sont exposés à des messages religieux radicaux diffusés à travers les réseaux sociaux, échangés ou vendus sur CDs et clés USB sur les marchés locaux ou circulants à travers des réseaux informels. Les prêches régionaux, effectués par des leaders religieux charismatiques participent également à la diffusion d'une vision rigoriste voire violente de la religion. Les mosquées et écoles coraniques jouent également un rôle important dans la diffusion de ces idées, car on note un durcissement du discours religieux qui ne touche plus seulement les aspects cultuels. Ainsi, l'étude révèle que l'écoute de ces messages et prêches joue un rôle important dans la connaissance et l'attirance que les jeunes ont pour les actions de groupes extrémistes tels que Boko Haram. On note également qu'un nombre non négligeable de jeunes voit de manière positive ces actions, qu'ils justifient comme des actes de défiance envers un système jugé injuste, dans lequel les aspirations des populations ne sont pas prises en charge par des politiques étatiques jugées inadéquates. La violence est alors vue comme un moyen de pression et d'affirmation

face à un Etat perçu comme simple entité répressive, et la religion comme seul instrument de régulation sociale. A Zinder, où les obédiences religieuses sont variées, on note ainsi la montée du courant salafiste izala, qui s'oppose à l'islam traditionnel du Niger, plus proche des courants soufis et malékites.

D'autre part, l'attrait des jeunes pour ces pratiques et interprétations rigoristes de l'islam peut s'expliquer comme une forme de construction de soi, une affirmation identitaire et une quête de sens pour des jeunes confrontés à la précarité, le manque d'opportunités socio-économiques, et la marginalisation. Les jeunes enquêtés viennent en effet de quartiers réputés violents et stigmatisés comme tels, où les infrastructures de base manquent et vers lesquels des populations marginalisées (lépreux, handicapés, personnes sourdes ou aveugles…) ont été déplacées. La majorité d'entre eux sont au chômage, ou ont des emplois saisonniers, et dépendent de l'assistance alimentaire et financière de leur famille. Le chômage et la précarité des jeunes de palais et fadas de Zinder écartent donc une grande partie d'entre eux des schémas classiques de réalisation de soi et de reconnaissance sociale, les rendant vulnérables au recrutement de groupes extrémistes. L'adhésion à des courants rigoristes leur permet aussi de se définir à contrecourant de l'héritage religieux de leurs parents et du reste de la société, et donc de se construire une identité personnelle originale. Enfin, ces jeunes participent souvent à l'économie parallèle de leurs quartiers, à travers le trafic de drogues, la prostitution, ou le vol. Pour certain de ces jeunes délinquants, la justification religieuse vient légitimer socialement une violence pénalement condamnable. En devenant des « défenseurs » des valeurs et des causes religieuses, ils peuvent ainsi acquérir une certaine reconnaissance sociale.

Finalement, les jeunes enquêtés pensent que les facteurs de l'extrémisme violent sont la pauvreté, l'exclusion sociale et l'injustice, mais ils affirment également que les leaders politiques et religieux jouent un rôle important dans l'endoctrinement et la manipulation des jeunes, notamment à travers des intéressements financiers. Ils pointent également du doigt le rôle des centres de prêche et les écoles coraniques pour la diffusion d'idéologies extrémistes et violentes. Malgré la méfiance exprimée vis-à-vis de l'Etat, la majorité d'entre eux pensent que celui-ci est le plus à même de prévenir l'extrémisme violent, suivi des chefs religieux.

Les principales recommandations des auteurs sont donc :

- La promotion de cadres de dialogues locaux, en particulier intergénérationnels
- La remobilisation de l'Etat dans les quartiers les plus défavorisés
- La mise en place d'une politique de médiation s'appuyant sur les leaders religieux
- L'inscription de la prévention de l'extrémisme violent dans les actions de sensibilisation
- La promotion de processus de dé-radicalisation et de réinsertion des acteurs violents repentis
- Le développement de politiques visant à combattre la précarité des jeunes et la pauvreté, notamment à travers la mise en place de centres de formation et le soutien à l'entreprenariat
- La mise en place de système de gestion des conflits au niveau des quartiers
- La création de centres récréatifs et de cadres d'épanouissement pour la jeunesse

INTRODUCTION

La question de l'extrémisme violent est aujourd'hui au cœur des thématiques considérées comme stratégiques et mobilise la communauté des chercheurs, les décideurs politiques comme la communauté internationale. Par conséquent, la production de connaissances pertinentes et mobilisables dans le cadre des politiques publiques est devenue un enjeu important. En effet, les grandes mutations du début du 21e siècle dans le monde sont caractérisées par la poussée des crises identitaires, religieuses, politiques et la montée en puissance de groupes extrémistes. Ainsi, l'étude de ces tensions diverses a donné lieu à une focalisation sur les problématiques de l'insécurité publique, la violation des droits de l'Homme, et l'instabilité sociale. Une telle situation impose donc à la communauté des chercheurs et des experts une vigilance méthodologique, notamment à propos de la question spécifique de l'extrémisme violent, du phénomène de la radicalisation et de toutes les autres questions qui leur sont connexes. Les chercheurs se sont donc penchés sur la manière dont les sociétés produisent de la violence, en s'intéressant notamment aux motivations des différents acteurs qui y recourent, et au processus qui les conduit à ce choix.

Si l'extrémisme violent est un phénomène complexe et ne bénéficiant pas d'une définition faisant l'unanimité, nous pouvons néanmoins reprendre celle donnée par l'organisation Living Safe Together (s.d., traduction libre), pertinente pour l'objet de notre étude. Elle définit en effet ce phénomène comme « toute forme de croyances et d'actions de personnes soutenant ou usant de la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques », incluant « le terrorisme et autres formes de violence politique et communautaire ». Toujours selon cette définition, « les différentes formes d'extrémisme violent recherchent la réalisation du changement social par la peur et l'intimidation plutôt que par des moyens pacifiques ». Ainsi, « si une personne ou un groupe décide que la terreur et la violence sont justifiées afin d'obtenir des changements idéologiques, politiques ou sociaux, et agit en conséquence, nous sommes en présence d'extrémisme violent ». Il est cependant important de noter que la violence est ici un concept clé. En effet, la radicalisation ou l'extrémisme, qu'il soit politique ou religieux, n'est pas un problème en soi et « ne pose pas de danger pour la société tant qu'il n'est pas lié à la violence ou à d'autres actes illégaux tels que l'incitation à la haine » (OSCE, 2014, traduction libre).

Le développement du phénomène de l'extrémisme violent a donc complexifié la situation politico-sécuritaire des pays du Sahel (Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie). Il a apporté une dimension supplémentaire dans l'analyse et la perception des risques, en combinant des facteurs sociaux, économiques mais aussi religieux. Ainsi, l'extrémisme violent et le phénomène de radicalisation, terme plus souvent utilisé dans le monde francophone, ont fondamentalement changé la perception du fait religieux en ce qu'ils constituent désormais un enjeu géopolitique, à prendre désormais en compte pour appréhender les questions de paix et de sécurité.

En effet, la région du Sahel a la spécificité d'être à la jonction du monde arabe et de l'Afrique subsaharienne. Elle est naturellement soumise aux influences du Maghreb[1] comme du Machrek,[2] notamment par le biais de l'islam, qui facilite les connexions par les déplacements de populations, les brassages culturels, et les réseaux religieux tels que les confréries soufies et les mouvements islamiques. L'illusion longtemps entretenue par les chercheurs et analystes géopolitiques occidentaux selon laquelle la région subsaharienne serait une zone épargnée par les influences et les courants traversant les mondes arabe et musulman est contredite par l'histoire, notamment depuis la fin de la guerre froide. L'idée d'un espace saharien comme barrière entre les pays du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne est de plus en plus bousculée par les faits de l'actualité avec la résurgence de bandes armées, le développement de trafics, de groupes djihadistes et la transnationalité de ces acteurs.

En effet, l'internationalisation du terrorisme a favorisé la floraison de plusieurs cellules djihadistes dans le monde et en Afrique en particulier. Des groupes comme Al-Qaida, et plus récemment l'Etat Islamique, ont lancé une véritable campagne d'adhésion idéologique et opérationnelle des mouvements djihadistes au Sahel. Cette synergie a permis à plusieurs organisations terroristes d'aligner leurs objectifs et visions à ceux de ces nébuleuses, offrant les conditions d'une véritable sous-traitance à travers des contrats d'allégeance.

Ainsi, AQMI (Al-Qaida au Maghreb Islamique) est né dans ce contexte et défend les ambitions politiques d'Al-Qaida au Sahel. Parmi les objectifs stratégiques poursuivis par Al-Qaida au Sahel, figurent l'attaque systématique des intérêts économiques de l'Occident et la transformation du Sahel en une zone d'instabilité pour mieux recruter, s'entrainer et s'armer. Cela est facilité par l'instabilité chronique, l'extrême difficulté pour beaucoup d'Etats d'assurer leur sécurité et de répondre aux conditions minimales de viabilité politique et économique. A cela s'ajoute la porosité des frontières conjuguée aux failles des régimes de sécurité aggravées par l'instabilité politique due aux dysfonctionnements des systèmes politiques. L'étendue des territoires à mettre en valeur et à sécuriser est, en elle-même, une préoccupation majeure dans ces pays du sahel. Dans ce contexte, les Etats sahéliens n'ont pas réussi à développer une politique sécuritaire fiable, fondée sur un travail d'anticipation et de prospective. Il s'y ajoute que dans la plupart des pays concernés, l'importation d'idéologies religieuses a relativement bouleversé les systèmes de croyances locaux et place la question religieuse au cœur des préoccupations.

Ces facteurs combinés à l'intervention et l'influence politico-religieuse d'acteurs externes au Sahel, redessinent les cartes d'un conflit idéologique dans lequel se mêlent le religieux et le politique.

De fait, autrefois considéré comme un phénomène lointain concernant d'avantage les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, le terrorisme est devenu, progressivement, et en un temps record, un phénomène endogène inscrit dans le quotidien des pays du Sahel. Ainsi, ses manifestations se sont multipliées, avec les prises d'otages d'employés d'entreprises occidentales, d'humanitaires, de journalistes et de touristes, mais aussi les attaques des centres urbains et lieux touristiques comme

1 « Ensemble des pays du nord-ouest de l'Afrique (Maroc, Algérie, Tunisie), compris entre la mer Méditerranée et le Sahara » (Larousse, s.d.)

2 « Ensemble des pays arabes d'Asie et du nord-est de l'Afrique : Égypte, Libye » (Larousse, s.d.)

celles survenues à l'hôtel Radisson Blue le 20 Novembre 2015 à Bamako au Mali; au Splendid Hôtel, le 15 janvier 2016 à Ouagadougou, au Burkina Faso ; et sur la plage du Grand Bassam le 13 Mars 2016 en Côte d'Ivoire. Ces évènements ont ainsi rendu visible l'étendue du phénomène dans la région, et la nécessité d'inscrire la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme comme défi régional et international.

LES LOINTAINES SOURCES DE LA MONTEE DE L'EXTREMISME

Depuis les années 1970, l'idéologie panislamique s'est imposée sur l'idéologie tiers-mondiste, née de la conférence de Bandung[3] et marquée par des figures nationalistes fortes, comme celle du Colonel Abdel Nasser en Egypte. La mort de ce dernier en 1970 a marqué le déclin du leadership égyptien sur le continent africain en même que l'idéologie tiers-mondiste. Cela a laissé la place à la diffusion d'idéologies islamiques radicales, principalement originaires des pays du Golfe. Cette diffusion a été facilitée par l'émergence d'organisations cultuelles ou caritatives, financées par des pays étrangers à la région, et propageant un islam radical grâce aux prédications *(da'wah)* et à l'assistance aux populations démunies *(ighâtha)*. Ainsi, ces mouvements se sont imposés comme la courroie de transmission d'idéologies religieuses diverses encourageant une contestation de l'islam traditionnel tel que pratiqué dans plusieurs régions du Sahel (Sambe, 2005).

La communauté internationale a en effet accusé un certain retard sur la question de l'aide au développement des pays du Sahel, permettant à ces organisations confessionnelles de gagner en importance. Ainsi, alors que le Sahel connait de graves sécheresses dans les années 1970s, les Etats Occidentaux sont durement touchés par la crise pétrolière et financière et ne peuvent assister les pays de la région, contrairement aux monarchies du Golfe. Les organisations panislamiques ont alors procédé à une véritable conquête idéologique reposant sur la *da'wah* et *l'ighâtha.* A ce phénomène s'est ensuite ajouté l'affaiblissement des Etats du Sahel, lié aux politiques d'ajustement structurelles, et qui a désavantagé les Etats face à la concurrence des acteurs transnationaux autour des domaines régaliens tels que l'éducation, la santé, et les services sociaux de base. Cela a notamment conduit à un phénomène de dualité de leur système éducatif, entre un enseignement « officiel » francophone et un système informel dominé par les écoles coraniques et les instituts islamiques dont le curriculum et l'orientation pédagogique sont en dehors du contrôle des gouvernements de la région. Cette dualité, combinée à la diffusion d'une idéologie islamique radicale, s'est traduite par un choc des modèles religieux et une contestation de l'islam traditionnel par de nouvelles élites « arabophones » frustrées par la longue domination politique des cadres francophones et laïcs. Au Niger, ce fait s'est accentué lors d'agitations politiques survenues à l'issue des

3 Conférence tenue en avril 1955 à Bandung, Indonésie, et rassemblant les représentants de 29 pays asiatiques et africains, qui proclamèrent leur anticolonialisme et leur neutralisme face aux rivalités des grandes puissances (Larousse, s.d.)

Conférences nationales[4] et de l'ouverture démocratique entreprise à partir des années 1990. Ces mutations politiques et idéologiques, combinées à la vulnérabilité des Etats de la bande Sahélienne, caractérisés, le plus souvent, par la faiblesse des dispositifs institutionnels et législatifs, ont également permis les liens entre extrémisme violent et d'autres activités criminelles tel que le blanchiment d'argent et le trafic d'armes et de drogue.

La création et le financement des mouvements islamistes par le biais des réseaux transnationaux dans l'espace sahélien (Mali, Niger, Tchad) ont ainsi impacté les orientations politiques et les pratiques religieuses. Au Niger comme dans d'autres pays de la région, l'islam dit « fondamentaliste » s'est donc imposé progressivement en définissant de nouvelles dimensions de la normalité sociale, politique et religieuse. De ce fait, la pratique religieuse est devenue la matrice constructive de l'identité et du statut social des acteurs sous l'effet d'un certain contrôle social. Ainsi, pendant des décennies et sans que l'on s'en rende compte, les structures sociales et politiques traditionnelles se sont affaiblies en faveur d'une plus grande emprise du religieux par le jeu d'un endoctrinement utilisant la religion comme outil de pénétration idéologique des sociétés sahéliennes.

EXTREMISME, VIOLENCE ET EXTREMISME VIOLENT : DIFFERENCES ET INTERFERENCES

Au Niger, et notamment à Zinder, de nombreuses transformations sociales ont été introduites par le pluralisme politique et la diversification des canaux de communication religieux (radios communautaires, internet etc.). Ces phénomènes, auxquels s'ajoutent la crise économique combinée, l'explosion démographique et la paupérisation en milieu urbain, viennent potentiellement nourrir le phénomène d'extrémisme religieux décrit plus haut.

Il reste cependant difficile d'établir un lien précis entre l'extrémisme religieux et une forme de violence plus « classique », que l'on retrouve notamment chez les jeunes. En effet, si la violence existant dans la région de Zinder a déjà fait l'objet de plusieurs études (Ali Soffo, 2013 ; Aboubacar, 2012 ; Sido, 2012), la corrélation éventuelle entre les facteurs producteurs d'une telle violence et le basculement vers l'extrémisme violent n'avait encore jamais été analysée.

Toute la question de cette étude est donc de savoir si la violence pratiquée au niveau des populations jeunes pourrait avoir des motivations provenant du champ religieux et de la pratique extrémiste de la religion ou bien si cette même violence pourrait être instrumentalisée par des groupes extrémistes. Afin de savoir si une telle corrélation existe, cette étude donne une place importante aux témoignages et déclarations des jeunes, qui sont les premiers acteurs de cette violence.

De manière générale, l'expression de la violence dans la ville de Zinder revêt des

4 Alors qu'une nouvelle constitution est adoptée au Niger en 1989, le pays vit une grave crise économique et sociale. L'année 1990 est donc marquée par les violences, avec la succession de manifestations « brutalement réprimées » et le début d'une rébellion touareg suite à des exactions contre les populations civiles dans la région d'Agadez (Larousse, s.d.). Le régime du Colonel Seibou organise alors une Conférence Nationale, du 29 juillet au 3 novembre 1991, chargée d'examiner la situation politique, économique et socioculturelle du pays. Elle jette alors les bases d'une démocratie pluraliste, permettant la tenue des premières élections multipartites du pays en 1993 (Le Républicain, 2015).

formes classiques telles que l'incivilité, la délinquance, les actes de vandalisme, les bagarres rangées, et les manifestations contestataires de masse.

Avec l'ouverture du processus démocratique au Niger dans les années 1990, le phénomène de la violence s'est accéléré et se nourrit, notamment, des évolutions sociétales. On note parmi ces évolutions l'éclatement de la structure familiale avec notamment la dévalorisation de l'autorité paternelle ; la perte d'audience des autorités institutionnelles à forte valeur intégratrice (armée, école) ; la suppression du service national qui assurait un brassage social ; la montée du chômage des jeunes et la « panne » de l'ascenseur social ; la ghettoïsation des quartiers, etc.

Ces évolutions ont parfois conduit une partie de la jeunesse à une forme de contestation sociale et à un repli vers des formes d'organisations alternatives en l'absence de cadres adéquats de socialisation de type citoyen. Ceci entraine le risque d'une rupture conceptuelle avec la société et l'Etat, qui rencontre de plus en plus de difficultés à appliquer la devise de la République du Niger «Fraternité, Travail, Progrès » à l'égard de jeunes issus de milieux défavorisés, qui peinent à trouver leur place. Cette étude cherche donc à analyser le lien entre les facteurs de rupture aboutissant à la violence physique dite « classique » et ceux qui déterminent le basculement vers une forme de violence extrémiste fondée sur l'idéologie politique ou religieuse.

DIMENSIONS SOCIOPOLITIQUES DE LA VIOLENCE A ZINDER

Située à 950 km de Niamey, la capitale du Niger, la communauté urbaine de Zinder a une superficie de 559,66 km² et est composée de cinq arrondissements communaux. Elle était la capitale administrative du Niger jusqu'en 1926.

Alors que le recensement général de 1977 estimait la population du département de Zinder à 1 002 225 habitants (Institut National de la Statistique [INS], 2005), elle était estimée à 3 539 764 habitants en 2012 (INS, 2015). Selon les résultats du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2012, 71,6 % de cette population a moins de 25 ans et est confrontée à l'un des plus faible taux de scolarisation (45,8%) du pays (INS, 2015). En effet, le taux brut de scolarisation est de 68,4 % en 2010-2011 et 55% en 2013-2014 (INS, 2015).

Aujourd'hui, les articles de presse se multiplient sur Zinder et l'attention médiatique se porte sur la fréquence des mouvements de protestation causant d'importants dommages en biens matériels et en vies humaines. Cette image d'une ville qu'on associe souvent à la violence inquiète les pouvoirs publics et certains acteurs de la société civile. Ainsi, de violentes manifestations ont conduit à la mort de deux personnes et l'incendie d'une banque en décembre 2011;[5] la destruction de plusieurs édifices publics et privés en septembre 2012;[6] et la destruction d'une école chrétienne, le saccage de domiciles chrétiens, et la mort de trois personnes

5 Emeutes déclenchées par la mort d'un lycéen et d'une habitante de Zinder à la suite de heurts entre des manifestants et les forces de l'ordre.

6 Emeutes dites « anti-américaines » déclenchées par la diffusion sur Youtube d'un film sur le prophète Mohamed produit par un copte américain et jugé blasphématoire dans de nombreux pays du monde musulman.

en 2015 lors des manifestations dites « anti-Charlie ».[7] Les affrontements violents entre bandes rivales sont également récurrents, et ont attiré l'attention de la presse, notamment internationale. Ainsi, en mars 2016, Jillian Keenan notait dans un article du magazine *Foreign Policy* comment Boko Haram chercherait à utiliser l'« ultra-violence » des jeunes zindérois comme « arme de guerre » (traduction libre).

Ce phénomène de violence, ainsi décrit comme susceptible d'être récupéré par les groupes terroristes, touche en effet particulièrement les jeunes appartenant à des groupes et bandes organisés appelés « *fadas* » ou « palais ». Bien connus des services de police, ces « palais » s'apparentent à de véritables gangs qui défient l'ordre établi par l'Etat et les autorités coutumières. Ces structures informelles fonctionnent sur des principes et des règles de conduites établies définissant les conditions d'appartenance et d'évolution au sein de l'organisation. Celles-ci couvrent par exemple la fidélité aux idéaux défendus par le groupe, la loyauté et la solidarité vis à vis de ses membres, le règlement régulier de cotisations ou contributions financières, l'obéissance aux ordres donnés par les responsables du groupe, et l'absence de contestation de l'autorité de ces responsables.

Les causes les plus souvent retenues pour expliquer les phénomènes de violence à Zinder sont le chômage des jeunes, la pauvreté des ménages, la consommation de drogues, la déception progressive des jeunes vis-à-vis du monde politique, l'instrumentalisation des jeunes à des fins politiques et l'influence des medias. Cela entraine des attitudes déviantes et des comportements propres aux groupes de jeunes, la désintégration de la cellule familiale, l'abandon scolaire, l'admiration ou la fascination pour les organisations criminelles et/ou terroristes, la montée des crises identitaires, religieuses et des régionalismes, et le refus d'adhérer au pacte républicain, entrainant l'affaiblissement progressif de l'Etat.

Cependant, malgré leur pertinence, ces données buttent sur la question de la différenciation entre violence classique et celle découlant d'un tournant comportemental à partir d'une radicalisation religieuse ayant abouti à un extrémisme violent. Ces données empiriques ont donc certes orienté les différentes hypothèses prises en compte dans le cadre de cette étude, mais ce seront les résultats des enquêtes menées sur un échantillon représentatif de la population juvénile de la ville qui donneront les pistes d'analyse du phénomène de l'extrémisme violent à Zinder.

7 Manifestations faisant suite à la participation du président Mahamadou Issoufou à la marche de Paris rendant hommage aux victimes de l'attentat contre le journal satirique français Charlie Hebdo. Ce journal avait publié des caricatures du prophète Mohamed jugées blasphématoires.

PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE RECHERCHE

PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE

L'extrémisme violent à Zinder et le phénomène de radicalisation ont, à première vue, des origines et fondements divers. Comme nous l'avons souligné plus haut, il peut être difficile de différencier les types de violence (classique et extrémiste) sans préalablement saisir leurs motivations et les analyser.

Néanmoins, l'enquête tente de voir dans quelle mesure, dans un milieu jeune déjà largement affecté par le phénomène de la violence, il serait possible que ces sujets déjà fragilisés et vulnérables soient tentés de rejoindre des groupes ou des réseaux dont la violence serait religieusement motivée. De la même manière, cette étude cherche à savoir si ces jeunes peuvent s'adonner à des actes violents dont la justification serait d'ordre religieux et s'ils justifient eux-mêmes leurs actes de violence par un engagement du type religieux.

Jusqu'ici, la plupart des études menées sur l'insécurité ou le sentiment d'insécurité dans la ville de Zinder ont mis l'accent sur un type de violence classique. Ainsi, Souley (2012), en se basant sur les types d'infraction inscrits dans les rapports de police, et en interrogeant les jeunes des quartiers réputés dangereux, arrive à la conclusion selon laquelle les actes de délinquance rencontrés à Zinder ne sont pas de nature différente des autres formes de délinquance que l'on trouve dans d'autres villes nigériennes.

Pour les chercheurs, le terrain d'étude idéal pour analyser les causes de ces incivilités sont les quartiers dans lesquels les jeunes s'organisent en fadas ou palais. Les quartiers constituent ainsi le cadre territorial le plus pertinent pour analyser ces différents modes de régulation. En fait, partir des quartiers permet la prise en compte des facteurs comme les composantes socio-culturelles des populations, le type d'habitat, et les réseaux de sociabilité.

Ainsi, à Zinder, les quartiers où on trouve les fadas et palais sont marqués par une pauvreté endémique et une marginalisation due à leur situation géographique, et à un délaissement de l'Etat et des autorités locales, visibles notamment dans le type d'habitat. Cette situation a créé un sentiment de rejet mutuel entre autorités politiques et la jeunesse de ces quartiers qui s'identifie à d'autres critères d'appartenance que la citoyenneté. La population de Zinder a aussi développé des stéréotypes sur les habitants de ces quartiers, qui finissent par se reconnaitre eux-mêmes dans ces descriptions. Ils expriment alors leur rejet d'une société et d'un système politique qui ne leur fait pas de place en les défiant par des actes d'incivilités. Cependant, il est difficile de comprendre s'il s'agit d'une marginalisation unilatérale de la part de l'Etat et du reste de la population ou d'une forme d'auto-exclusion de ces jeunes par rapport à un système dont ils ne respectent plus ni les codes normatifs ni les modes de fonctionnement.

Néanmoins, l'analyse des manifestations scolaires tragiques de décembre 2011, témoins de scènes de violences inouïes et de saccages des infrastructures publiques

ont montré une autre facette de la violence des jeunes à Zinder. Ces manifestations faisaient suite à la mort d'un jeune lycéen en décembre 2011, que ses camarades imputaient à la police, et portaient plus généralement sur des revendications pour une meilleure politique éducative. Par la suite, le caractère de plus en plus organisé de telles manifestations visant les édifices publics a fini de placer la ville de Zinder au-devant de la scène médiatique et d'en renforcer l'image d'une cité « subversive ».

D'autre part, les émeutes meurtrières du 16 janvier 2015 dites « anti-Charlie », ont mis en évidence d'autres catégories de violences jusque-là jamais constatées.

Ces émeutes, aux revendications religieuses prononcées, ont révélé la place que pouvait prendre le discours religieux dans la contestation violente de l'Etat. Outre les symboles de l'Etat et de l'autorité politique, les émeutiers se sont également attaqué à ce qu'ils considéraient comme opposé à leur vision de l'islam (églises, centres culturels, etc.). Ainsi, ces émeutes présentaient une forme et une intensité nouvelle, pour les raisons suivantes :

- **La cible des manifestants :** Les manifestants ont spécifiquement visé les chrétiens – pourtant nigériens, se sont attaqués à leurs biens, aux structures perçues comme relevant des intérêts français (Centre Culturel Français), aux édifices publics mais aussi aux sièges du parti au pouvoir. De tels actes rappellent, dans leur nature et leur orientation, les attaques perpétrées par Boko Haram contre les populations chrétiennes au Nigéria et contre les symboles des Etats contestés ;
- **Les auteurs :** Aucun critère objectif n'a jusqu'ici permis de catégoriser les auteurs des violences dites « anti-Charlie » comme ce fut le cas lors d'émeutes imputées à l'incivilité (pour la plupart des jeunes). Selon plusieurs témoignages recueillis lors de l'enquête de terrain, les manifestions « anti-Charlie » ont eu la particularité de concerner tous les groupes d'âges. Une forte présence de femmes a également été constatée, ce qui constitue un fait nouveau dans le paysage social ;
- **La localisation territoriale des manifestations :** Si certains quartiers sont réputés « dangereux » (Kara-Kara, Garin Malam, etc.) et sont souvent touchés par les manifestations violentes, on peut noter que presque tous les quartiers de la ville de Zinder ont été affectés par les émeutes de 2012 lors des manifestations anti-américaines contre un « film anti-islam » ayant abouti à la destruction de la plus grande Eglise catholique du pays. On peut faire le même constat à propos des manifestions consécutives aux évènements de Charlie Hebdo en 2015. De même, les autres chefs-lieux des départements de la région ont presque tous été touchés avec la même intensité, et les mêmes cibles ont été visées.

Dans ces manifestations, le facteur religieux, ou sa manipulation par les acteurs politiques, a été déterminant dans le succès qu'elles ont eu. Ces éléments laissent donc à penser qu'on pourrait avoir affaire à une autre forme de violence, et donc à d'autres modèles d'analyse, que l'étude classique des *fadas* et palais ne permet pas d'appréhender.

D'autre part, il est important de noter que l'analyse du phénomène de l'extrémisme violent se heurte souvent à des attitudes de déni dans les pays à forte majorité musulmane, car la question reste souvent taboue par peur de la réaction des

populations. Ces dernières ont une perception assez mitigée du traitement de la question de l'extrémisme, notamment de ce qu'il est convenu d'appeler la « lutte contre le terrorisme », que des leaders religieux n'hésitent pas à présenter comme une nouvelle facette de la « guerre » contre l'islam de la part de l'Occident ou des organisations internationales qu'il contrôlerait. Les gouvernements, souvent réticents à aborder cette question, font face à des opinions publiques souvent déjà traversées par des thèses selon lesquelles la lutte contre le terrorisme serait un nouveau cheval de Troie de « l'Occident » qui chercherait à intensifier sa présence militaire dans la région. Cette opinion est présente dans la littérature d'analyse y compris, parfois, de la part d'experts occidentaux expliquant eux-mêmes, par exemple, le phénomène Boko Haram comme un « complot » servant certains intérêts stratégiques (Collon, 2014). Dans la majorité des cas, on est face à une attitude de déni surtout de la part des autorités politiques soucieuses de l'attrait des investissements étrangers et du développement du secteur touristique qui seraient découragés par les risques éventuels liés à l'extrémisme violent. Le phénomène est donc souvent occulté ou toujours perçu comme lointain d'un contexte nigérien bénéficiant d'une relative stabilité. Cela pèse ainsi sur les tentatives d'étudier le phénomène de l'extrémisme violent, tellement les réticences des enquêtés eux-mêmes sont difficiles à surmonter dans ces contextes.

Pour établir un lien entre le phénomène général de la violence à Zinder et l'émergence d'un extrémisme religieux, il est important de prendre en considération les variables définissant les sujets, leur environnement et surtout l'interaction entre les sujets et leur environnement. Pour cela, cette étude, dans sa modélisation et son cadre théorique, s'appuie en particulier sur les travaux de Pauwels et al. (2014). D'après ces travaux qui peuvent guider notre réflexion, deux principes fondamentaux du comportement humain doivent être gardés présents à l'esprit pour comprendre le phénomène complexe de l'extrémisme. C'est ce qu'il appelle la « capacité d'action » (agency), renvoyant à la prédisposition des acteurs d'agir de manière délibérée en interaction avec leur environnement, et à la possibilité qu'ils ont de se conformer ou non aux règles morales communément admises par la société.

Cela signifie que les facteurs de risque identifiés, à la fois individuels et environnementaux, peuvent seulement être acceptés comme des causes de la violence politique s'ils peuvent être vus comme une influence directe de la perception d'actions alternatives dans une situation particulière et du processus d'un choix rationnel.

Sur la base d'enseignements tirés de la revue de la littérature et contextualisés au niveau de la région de Zinder, on peut dire que la ville de Zinder est confrontée à trois types de violences qui interagissent entre-elles, mais chacune avec son mode d'expression et de propagation :

- Une forme de violence due aux incivilités : c'est le phénomène de délinquance qui prend forme autour des bandes de jeunes appelés *fadas* et palais ;
- Une violence qui pourrait se rapprocher des formes d'expression de l'extrémisme violent de type politique et revendicatif et qui s'inscrirait dans le contexte sociopolitique du pays, avec la contestation grandissante des élites politiques, par exemple, lors des émeutes scolaires successives évoquées plus haut. Ce type de violence se serait matérialisé par la destruction des édifices publics, les

patrimoines de l'Etat et des partis politiques notamment au pouvoir comme les évènements et troubles de septembre 2012 et de novembre 2016 ;[8]

- Une forme de violence due à l'**extrémisme violent de type religieux** et qui se manifeste de plusieurs manières. Déjà, en 1993, le siège de l'Association des Femmes du Niger, à Zinder, a été incendié par des activistes islamistes au nom de la défense des « valeurs de l'islam » et de « la purification des pratiques et mœurs ». Ainsi, ces activistes se sont attaqués au siège des femmes qu'ils ont considérées comme étant à l'origine d'une « malédiction divine » ayant causé la sècheresse dans le pays, à cause de leur mode vestimentaire indécent (Moulaye, 2006). Plus tard, des attaques contre les chrétiens et leurs symboles religieux sont apparues, comme lors de la manifestation de septembre 2012. Ces émeutes dites « anti-américaines » se sont soldées entre autres par le saccage de la plus grande église de Zinder. Les églises sont encore prises pour cibles lors des émeutes « anti-Charlie » de janvier 2015. Ce modus operandi rappelle à bien des égards celui de Boko Haram, qui s'attaque aux symboles chrétiens et qui considère cette communauté comme le prolongement de l'Occident et de ses valeurs ou encore comme ses « agents ».

Tout d'abord, on remarque que des trois types de violence identifiés dans la ville de Zinder, l'extrémisme violent religieusement motivé est le plus problématique. En effet, il se nourrit à la fois d'idéologies découlant souvent de perceptions qui sont méconnues du grand public et des autorités locales, et d'autres éléments exogènes, liés à l'actualité internationale (question palestinienne, situation des minorités musulmanes dans le monde, etc.). Il faut également remarquer que l'extrémisme violent ne renvoie pas, à première vue, à des attitudes et opinions clairement identifiables dans l'entendement des acteurs. D'ailleurs, l'une des spécificités du phénomène de l'extrémisme violent est que ses causes peuvent être diffuses et n'attirer l'attention qu'après l'acte violent commis le plus souvent par un acteur insoupçonné à l'issue d'un basculement imprévisible.

ANALYSE DES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT DES ACTEURS ET FACTEURS DE RISQUES D'EXTREMISME VIOLENT

D'un point de vue sociologique, l'extrémisme violent est présenté comme un processus de rupture systématique avec le groupe culturel d'origine : la famille, le quartier, le territoire ou la communauté. Cette fracture consiste en une cristallisation de l'identité radicale violente au plan politique, au sein de laquelle l'individu conçoit les groupes et les individus extérieurs à sa propre organisation politique comme des ennemis. Ainsi, sociologiquement, la radicalisation ne résulte pas d'un processus religieux, produit par les institutions culturelles traditionnelles et l'héritage confessionnel, mais d'un processus idéologico-politique.

D'un point de vue sociopolitique, l'extrémisme violent s'est imposé dans les sociétés du Sahel et a transformé ces grands espaces géographiques en un véritable sanctuaire pour les groupes criminels ou terroristes. Le processus de démantèlement

8 Emeutes estudiantines faisant suite aux revendications des étudiants de l'Université de Zinder pour l'amélioration de leurs conditions de vie et d'étude (Barma, 2016).

des structures étatiques, affaiblies par les mesures d'austérité imposées par les bailleurs internationaux (Fond Mondial International, Banque Mondiale), a accéléré l'implantation d'une idéologie religieuse contestataire utilisant le déficit de services sociaux. Cette situation a favorisé le développement rapide d'organisations d'inspiration religieuse assurant un travail d'encadrement et d'assistance sociale à la place de l'Etat. Celles-ci imposent aux Etats sahéliens déjà fragilisés par des conjonctures économiques et politiques sévères, un défi sécuritaire dépassant largement leurs capacités de défense et de sécurité. Depuis l'avènement de ce nouveau contexte conflictuel, les sociétés sahéliennes dans leur ensemble ont connu des mutations profondes et ont, pour certaines, perdu les repères socioculturels les plus expressifs à partir desquels sont parties leurs civilisations millénaires. Ainsi, la coexistence pacifique de pratiques confessionnelles diverses et souvent divergentes, a été subitement remplacée par une culture de contestation avec l'affaiblissement progressif des valeurs symboliques et culturelles qui garantissaient la cohésion sociale.

De même, la violence, comme mode de contestation, s'institutionnalise en même temps qu'elle déstructure les cellules familiales et affaiblit les cadres de cohésion et de médiation en faveur d'un endoctrinement idéologico-religieux. Cela se manifeste concrètement par des oppositions non seulement idéologiques mais politiques entres les groupes religieux radicalisés et leurs propres sociétés. Au Niger, comme auparavant en Lybie et au Mali, ces forces nouvelles se positionnent en défiant constamment l'ordre social classique qu'elles qualifient d'injuste, de déviant et imbibé des pratiques jugées « animistes » ou « sataniques » (culture occidentale).

A l'instar des pays voisins de la région, le Niger vit des situations politiques complexes marquées ces dernières années par une succession d'instabilités politiques chroniques. En plus de sa position géographique au cœur des interactions sahélo-sahariennes, le Niger est dans une posture difficile devant gérer les impératifs de politiques internes et son ouverture aux forces étrangères. Le Niger est donc résolument engagé dans une quête de légitimité dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. On peut ainsi noter au Niger un fort engagement des autorités sur les questions sécuritaires au sein des cadres régionaux comme le G5 Sahel et la prise au sérieux de la menace malgré l'insuffisance des moyens pour faire face aux nombreux défis sécuritaires.

En effet, aux frontières de la Lybie, du Nigeria et du Mali, le Niger représente des enjeux géostratégiques majeurs. Ses longues frontières poreuses offrent la possibilité aux combattants islamistes, entre autres, de transformer certains espaces nigériens en zones de replis stratégiques. Par conséquent, la présence d'une large population jeune, en proie à un chômage endémique, dans des zones souvent marquées par des conflits latents entre groupes sédentaires et nomades, fait craindre aux autorités de voir certaines zones se transformer en réservoir de recrutement de nouveaux combattants.

Il faut également noter que ce phénomène reste encore diffus, dans la perception des acteurs de la région, et non clairement isolé des autres problématiques régionales comme le trafic, le banditisme et la délinquance, fortement présents dans la ville de Zinder et dans les zones environnantes. Cette confusion a donc rendu difficile la présente étude, alors que des difficultés de conceptualisation persistent encore au sein même de la communauté scientifique concernant ce sujet sensible.

POSTULATS DE DEPART, OBJECTIFS, QUESTIONS ET HYPOTHESE DE RECHERCHE

Postulats de départ

Comme souligné plus haut, la croissance démographique qui est un des défis majeurs du Niger reste un problème pour la région et la ville de Zinder. A cela s'ajoute une urbanisation accélérée, l'élargissement de la ville et un exode rural massif, qui créent une proportion élevée de jeunes et d'enfants, toujours plus nombreux à évoluer dans un contexte devenu multiculturel. Cette multiculturalité est liée à l'immigration de populations à partir des régions frontalières, notamment du Nigéria. Une telle situation a des incidences sur la stabilité ou la précarité de la situation des jeunes, liée aux difficultés de la reconstitution des cercles familiaux chez les migrants et aux chances d'intégration professionnelle. La recréation d'autres cadres de socialisation par les jeunes devient, de ce fait, une manière de suppléer à la structure familiale et à l'appartenance citoyenne d'autres modes d'organisation.

Les organisations de jeunes à Zinder qui sont souvent indexées comme étant à l'origine des violences dans la ville que sont les « fadas » et les « palais » renvoient tout de même à des réalités différentes selon leur mode d'action, leur fonctionnement et leur organisation interne.

La « fada » renvoie à un regroupement de jeunes ne partageant pas forcément les mêmes convictions ou n'ayant pas institué un cadre normatif intégré communément reconnu. Son développement dans la ville de Zinder est souvent lié à l'inactivité, au chômage et à la déscolarisation des jeunes.

Les « palais » quant à eux, renvoient à un regroupement de jeunes partageant les mêmes convictions, objectifs et idéaux. La structure appelée « palais » obéit à une logique organisationnelle plus ou moins formelle. Chaque « palais » a ses codes, ses règles de fonctionnement et ses lois. Généralement, les membres des palais s'inscrivent en opposition face aux valeurs et lois de l'Etat et de la société de manière générale.

A ces modes parallèles d'organisation et de socialisation s'ajoute le fait que le système éducatif nigérien, de manière générale, est confronté à des conjonctures économiques ne facilitant pas la généralisation de l'éducation et surtout sa démocratisation effective. L'égalité des chances n'est alors pas garantie par un tel système. Cette évolution générale, peu profitable à l'inclusion sociale, n'épargne pas la ville de Zinder qui en vit encore les effets. Une étude sur l'éducation et la pauvreté au Niger (Abdallah, 2006) montre qu'il existe un écart de niveau d'éducation entre la capitale, Niamey, et les régions comme Zinder, ainsi qu'entre les régions elles-mêmes. Cela est particulièrement visible en ce qui concerne le taux d'achèvement du cycle primaire, puisqu'il ressort de cette étude qu'à Zinder, «moins de quatre enfants sur dix (36%) achèvent le cycle de base 1 en 2004-2005. L'écart entre Niamey, qui a le meilleur taux d'achèvement (87 %), et les autres régions varie de 63 points (Zinder) à 40 points (Dosso), traduisant une fois de plus l'importance des disparités

régionales » (p. 22). A cette situation s'ajoute l'exclusion massive des jeunes des établissements secondaires de la ville de Zinder suite à leur échec scolaire.

De ce fait, ces disparités influent sur la perception des différents problèmes socioéconomiques. Cela conduit à un véritable décalage entre les populations zindéroises et les décideurs à Niamey comme soulignés lors de la restitution des premiers résultats de la présente étude par un acteur de la société civile actif dans l'insertion des jeunes. Cette incompréhension structurelle entre les populations d'une région se considérant en marge et une élite politique qui semble mal comprendre l'état d'esprit d'une région jugée « rebelle » ou « subversive » déteint sur l'approche et la conception du phénomène de l'extrémisme violence et des menaces y afférant.

En effet, la population ne perçoit pas ces menaces de manière homogène. Si pour les uns, il s'agit de menaces réelles, d'autres estiment que ces menaces sont exagérées par les autorités et la communauté internationale bien qu'ils estiment que la prévention soit nécessaire. C'est ce qu'ont montré les échanges informels avec des acteurs impliqués dans le travail social lors de la phase de préparation de la restitution de cette étude. En effet, la précarité, la corruption et la mauvaise gouvernance dénoncées par les populations, renforcent leur perception que les richesses du pays ne bénéficieraient qu'aux élites et aux puissances occidentales. Cette perception négative de l'action publique et de l'autorité politique affecte profondément les rapports des citoyens à l'État. L'absence de celui-ci dans certaines zones est progressivement comblée par les organisations religieuses qui saisissent ainsi l'opportunité d'asseoir durablement leur influence. Il apparaît donc évident que le vide laissé par l'État, surtout dans les quartiers les plus pauvres, pourrait être exploité par les groupes terroristes dans leur stratégie d'infiltration. Sur dix mouvements islamiques dont le siège social est à Zinder, en dehors des associations qui ont une couverture nationale, six sont dédiés à la « bienfaisance islamique » ou au « développement » et à la « solidarité » (Répertoire des associations islamiques au Niger, 2015). Zinder est donc décrite comme une « *ville refuge à l'ombre des* « *infiltrés* » *islamistes* » (Agence France Presse [AFP], citée dans Le Parisien, 2015), et ce dès les années 1990. De même, les populations rencontrées ainsi que des témoins issus des fadas font état d'infiltrés appartenant à Boko Haram notamment parmi les jeunes et les réfugiés fuyant les exactions du mouvement terroriste dans le Nigéria voisin. Le gouverneur de la région avance en effet le chiffre de 10 000 personnes (AFP, 2015) ayant fui le Nigeria et qui vivent à Zinder, en attendant, pour certains, de continuer vers Niamey ou d'autres régions.

Comme mentionné plus haut, cette influence du radicalisme religieux n'est pas nouvelle à Zinder. En effet, dans les années 1990, l'opération «*boujé* » ou « jupe » s'est déclenchée à Zinder et Maradi après un prêche expliquant la baisse de la pluviométrie comme une conséquence d'une « dépravation des mœurs », illustrée par le comportement vestimentaire des jeunes filles. Suite à ce prêche, des extrémistes s'en sont pris aux jeunes filles en leur arrachant leurs jupes, les dénudant et leur faisant subir des violences physiques et morales. Ce mouvement s'est rapidement étendu, ciblant d'autres couches sociales, notamment, les prostituées et les gérants des bars, qui ont aussi été violentés (Moulaye, 2006, p. 65).

Objectif global de la recherche

L'objectif global de la recherche est donc de voir s'il peut y avoir une corrélation entre la violence classique des jeunes et l'extrémisme violent à fondement religieux ou encore l'usage de la violence religieusement justifié ou motivé. Les résultats et conclusions devront permettre d'envisager des initiatives en faveur des jeunes à risque pour un impact direct et positif sur leur désengagement des activités illicites. De telles initiatives devraient aussi permettre de minimiser l'influence des groupes extrémistes violents sur les jeunes.

Objectifs spécifiques de la recherche

Objectif 1 : Améliorer le niveau d'analyse des groupes vulnérables et des critères d'évaluation des risques de basculement vers l'extrémisme violent dans la région de Zinder.

Objectif 2 : Proposer des possibilités de réinsertion sociale prenant en compte les besoins réels et s'appuyant sur une meilleure compréhension des facteurs de risque.

Objectif 3 : Définir les axes d'identification des personnes concernées par l'extrémisme violent et développer des résiliences communautaires.

Questions de recherche

Comment peut-on expliquer les fondements et implications socioculturels, politiques, religieux et économiques de la violence extrémiste en milieu jeune dans la ville de Zinder ?

De cette question principale découlent les questions secondaires suivantes :

- L'environnement social de la ville de Zinder, déjà marqué par une violence classique, est-il favorable à la violence extrémiste au niveau des jeunes ?
- La situation économique des parents et des jeunes eux-mêmes constitue-t-elle un facteur déterminant de la violence extrémiste de jeunes dans la ville de Zinder ?
- La gestion de la question des violences de la part de l'Etat ou des autorités locales peut-elle favoriser un basculement progressif vers l'extrémisme violent ?
- Le conflit religieux dans les zones frontalières impacte-t-il le comportement des jeunes de la ville de Zinder et conduire vers une forme d'extrémisme violent ?

Hypothèses de la recherche

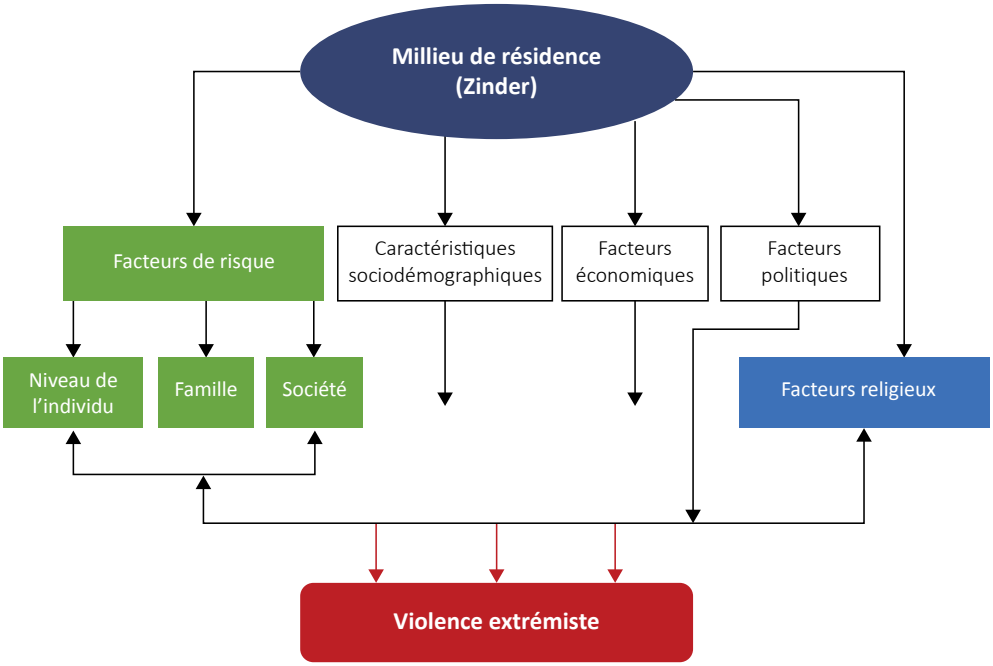
Conformément aux questions et aux objectifs de recherche, nous formulons ici l'hypothèse principale suivante :

Avec la combinaison de facteurs divers qu'il conviendra d'analyser, l'extrémisme violent pourrait trouver son fondement dans l'aggravation des problèmes économiques, socioculturels et les récentes évolutions religieuses au Niger.

Hypothèses spécifiques

- Les facteurs de risque sociaux détermineraient, sous certains angles, l'extrémisme violent qui pourrait affecter des jeunes ;
- La situation économique des parents et des jeunes eux-mêmes expliqueraient l'extrémisme violent des jeunes dans la ville de Zinder ;
- La gestion de la question de violence de la part des autorités favoriserait l'extrémisme violent ;
- Le conflit religieux des zones frontalières pourrait impacter le comportement des jeunes de la ville de Zinder et favoriser un certain basculement vers l'extrémisme violent.

Notre analyse se basera selon le schéma conceptuel suivant :



CADRE THEORIQUE DE REFERENCE ET DIAGNOSTIC SOCIOLOGIQUE DU PHENOMENE DE L'EXTREMISME

Dans cette partie méthodologique, il est question de décliner le cadre théorique de référence c'est à dire le modèle d'analyse, les méthodes d'investigation, le choix du corpus et enfin une brève présentation du milieu d'étude.

En fonction des différentes variables énoncées dans les hypothèses de cette recherche, nous pensons que les théories de référence suivantes s'imposent au cadre d'analyse. L'évocation de ces différentes théories et méthodes d'approches permet donc de montrer le caractère multidimensionnel d'une étude cherchant à déceler les signes de l'extrémisme violent dans une population juvénile à la croisée de plusieurs problématiques : précarité, marginalisation, sentiment d'injustice et d'exclusion.

Empruntant le schéma théorique développé par McMurtry et Curling (2008) dans le cadre de « l'examen des causes de la violence chez les jeunes », nous analyserons notre question en intégrant les différents postulats qu'ils mettent en avant :

Théorie du choix rationnel

Cette théorie soutient que « l'être humain choisit librement sa conduite et que ses motivations sont l'évitement de la souffrance et la recherche du plaisir » (McMurtry et Curling, 2008, p. 22). Dans cette optique, « on trouve chez ces chercheurs des arguments qui sont en lien avec la violence, lorsqu'ils constatent que des jeunes usent de violence pour se protéger eux-mêmes dans les situations où ils pensent manquer de pouvoir ». De ce point de vue, cette théorie convient à notre cadre d'analyse puisque nous supposons que les facteurs de risque au niveau individuel favorisent un basculement progressif vers la violence extrémiste dans la ville de Zinder.

Théorie de la « privation économique »

Cette théorie de la « privation économique » largement mise à contribution par McMurtry et Curling (2008) cadre bien avec notre hypothèse selon laquelle, dans le cas de Zinder, la situation économique des parents et des jeunes eux-mêmes pourrait susciter un sentiment de frustration récupérable par des groupes extrémistes. Des éléments factuels recueillis lors de la collecte des données pourraient soutenir l'application d'un tel modèle d'analyse.

Théorie de « l'apprentissage social »

Basée sur le fait que l'exercice de la violence peut être l'aboutissement d'un processus d'apprentissage et d'acquisition de codes et de pratiques, en particulier à travers l'influence des pairs (McMurtry et Curling, 2008), cette théorie semble adéquate pour fournir des éléments explicatifs à notre cas d'étude. En effet, les jeunes de la ville de Zinder se regroupant en fada et palais créent des réseaux de socialisation alternatifs et d'entraide entre eux, adoptant et renforçant certains comportements par la fréquentation de leurs pairs. Ce processus de recréation de

nouveaux cadres de socialisation en dehors des repères sociopolitiques classiques peuvent amener l'individu à se détacher progressivement de son milieu habituel et s'identifier à d'autres communautés imaginaires ou idéologiques. Ce fait est très souvent à la source d'engagements religieux à forte connotation militante que l'on retrouve dans le fonctionnement des groupes extrémistes violents.

Théorie de l'influence des médias

Cette théorie met en avant le fait que « la violence dans les médias favoriserait l'apprentissage social des comportements violents » (McMurtry et Curling, 2008, p. 25). Dans le cadre de notre étude, cela nous permet d'appréhender l'impact des medias sur l'évolution du rapport entre les jeunes et la violence dans un contexte de mixité sociale, de multiplication des medias communautaires et transnationaux et de concurrence des modèles religieux (islam traditionnel et courant « *izala* », dit réformiste). Or, les prêches virulents dominent souvent dans les radios communautaires, dû à l'emprise de certains courants rigoristes sur la sphère médiatique. De plus, la porosité linguistique et donc idéologique due au partage de la langue haoussa avec les zones voisines du Nigéria expose les jeunes zindérois aux discours et prêches diffusés à partir de ce pays. Enfin, les nouvelles technologies et le caractère de plus en plus mobile et facilement transférable des supports communicationnels (cartes mémoires, clés USB, Whatsapp, etc.) facilitent également la transmission des idéologies et des croyances.

Les perceptions d'injustice, de criminalité et de violence

Dans le sillage de McMurtry et Curling (2008), nous retenons que le sentiment d'injustice peut entrainer la violence et conduire un individu à justifier et rationnaliser ses actes criminels. Dans le contexte de cette recherche, nous analysons le lien entre l'injustice, la marginalisation des jeunes issus de familles défavorisés et la violence. A cela s'ajoute le fait que le sentiment d'injustice et de rejet entretient chez le sujet se sentant victime, une attitude de « défi » et de « bravade » vis-à-vis de l'autorité, tel que le montrent McMurtry et Curling (2008) dans les expériences de violences de jeunes objets de leurs travaux.

Tout en voulant aller au-delà des seuls cadres théoriques, nous considérerons leur apport dans l'affinement de l'analyse qui sera corroborée par des données empiriques et des éléments factuels recueillis lors de l'enquête de terrain menée dans le cadre de cette étude.

PRESENTATION DES DONNEES QUALITATIVES ISSUES DE L'ENQUETE

METHODOLOGIE

La méthode qualitative telle que présentée par les spécialistes donne la possibilité d'avoir « un aperçu du comportement et des perceptions des gens et permet d'étudier leurs opinions sur un sujet particulier, de façon plus approfondie que dans un sondage. Elle génère des idées et des hypothèses pouvant contribuer à comprendre comment une question est perçue par la population cible et permet de définir ou cerner les options liées à cette question » (Konaté & Sidibé, s.d.).

L'équipe de recherche a donc eu recours à des discussions de groupes et à des entretiens individuels approfondis. Ces entretiens ont été conduits avec des personnes ressources, des leaders religieux, des membres des forces de défense et de sécurité, des personnes incarcérées (jeunes et leaders religieux) et des chefs de ménages.

Il ressort de ces discussions que les quartiers perçus comme les plus affectés par la violence, et dans une moindre mesure, par l'extrémisme violent en milieu jeune à Zinder sont Kara Kara et Garin Mallam (arrondissement II), Franco (arrondissement I) et Djaguindi (arrondissement III). Les quartiers de Dan Yaro Sultan et Tilacoco (arrondissement I), Dispensaire (arrondissement III), et Haro Banda (arrondissement IV) sont également mentionnés, avec cependant un niveau de violence moins important. Il est néanmoins bon de noter que selon certaines personnes interrogées dans le cadre de cette étude, la ville dans son ensemble est en réalité touchée par le phénomène de la violence.

DE L'EXTREMISME VIOLENT A ZINDER : PROCESSUS, FACTEURS ET PERCEPTIONS LOCALES

A partir de 2010, la problématique de l'alternance politique au Niger, fortement liée à la question sociale, a suscité de nombreux débats publics et a fait ressurgir, sous forme de revendications, la plupart des problèmes de la ville de Zinder : chômage, délinquance, émeutes, économie parallèle, échec scolaire, exclusion, ghettoïsation, etc. Les jeunes se sont donc organisés en groupes informels pour pallier l'inexistence de cadres de socialisation et d'intégration de la part l'Etat et des autorités.

Les initiateurs de ces organisations de jeunes sont réputés être les acteurs centraux de la violence dans la ville de Zinder bien que le caractère extrémiste d'un point de vue religieux ne peut être catégoriquement établi dès le départ. Plusieurs explications ont été données sur les raisons de la floraison de ce type d'organisations.

Pour certains chefs de ménages enquêtés, les organisations informelles des jeunes (Fadas et Palais) ont un rapport direct avec les politiciens qui chercheraient à les instrumentaliser dans le cadre de troubles et de contestations sociales. En effet, la

tentative du Président Mamadou Tandja de prolonger son mandat présidentiel au-delà de la limite fixée par la Constitution a été à l'origine de plusieurs manifestations en 2010. La ville de Zinder était favorable au « *Tazartché* » (reconduction de mandat présidentiel) comme en témoignent les manifestations organisées pour soutenir le Président. De ce fait, on voit que les politiques peuvent instrumentaliser la violence à leurs fins et que le phénomène n'est donc pas sans lien avec l'évolution politique du pays. Cependant, les manifestations locales de cette contestation revêtent parfois un habillage religieux, servant de justification dans une stratégie de mobilisation.

Les jeunes apparaissent donc très souvent au-devant de la scène dans des face à face avec les forces de l'ordre pour exprimer leur mécontentement. Ils défrayent alors la chronique et cristallisent les peurs collectives par des actions spectaculaires telles que des saccages. Certains politiciens pensent qu'une telle situation récurrente est l'œuvre de l'opposition parlementaire qui manipulerait les jeunes et les pousserait au soulèvement et à la révolte. En effet, on note que les jeunes des « *fadas* » et « palais » sont régulièrement utilisés pour le maintien de l'ordre lors de manifestations de propagande ou de sensibilisation.

D'autre part, la violence est également liée aux prêches virulents de certaines mosquées et imams radicaux, comme cela a été le cas lors de l'épisode « *boujé* », survenu dès 1993. Pourtant, malgré ces évènements locaux, l'idée est largement répandue à Zinder que l'extrémisme violent est un phénomène mondial qui n'a pas de frontières. Les populations réussissent ainsi à trouver un lien « logique » entre les actes commis dans le cadre d'un processus de radicalisation religieuse, comme les attaques de lieux de cultes chrétiens, et des évènements de la scène régionale ou internationale. L'extrémisme violent serait en outre lié, selon beaucoup de chefs de ménages, à un « choc des cultures » entre des traditions bien ancrées et de nouvelles pratiques religieuses contestataires, et se pose dès lors comme un problème d'éducation. Il faut entendre ici par éducation l'ensemble des modes de transmissions de valeurs, au-delà du cadre strictement scolaire. C'est dans ce sens qu'on pourrait mieux saisir l'avis de ce prédicateur enquêté, selon qui « la violence extrémiste est liée à une mauvaise éducation. Si l'enfant reçoit une bonne éducation il ne posera pas certains actes » (entretien du 20 décembre 2016).

Un Cheikh prédicateur, connu à Zinder pour sa proximité avec les populations des quartiers concernés par la violence, évoque aussi ce problème d'éducation et insiste sur le fait que :

> Les parents sont de plus en plus négligeant sur leur responsabilité. Celle de faire le choix du bon conjoint, d'instaurer la communication avec les enfants et de surveiller les amis qu'ils fréquentent car une mauvaise compagnie suppose un mauvais comportement (entretien du 20 décembre 2016).

On note également une tentative de récupération de ces jeunes par des groupes extrémistes en provenance du Nigéria voisin, telle que rapportée par un ancien chef des « palais » de Zinder. Il explique en effet comment des « recruteurs » pénètrent dans la ville et surtout dans les quartiers les plus défavorisés et proposent à des jeunes désœuvrés de les suivre moyennant une rétribution financière.

Enfin, on constate que le discours religieux sert à légitimer socialement des actes de violence pénalement condamnables, comme cela a été le cas lors des manifestations « anti-Charlie ». Dans ces circonstances, les jeunes, généralement

assimilés à des « délinquants » se transforment en « défenseurs » d'une cause prétendument religieuse. Ce changement de statut leur confère alors une nouvelle forme de légitimité voire une certaine reconnaissance sociale. Ainsi ces jeunes, habituellement exclus, se repositionnent sur l'échiquier social avec un statut plus valorisé, pensant qu'ils sont mandatés à régler les problèmes de société par le biais d'une « défense » de l'islam.

Cependant, il importe de ne pas réduire l'enrôlement des jeunes dans des structures religieuses et leur endoctrinement à un simple fait d'exclusion ou de quête d'une valorisation sociale. Il provient aussi d'une certaine instabilité sociale vécue par les jeunes exposés à la précarité, au chômage et à l'exclusion et qui crée chez ces derniers un sentiment de frustration qui se transforme très vite en une crise identitaire. Cet enrôlement participe d'un travail de construction de soi que les jeunes entreprennent et qui a pour objectif de se donner un sens à soi et une signification à leur parcours personnel. Ainsi, Avenel et Cicchelli (2001) note que « l'islam porté par les jeunes n'est pas une simple reproduction de l'héritage des parents mais relève d'une création originelle destinée à étayer la formation d'une personnalité autonome » (p. 74). Le comportement des jeunes résulte donc moins d'un manque de socialisation que d'un attachement à une certaine quête de personnalité. Il s'agit d'une forme de « conformisme déviant » qui s'explique comme un mode d'adaptation rationnelle à des conditions de vie objectives.

On peut également rapprocher cette quête d'identité et de valorisation sociale des jeunes à celle démontrée par les femmes par leur participation aux violences « anti-Charlie ».

Les causes de la violence des jeunes à Zinder restent donc complexes et hétérogènes. Elles ne se réduisent pas à une explication unique mais nécessite une analyse multifactorielle combinant les variables structurelles et les logiques d'acteurs mais aussi les effets de contexte. Cette hétérogénéité est expliquée par les propos d'un jeune tailleur qui précise qu'« au Niger, tous les problèmes de la violence sont liés non seulement aux facteurs économiques, politiques, ou religieux. Mais le phénomène d'extrémisme violent est aussi considéré pour certains comme une réponse à l'exclusion sociale des jeunes du système social » (entretien du 18 décembre 2016).

En effet, les causes doivent être appréhendées dans le cadre de la concentration spatiale du chômage, mais aussi l'influence de la famille et du groupe de pairs, l'enracinement de l'idéologie individualiste, et les stratégies des acteurs face aux réponses institutionnelles et politiques qui leur sont données. Tous ces jeunes violents partagent un certain nombre de caractéristiques liées à leurs conditions sociales. Ils viennent pour la plupart des familles éclatées, où l'autorité parentale est absente ou défaillante. Ainsi un commerçant explique que « le phénomène est provoqué par un problème d'ordre familial à travers les négligences des hommes qui laissent toutes prises de décision dans les mains de femmes » (entretien du 17 décembre 2016).

Le rôle de la famille est en effet polémique, mais il ne constitue pas un facteur isolé. Pour comprendre par exemple les mécanismes d'affiliation des jeunes à une organisation extrémiste, on doit notamment expliquer les liens qu'entretiennent les familles entre elles et leur statut au sein des quartiers où elles sont installées (par exemple les familles de notables). L'enquête montre, néanmoins, que les enfants

issus des familles nombreuses sont plus concernés par la violence que les enfants des familles réduites, quel que soit par ailleurs le niveau de revenu et le statut professionnel des parents.

D'autres facteurs entre également en jeu, tels que l'explosion des opportunités au sein d'une société de consommation de masse, la religion et l'inefficacité de la sanction pénale. En effet, une approche strictement judiciaire des faits de violence, au-delà de ses insuffisances, n'arrive pas à épuiser le sens des actes de violence se limitant à leur simple qualification et éventuellement à leur condamnation.

L'enquête souligne également l'effet d'autres facteurs sociaux tels que le poids de l'échec scolaire qui constitue une variable plus déterminante encore que l'origine sociale, dans la propension à la délinquance et aux conduites violentes. En fait, la démocratisation du système éducatif a fabriqué ses propres logiques ségrégatives et sélectives et engendre des frustrations immenses au moment où les aspirations à la réussite montent. Un chef de ménage explique en effet que « ce phénomène est lié à la question économique du fait que ces jeunes n'ont pas d'activité à exercer. La question religieuse en est aussi une autre raison mais tout le problème réside dans l'échec scolaire » (entretien du 20 décembre 2016).

D'autre part, la ville de Zinder fait face à une crise de l'emploi sans précédent due à sa croissance démographique très élevée, et à laquelle s'ajoute une insécurité alimentaire qui entraine la détérioration des conditions de vie de certains citadins. Dès lors, la violence urbaine est fortement liée à la pauvreté généralisée et à l'impossible insertion sociale d'une masse importante de jeunes adultes et adolescents. Cela crée un climat social tendu et instable pouvant dégénérer en émeutes, dès lors que l'Etat engage des réformes impopulaires, fussent-elles motivées par des raisons d'ordre économiques.

Cette crise de l'emploi impacte la vie des jeunes car avoir un emploi accorde une identité personnelle et une reconnaissance sociale. Le chômage et la précarité des jeunes de palais et fadas de Zinder écartent donc une grande partie d'entre eux des schémas classiques de réalisation de soi. Cette assertion est soutenue par un garagiste qui explique qu' « à Zinder les facteurs de la violence extrémiste sont essentiellement liés au chômage (…) », et un cultivateur qui dit que « les jeunes sont laissés à eux même et vivent dans une précarité croissante, ce qui explique l'extrémisme violent » (entretiens du 21 décembre 2016).

DE LA VIOLENCE COMME PHENOMENE LIE AUX QUESTIONS POLITIQUES OU RELIGIEUSES

Nous avons vu que beaucoup de jeunes exclus cherchent à légitimer leur révolte contre la société en lui trouvant des justifications construites à partir d'une défense d'une forme d'islam que l'on peut qualifier de radical. Pour ces jeunes, le moteur de leur « conversion » à l'islam n'est pas la haine de la société, mais plutôt un malaise identitaire et la quête d'une autorité, dans un contexte de relâchement des normes sociales et de démission de l'autorité parentale.

Le fait le plus marquant de l'histoire de l'extrémisme violent à Zinder reste sans doute le phénomène « anti-Charlie » de Janvier 2015. La violence collective survenue pendant ces manifestations a été l'expression d'une colère collective et d'une

accumulation de frustrations. Si la motivation de cette violence était essentiellement religieuse, elle cachait également une volonté de s'attaquer à l'ordre politique en général. Par leur ampleur, leur diffusion sur le territoire national, leur durée et les dégâts occasionnés, ces émeutes ont constitué un tournant politique et religieux, suscitant un impressionnant écho médiatique. En effet, la symbolique du feu et du chaos a attiré l'attention de la communauté internationale à un moment où le terrorisme domine la scène médiatique.

Les manifestations « anti-Charlie » revêtent un aspect multidimensionnel, associant des problématiques locales, religieuses et institutionnelles. De ce fait, le déclenchement des manifestations n'a pas été directement dicté par les prêcheurs religieux, bien que les sermons dans les mosquées aient largement contribués à la mobilisation. En effet, la caution du discours religieux a fortement contribué au caractère populaire de la manifestation, en générant une grande force d'adhésion. Toutes les couches sociales et structures étaient visibles dans les émeutes, puisque la parole religieuse a donné une légitimité sociale à cette contestation teintée de religiosité. Ce caractère multidimensionnel est démontré à travers les propos d'un commerçant enquêté, qui pense que :

> Les jeunes sont dans des situations économiques peu favorables. Le politique ne les soutient plus. Alors avec le déclenchement des caricatures du prophète, le problème devient religieux et conduit les jeunes musulmans à manifester leur mécontentement. Suite aux propos tenus par le président « nous sommes tous Charlie », la population de Zinder a riposté violemment, un jour de vendredi, en scandant de slogan « *Allahou Akbar* » (Dieu est grand). A Paris, le président Mahamadou Issoufou était parti pour justifier son attachement à la mère colonisatrice et mieux, c'était une marque de sympathie à l'endroit du peuple français meurtri et endeuillé par l'attaque. Cette affirmation a été corroborée au cours d'une interview accordée au président par la chaine de télévision TV5 Monde au cours de laquelle il martela : « Nous sommes tous Charlie ». Majoritairement musulmans, les zindérois n'ont pas cautionné cette assertion qui relève selon eux de la mécréance et de « *ridda* » (apostasie) parce que qui touche au prophète déclare la guerre aux musulmans. Ainsi, en réponse aux propos du président, la population de Zinder navrée et prise de colère généralisée n'a pas tardé à riposter pour désapprouver Mahamadou Issoufou. C'était un vendredi 16 Janvier 2015, juste après la prière qu'ils sont sortis de tous les côtés de la ville pour battre le pavé en scandant de slogan « *Allahou Akbar* » (entretien du 17 décembre 2016).

Il est important de souligner que bien avant le déclenchement des émeutes, les autorités étaient renseignées sur la tenue d'une telle marche. En effet dans la ville, des jeunes circulant en motos distribuaient des tracts annonçant la marche de protestation contre Charlie Hebdo, comme ce fut le cas lors des manifestations anti-américaines de 2012. Mais l'absence de mesures sécuritaires adéquates qui auraient pu contenir les débordements montre que les autorités ont été surprises par la tournure de l'évènement et l'intensité des violences.

Il faut également noter que ces épisodes de violence sporadiques doivent être rattachés au phénomène continu de violence urbaine qui marque la ville depuis de nombreuses années, selon les sources de l'enquête. Les autorités administratives et judiciaires ont en effet exprimé leurs inquiétudes croissantes face à ce phénomène, qu'elles lient à la pauvreté et à la crise économique, aux crises du système scolaire,

à la croissance urbaine, aux insuffisances des politiques sociales et à un certain abandon de responsabilité de la part des parents. Cependant, les manifestations « anti-Charlie » ont mis en lumière les capacités de mobilisation des leaders religieux, dont les sermons vindicatifs ont joué un rôle plus prépondérant pour la mobilisation populaire que les appels à manifester lancés par certains politiques.

Il faut souligner qu'à Zinder la scène politique se caractérise par la présence de deux courants forts : les formations politiques de l'opposition parlementaire actuelle (qui contrôlent la ville et la région de Zinder), et l'administration technique (gouvernorat, services techniques déconcentrés) dominée par les membres et sympathisants de la majorité au pouvoir. Le discours de l'opposition parlementaire consiste donc à s'attaquer à l'administration en général, les forces de l'ordre et les autorités politiques. Ce qui fait que toute manifestation ou rassemblement a forcément une connotation soit politique, soit religieuse, qu'elles soient organisées par les politiques eux-mêmes ou récupérées par eux comme lors de la manifestation « anti-Charlie ».

D'après ces premiers éléments, on se rend compte des liens entre contestation politique, problèmes socio-économiques et extrémisme, débouchant sur une violence religieusement justifiée par les acteurs. On observe en effet nettement la manière dont la caution religieuse apportée par des imams redéfinit le caractère de la contestation, qui glisse du champ sociopolitique vers celui du religieux au nom duquel la violence se légitime et se justifie.

DE L'INSTITUTIONNALISATION DE LA VIOLENCE EN MILIEU JEUNE A ZINDER

Les jeunes concernés par les agissements évoqués plus haut sont, généralement, présentés comme des exclus de la société, ce qui les fait basculer dans la marginalisation et la violence. Le problème est alors celui des écarts par rapport à une norme d'intégration et du rétablissement du lien social dans les lieux où il semble en déperdition. Le parcours de ces jeunes est parfois chaotique, ce qui fait que la plupart ont un casier judiciaire ou une mise à pied. Des séjours réguliers en prison les confinent dans une impasse et ils en gardent des séquelles et stigmates sur le plan social ou psychologique. En outre, la prison peut également constituer une étape vers la radicalisation, dans la mesure où les détenus y passent du temps, parfois des années, dans une situation de promiscuité permanente. Lors de notre visite à la maison d'arrêt de Zinder, les échanges avec les jeunes détenus ont fait apparaître un fort sentiment de rejet de l'Etat et de l'institution judiciaire jugée comme incapable de rendre équitablement la justice.

Ainsi, l'institution carcérale, avec ses tensions quotidiennes et ses sanctions, conforte un certain nombre de jeunes délinquants dans la haine de la société. Ils peuvent aussi y approfondir l'interprétation extrémiste de leur foi au contact d'individus déjà radicalisés, en faisant une lecture unilatérale des textes justifiant un rejet du système politique jugé comme injuste et incapable de rendre justice. Le milieu carcéral est donc souvent vu comme un lieu propice à la re-génération des réseaux criminels ou djihadistes, ou à l'insertion dans des réseaux déjà existants, bien que ce phénomène soit nié par l'administration pénitentiaire de Zinder. C'est tout de même, dans ce milieu sensible que l'on voit se dessiner l'articulation entre

marginalisation sociale et volonté de créer un soi différent, notamment par le biais du religieux.

L'enquête a donc permis de constater que la majorité des jeunes violents ont suivi une trajectoire similaire : une enfance difficile dans les quartiers défavorisés, marqué par la désorganisation familiale, la violence, l'échec scolaire, la désaffiliation,[9] qui a fait naître un sentiment de frustration et d'humiliation transformé en haine de la société, le basculement dans la délinquance et des séjours en prison.

L'enquête a également permis d'observer que les quartiers sensibles de la ville de Zinder cumulent, aussi, les principaux indicateurs de difficultés sociales. Avec l'aggravation de la situation économique s'est en effet enracinée dans les quartiers pauvres une économie parallèle liée à la diffusion de la drogue, la prostitution, et la vente de produits divers issus du vol et du recel. De petits groupes se constituent donc autour de cette économie et s'engagent dans ces conduites délinquantes.

ZINDER FACE A LA TRANSNATIONALITE DU CROIRE ET A L'EXTREMISME VIOLENT

Les entretiens conduits dans la ville ont démontré que les jeunes de Zinder sont parfaitement au courant des évolutions sociopolitiques au Nigeria voisin, y compris du phénomène Boko Haram. En effet, de nombreux jeunes voyagent vers le Nigeria voisin dans le cadre de petit commerce tandis que d'autres y ont de la famille qui y réside. Ils sont ainsi connectés aux réalités de ce pays, et connaissent notamment les violences liées à l'extrémisme.

Ces séjours au Nigéria ou dans d'autres zones de conflits (Libye, Tchad) ont beaucoup d'influence sur les jeunes, qui évoquent leur expérience en héros admirés par leurs camarades. Un enquêté note ainsi que «bien sûr, certains jeunes ont de la famille au Nigeria. D'autres vont en aventure. Il y a des jeunes qui font aussi du commerce avec le Nigeria » (entretien du 20 décembre 2016). Une enquêtée explique : « Le phénomène vécu au Nigeria a des incidences directes puisque cela a touché les comportements et manières de faire de nos jeunes, qui agressent les autres dans les rues à travers les fadas» (entretien du 20 décembre 2016).

Parmi ceux qui reviennent d'un long séjour au Nigeria, on signale parfois des jeunes développant des attitudes ou des idées caractéristiques de sujets radicalisés. D'autres jeunes doutent, certains rejettent ces idées extrémistes quand un certain nombre reviennent traumatisés, avec des conséquences sur leurs comportements ultérieurs : basculement dans la violence ou repentir pouvant pousser à un regain de religiosité.

D'autre part, les jeunes zindérois sont exposés à des messages religieux radicaux à travers de nombreux canaux, alors qu'ils ne maîtrisent souvent pas les bases de la religion. Certaines personnes n'ont en effet que des connaissances rudimentaires et indirectes de l'islam, par l'intermédiaire de leurs proches ou à partir de leurs lectures personnelles sur Internet, ce qui permet la diffusion de messages difficilement

9 « En sociologie, la désaffiliation est un processus décrit par le sociologue français Robert Castel (1933-2013) qui correspond à la "dissociation du lien social" en raison de l'absence de travail et de l'isolement social. (…) La désaffiliation correspond au déficit d'affiliation conséquence du manque de travail et au déficit de filiation, c'est-à-dire d'insertion dans des liens sociaux (isolement relationnel). » (Tourev, s.d.)

contrôlables. Il faut noter que les mouvances de l'islam les plus rigoristes préfèrent en effet ce canal et le maîtrisent mieux que les leaders de l'islam traditionnel. La propagande par Internet se diffuse également plus facilement du fait de l'utilisation de la langue haoussa, commune à la région de Zinder et au Nigéria. La diffusion de vidéos enjoignant au djihad sur des plateformes comme Youtube rend donc difficile toute restriction de la diffusion de discours extrêmes de la part des autorités du Niger.

Internet et les réseaux sociaux en particulier jouent donc un rôle fondamental dans la médiatisation et l'internationalisation de l'idéologie djihadiste. L'auto-radicalisation des individus face à l'écran préoccupe beaucoup les services de jeunesse, parce qu'elle crée un isolement de la cible et facilite le recrutement de futurs candidats aux actes violents.

Outre Internet, les jeunes accèdent également aux messages radicaux à travers les vidéos et les CD vendus sur les marchés locaux ou qui circulent à travers des réseaux informels et au sein de petits groupes. La circulation de ces supports de communication prisés des mouvances radicales se fait souvent ouvertement dans la rue par de jeunes rabatteurs.

Le contact avec les discours de l'islam radical s'effectue aussi par l'intermédiaire des imams et leaders religieux charismatiques dont l'emprise psychologique sur les individus est avérée. Cela se fait surtout à travers les séances de prédication à vocation régionale appelées Waâzin Kassa dans lesquelles les Nigérians jouent un rôle important comme nous le verrons ultérieurement. Le rôle des mosquées s'est aussi fortement accru ces dernières années, et l'on note un durcissement du discours religieux, ne portant plus seulement sur des aspects cultuels. Les mosquées sont ainsi devenues des tribunes où sont traitées les questions sociétales les plus diverses. Au gré des circonstances, c'est du haut des minbars[10] que les messages incitant à la violence sont formulés, comme lors des émeutes anti-américaines de 2012. On observe, ainsi, dans le processus de radicalisation des jeunes déjà fortement touchés par le phénomène de la violence, l'interpénétration entre facteurs locaux (chômage, misère, marginalisation) et facteurs transnationaux (prêches du Nigéria, retours de jeunes) en même temps que l'effet de la mondialisation et des médias qui internationalisent les « causes musulmanes ».

10 Estrade à partir de laquelle l'imam délivre son sermon lors de la prière hebdomadaire du vendredi.

PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES QUANTITATIVES ISSUES DE L'ENQUETE

METHODOLOGIE

Notre travail de recherche a concerné 140 fadas et palais répartis dans les huit quartiers de Zinder identifiés comme étant les plus affectés par la violence (Haro Banda, Tilacoco, Franco, Dan Yaro Sultan, Djaguindi, Kara-kara, Garin Malam et Dispensaire).

Nous avons fait le choix méthodologique de nous concentrer sur les structures déjà existantes sachant que l'analyse du phénomène de la violence en général s'est toujours appuyée sur ces groupements. En effet, la violence à Zinder, dans ses différentes manifestations, s'est toujours caractérisée par cette culture de groupe. A ce sens, les *fadas* et palais étaient donc, de notre point de vue, les structures les plus représentatives de cette culture et étaient à même de ressortir les possibles évolutions de la violence dite « classique » vers celle « extrémiste » de dimension idéologico-religieuse.

Cet aspect de notre étude s'appuie sur une méthode quantitative permettant d'obtenir des chiffres et indicateurs pouvant appuyer l'analyse et les différentes démonstrations de la manière dont le phénomène de l'extrémisme est en train de pénétrer les milieux jeunes dans la ville de Zinder.

Cette recherche quantitative nous a donc permis de saisir clairement en termes de nombre la répartition des enquêtés selon leurs opinions, leurs attentes, leurs motivations et leurs inquiétudes. Cette dimension de la recherche s'est appuyée sur un questionnaire subdivisé en six sections différentes. Chacune d'entre-elles fournit des informations fiables à travers des variables indicatives sur la nature des violences extrémistes ainsi que leur implication. Notre questionnaire s'inspire principalement de notre « question de départ », nos « questions subsidiaires » et nos « hypothèses » de travail. Tous les graphiques et tableaux présentés dans cette partie sont donc tirés de l'enquête effectuée en Novembre 2016.

Dans la partie ci-dessous, nous allons passer en revue toutes les sections pour présenter les résultats et procéder à leur analyse par le biais d'une mise en relation des variables. Ce processus débouchera sur la vérification de nos hypothèses de travail ainsi que sur un commentaire approfondi des résultats.

CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES

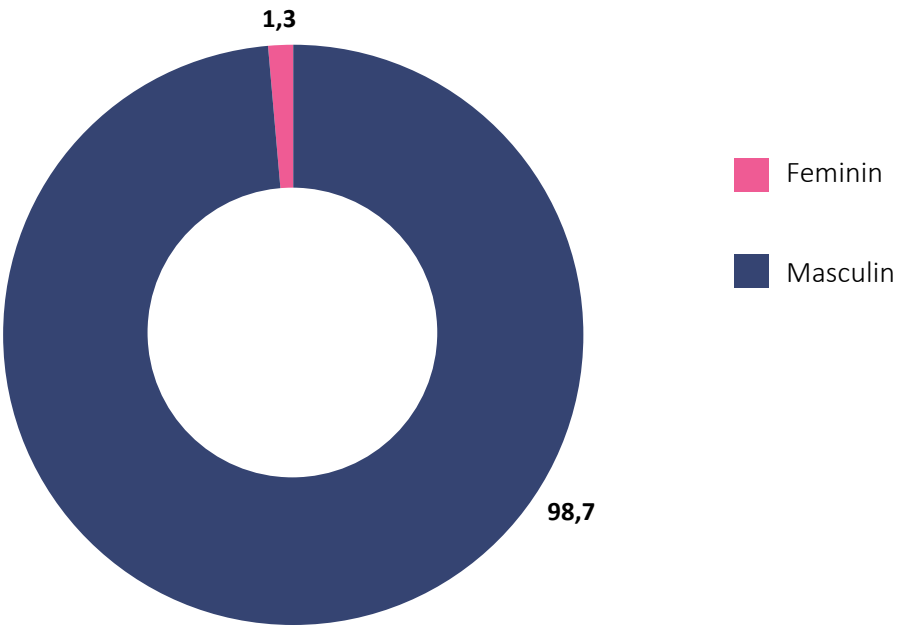
Sexe et âge des enquêtés

Parmi les jeunes enquêtés, on remarque une faible présence de filles, soit 1,3 % de la population étudiée et une présence massive de jeunes garçons représentant 98,7 % (cf. graphique 1).

Cette faible présence du sexe féminin est le reflet d'une forme de domination masculine et de la structuration de la société nigérienne et zindéroise, encore fortement attachée aux traditions. De plus, les enquêteurs ont rapporté que lors des entretiens, les jeunes femmes refusaient de parler en l'absence de leurs époux ou d'éléments masculins qui devaient s'exprimer au nom de l'entité familiale. Cela a été l'un des obstacles majeurs rencontrés pour s'approcher d'une représentativité féminine dans l'étude.

Il apparait donc que la violence et l'extrémisme violent sont généralement un fait plutôt masculin, bien que la participation des filles à des actes de violence ne soit pas écartée. Cependant, au regard des rapports de domination qui se sont fortement répercutés dans le déroulement de l'enquête, la présence des filles pourrait s'expliquer non pas par leur conviction, mais par la nature des relations que celles-ci entretiennent avec les leaders de ses organisations. On sait que le travail de prédication des courants jugés radicaux mise beaucoup sur les femmes en tant que représentantes de valeurs dites islamiques : port du voile simple ou intégral par exemple. C'est par leur biais que s'exprimerait une islamisation en profondeur de la société, à travers la manifestation de signes extérieurs.

Graphique n°1 : Répartition par sexe des enquêtés

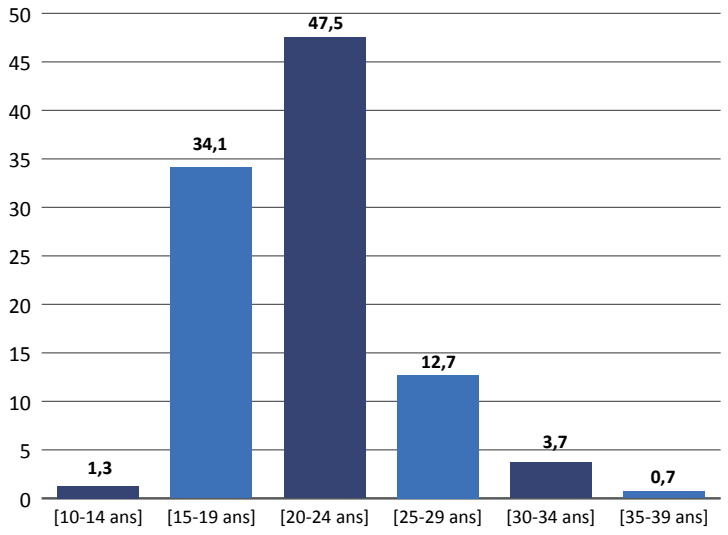


La lecture des données de l'enquête livre également des informations assez complètes sur la proportion de jeunes considérés comme les plus actifs dans l'animation et le leadership des organisations violentes et extrémistes.

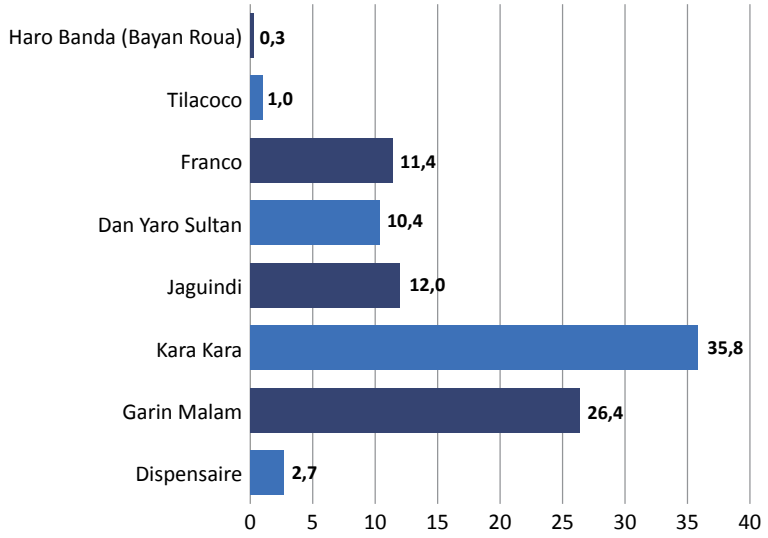
Les jeunes enquêtés ont entre 13 et 37 ans, avec une moyenne d'âge de 21 ans. La plupart des membres se situent dans la catégorie d'âge entre 15 et 19 ans et entre 20 et 24 ans (cf. graphique 2).

L'enquête révèle donc la présence de jeunes mineurs qui, par souci de conformisme social, se reconnaissent à travers ces organisations aux idées extrémistes fortement implantées dans la ville de Zinder. Les graphiques ci-dessous donnent des précisions sur la répartition de ces jeunes qui semblent en contact avec des idées ou organisations usant de la violence comme mode revendication en fonction de leur zone de résidence.

Graphique n°2 : Répartition des enquêtés par catégories d'âge



Graphique n° 3 : Représentation des jeunes selon les quartiers de résidence



Situation matrimoniale et catégories socioprofessionnelles des enquêtés

La composition de la population de cette enquête révèle des caractéristiques variées en termes de statut civil et de la nature des activités des enquêtés. S'agissant de l'état civil, les résultats de l'enquête révèlent qu'il y a 273 célibataires, soit 91,3 % des enquêtés, 13 personnes mariées soit 4,3 % des enquêtés, neuf divorcés soit 3 % des enquêtés, deux veufs, soit 0,7 % des enquêtés, et deux personnes n'ayant pas voulu répondre, soit 0,7 % des enquêtés. La fréquence des célibataires explique le temps matériel qu'ils peuvent consacrer à l'animation nocturne des activités conduites par leurs organisations impliquées dans des faits de violence. On comprend également aisément pourquoi les bagarres rangées entre bandes rivales, ainsi que la vente et la consommation de drogue constituent des activités fréquentes, surtout pendant la nuit.

Rappelons que le trafic de drogue constitue une activité lucrative importante qui permet aux groupes violents de s'équiper en matériel et d'établir des liens avec d'autres organisations de la région, facilités notamment par la proximité avec la frontière nigériane. La dimension économique est ainsi considérée comme l'une des motivations de ces jeunes adeptes de la culture violente. La consommation de drogue est aussi prise comme un argument substantiel et mythique qui permet aux acteurs violents de se surpasser, de vaincre la peur et de défier les structures politiques légales (la police, la justice, la chefferie, la gendarmerie, etc…).

D'autre part, les 13 individus mariés, soit 4,3 % de la population enquêtée, révèlent qu'on assiste progressivement à une désintégration de la cellule familiale avec comme conséquences immédiates la violence conjugale, la démission parentale (encadrement des enfants) et des facteurs de risque de contamination (maladie) des conjointes par leur mari. Aussi le statut du père confère à l'homme une relative influence comportementale sur les enfants. D'un point de vue psychologique, l'enfant qui côtoie au quotidien la violence peut être prédisposé à la déviance comportementale. Il y a lieu ici de relever que l'environnement familial participe fortement à la construction de la personnalité de l'individu. Cette recherche ouvre les perspectives d'un champ d'étude et d'analyse des structures familiales pour mieux cerner la production de comportements et d'attitudes comme l'extrémisme violent en milieu jeune.

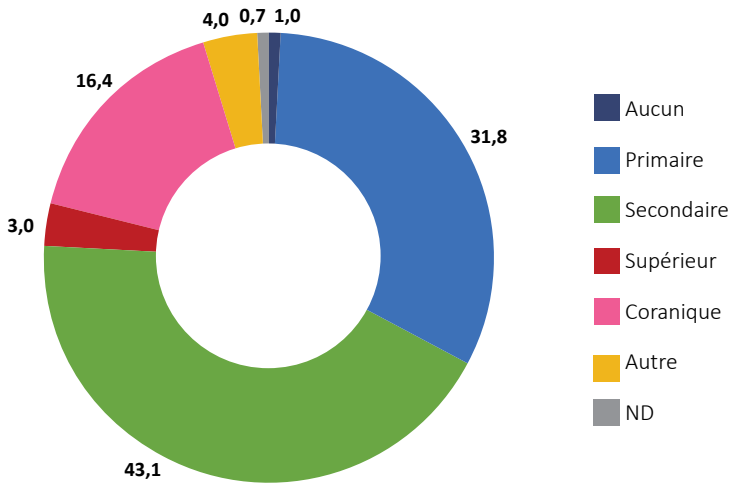
Les neufs cas de divorce constatés pour une population de 299 individus soit 3% sont également potentiellement inquiétants pour le maintien de la stabilité sociale des valeurs et des normes familiales. Le divorce est en effet considéré comme un échec de négociation entre deux conjoints et marque la rupture définitive et l'éclatement de la famille. Du point de vue sociologique, on admet le principe que la famille est la première structure formelle qui accompagne l'enfant dans le processus de socialisation des valeurs. Lorsqu'elle apprend à l'enfant des valeurs peu recommandables, cela impacte l'architecture sociale. Une telle situation pourrait donc rendre les enfants plus vulnérables à l'attrait de groupes capitalisant sur les marginalisations.

S'agissant des types d'activités menées par les enquêtés, on note que 46 participants sont des scolaires, soit 15,4%. Cette proportion de jeunes scolarisés parmi les membres de fada et palais inquiète sur la qualité de l'enseignement et la sécurité

des écoles à Zinder. Ce nombre élevé de jeunes concernés par les faits de violence dans les écoles explique l'instabilité chronique que l'on constate dans le milieu scolaire, notamment les grèves, les marches violentes, les violences physiques et les décrochages scolaires. A titre d'exemple, des cas de meurtre et d'agressions à l'arme blanche sont signalés presque chaque année dans les écoles par les services de police. Des palais sont, en fait, présents dans pratiquement tous les établissements scolaires de Zinder, et décident de la régularité des cours et imposent un comportement aux enseignants. Cela signifie que l'école n'est pas en mesure d'assurer son rôle d'éducation et de transmission des normes et valeurs citoyennes. Cette situation est inquiétante dans la mesure où l'école représente le lieu de socialisation par excellence et devait constituer un paravent contre les conduites déviantes ou violentes. Au contraire, il a été constaté que dans les établissements de Zinder la consommation de stupéfiants et de cigarettes est presque tolérée. Ceci confirme en partie notre hypothèse générale qui stipule que l'extrémisme violent pourrait avoir un fondement socioculturel.

D'autre part, on note que 53 personnes interrogées sont des commerçants, soit 17,7 % ; 103 sont des ouvriers, soit 34,4 % ; et 82 sont des agents de l'Etat, soit 27,4 %. On peut donc voir qu'aucun secteur socioprofessionnel n'est épargné par le phénomène. Plus important encore, on note la présence de personnes participant à des actions violentes au sein même de l'administration, même si la question reste encore taboue. Des écoles, l'extrémisme s'est donc transporté tout naturellement dans l'administration publique. De ce fait, la moralisation de l'Etat devient un exercice difficile, puisque la délinquance se transpose alors de la rue à l'administration à travers le détournement d'argent public, la contre-performance, le non-respect de la hiérarchie et de la déontologie, et autres formes de corruption. Plusieurs personnes enquêtées s'inquiètent donc du fait que la présence d'acteurs radicaux au sein de l'administration pourrait conduire à une forte influence voire un contrôle relatif de l'appareil administratif par ceux-ci. Ces éléments constituent donc des facteurs de risque non négligeables, qui semblent confirmer notre première hypothèse de travail mettant en corrélation la question de l'extrémisme violent avec les facteurs de risque sociaux aggravés par la mal-gouvernance.

Graphique n°4 : Répartition des enquêtés par niveau d'instruction



Il a été constaté que parmi les enquêtés, 43,1 % se déclarent avoir fait des études secondaires pendant que 31,8 % ont achevé un cycle primaire. Cependant, seuls 3% de cette tranche d'âge ont pu effectuer des études supérieures en raison de leur situation socioéconomique et surtout de l'éloignement des centres d'enseignement supérieur avant la création récente de l'Université de Zinder. D'autre part, de nombreux jeunes n'ont suivi qu'un enseignement strictement religieux à travers l'école coranique (16,4 % des enquêtés). Parmi ces jeunes, il est difficile de distinguer, d'après leurs déclarations, ceux qui ont suivi un enseignement en école coranique traditionnelle *(makaranta)* et ceux issus du système dit franco-arabe. Ce dernier système combine un enseignement basé sur la mémorisation du Coran et une ouverture à d'autres matières scientifiques ou théologiques. Ces dernières écoles à orientation religieuse sont le plus souvent gérées par des mouvements islamiques en lien avec des pays du Golfe, qui en assurent le financement et en contrôlent le curriculum. Cela pose un certain nombre de problèmes, notamment la contestation de l'islam traditionnel et de ses leaders qui étaient jusqu'ici des interlocuteurs contribuant à la stabilisation des sociétés et à un contrôle minimum du discours religieux.

Un tel fait est à l'origine de nombreuses tensions internes à la communauté musulmane, confrontée à un choc de modèles religieux : un islam traditionnel et ses différents courants de plus en plus contesté par de nouvelles idéologies sous influences de pays étrangers.

CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES D'UNE JEUNESSE PRECAIRE ET DEPENDANTE

Les données ci-dessous montrent, de manière globale, un fait paradoxal : les jeunes ne sont pas sans activités mais en même temps vivent dans une certaine précarité qui les expose à la dépendance.

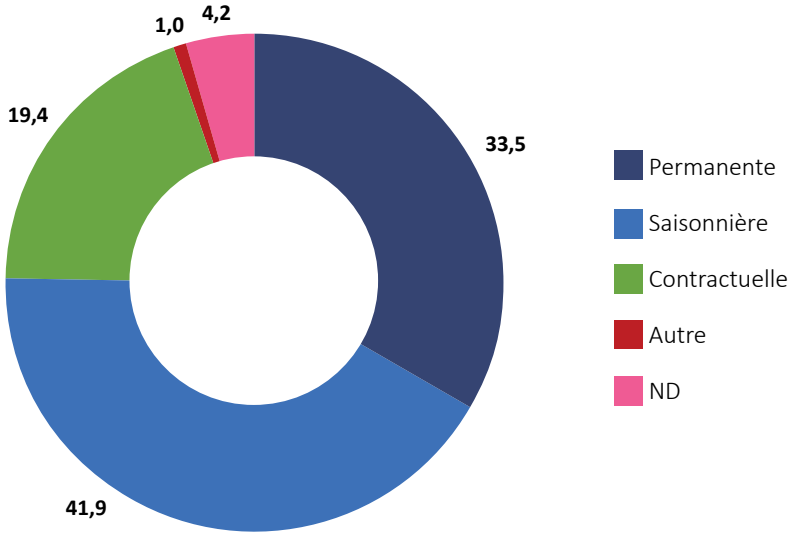
Ce fait, en soi, constitue un facteur important à prendre en considération lorsqu'il s'agira plus loin, d'aborder la nature des relations entre ces jeunes et les organisations politiques et religieuse, surtout en termes d'influence et d'emprise.

Tableau n°1 : Exercez-vous une activité rémunérée ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	191	63,9
Non	107	35,8
ND	1	0,3
Total	**299**	**100,0**

Contrairement aux idées reçues par rapport au profil économique des jeunes des fadas et palais, on remarque que la majorité d'entre eux déclarent avoir une activité rémunératrice de revenu (63,8%) même si la proportion des jeunes sans-emplois n'est pas à négliger (35,8%). Cependant, on remarque que parmi les jeunes exerçant une activité rémunérée, seulement 33,5% d'entre eux ont une activité permanente contre 41,9% qui ont une activité saisonnière et 19,4% une activité contractuelle (cf. graphique 5). La plupart de ces jeunes sont donc exposés à une certaine précarité économique. D'ailleurs, le fait que la majorité de ces jeunes affirment être dépendant de leur famille confirme cet état de fait.

Graphique n°5 : Types d'activités exercées par les jeunes enquêtés



On peut donc en conclure que les caractéristiques économiques de ces jeunes sont de nature à favoriser un climat d'instabilité professionnelle, et par là même constituer une source de fragilisation de ces jeunes qui pourrait les entrainer vers les milieux radicaux.

Lutter contre la violence dans la ville de Zinder, c'est aussi avoir la possibilité de recréer un lien social car, comme nous l'avons souligné plus haut, l'une des causes de la radicalisation des jeunes est la désorganisation sociale. La famille étant le principal lieu de socialisation, elle mérite une attention particulière. C'est pourquoi, nous avons cherché à connaitre la nature du lien existant entre les jeunes des fadas et palais de Zinder et leur famille en leur demandant s'ils bénéficient d'une assistance de la part de celle-ci.

Tableau n°2 : Recevez-vous une assistance financière de la part de vos familles ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	215	71,9
Non	83	27,8
ND	1	0,3
Total	**299**	**100,0**

Comme l'indiquent les données du tableau, sur 215 répondants, 71,9 % affirment recevoir une aide de la part de leur famille contre 83 soit 27,8 % qui affirment ne rien recevoir de celle-ci. Ainsi, une grande partie des enquêtés dépendent directement de leurs parents pour assurer leurs besoins. Ceci pourrait donc donner à penser qu'il existe une certaine influence des familles sur leurs enfants. Cependant, il est nécessaire de connaitre la nature de ce lien.

Tableau n°3 : Quel type d'assistance recevez-vous ?

	Effectifs	Pourcentage
Financière	72	33,5
Alimentaire	87	40,5
Morale	47	21,9
Autre	5	2,3
ND	4	1,9
Total	**299**	**100,0**

On voit ainsi que 40,5 % des enquêtés reçoivent une aide alimentaire de leurs parents, 33,5 % reçoivent une aide financière, et seulement 21,9 % reçoivent une assistance morale. Or, cette assistance morale pourrait être un élément important pour déconstruire les discours violents véhiculés par les médias, et les leaders religieux et politiques dont nous avons parlé plus haut.

Ces données confirment aussi l'hypothèse selon laquelle le relâchement ou l'absence de l'ordre moral, au sens d'un cadre stable de transmission de valeurs, contribue à la radicalisation violente des jeunes. En revanche, la responsabilité économique des parents n'est pas mise en question car la plupart des jeunes affirment être aidés par leurs parents pour leur subsistance.

Tableau n°4 : L'organisation à laquelle vous appartenez reçoit-elle un soutien de la part de structures publiques ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	68	22,7
Non	231	77,3
Total	**299**	**100,0**

Le tableau montre que les jeunes ne tireraient pas l'essentiel de leurs ressources financières de structures publiques. Cela induit en même temps une forme d'autonomie mais pose encore la question du financement de ces structures et son éventuel impact sur leurs orientations idéologiques et leurs actions. La question de l'engagement politique des jeunes et le rôle que pourrait y jouer les financements publics reste donc à analyser. Nous verrons en effet, que l'enquête n'a pas permis d'établir de façon tranchée le type d'engagement politique des jeunes et la nature de leur collaboration avec les organisations politiques.

TENDANCES ET INFLUENCES DES SOUS-GROUPES RELIGIEUX A ZINDER : CONFLICTUALITE OU CHOC DES MODELES ?

Originellement considérée comme une cité religieuse, la ville de Zinder regorge d'une multitude d'organisations religieuses (*Tijâniyya,*[11] *Qâdiriyya,*[12] *Izala,*[13] *Malikiyya,*[14] *Kala Kato,*[15] etc...) qui cherchent à asseoir leur hégémonie sur les autres.

L'environnement conflictuel, ou à tout le moins de méfiance respective, ainsi créé favorise le développement de prises de positions divergentes et souvent violentes. Ainsi, la montée du mouvement *izala* contestant l'islam traditionnel et se considérant comme le seul courant détenteur du « vrai islam » est un signal intéressant en ce qu'il pousse à une forme d'exclusivisme doctrinaire pouvant aboutir à des actes violents contre ceux qui ont une pratique religieuse différente. Les courants *izala*, dès les années 1993 s'étaient organisés en groupes pour la « défense des valeurs islamiques » et contre les « vêtements indécents » et ont pris à partie des filles dans la ville de Zinder les accusant de « mœurs légères » à cause de leur habillement. Une attitude qui rappelle l'action de la *hisba*, sorte de police religieuse, que l'on trouve en Afghanistan et dans certaines régions du Moyen-Orient. On voit comment les valeurs et symboles religieux peuvent constituer un élément catalyseur permettant de mobiliser et de justifier des actes violents.

Cette pluralité des appartenances et obédiences pose la question de l'appropriation par les jeunes de l'héritage religieux du Niger à l'heure où les courants salafistes semblent s'inscrire dans une offensive idéologique contre notamment l'islam traditionnel pourtant conçu comme gage de stabilité et rempart contre l'extrémisme.

11 Confrérie soufie fondée en Algérie par Cheikh Sidy Ahmed Tijani à la fin du 18e siècle qui s'est largement propagée en Afrique de l'Ouest aux 19e et 20 e siècles. Elle est aujourd'hui très rattachée au Maroc qui en fait un outil de diplomatie d'influence notamment dans la formation des imams et la préservation d'un modèle islamique pacifique.

12 Confrérie soufie née à Baghdad au 12e siècle dont la fondation est attribuée à Cheikh Abbd Qadr Jilani et qui s'est propagée en Afrique de l'Ouest par la Mauritanie et le Mali. Partisan d'un islam plutôt spirituel, cette confrérie a été la première qui a pénétré sur le continent avant de connaître un net recul.

13 De son appellation complète « Izala al-Bid'a wa iqâmat al-sunnah » (Eradication des pratiques hétérodoxes et instauration de la tradition authentique du Prophète), ce mouvement est né au Nigéria avec le Cheikh El Goumi et a inspiré l'idéologie ayant donné naissance à Boko Haram. Ce mouvement est très présent sur le terrain nigérien avec une certaine domination de l'espace religieux malgré la résistance de l'islam traditionnel auquel les jeunes échappent dans les centres urbains.

14 L'une des quatre écoles sunnites de l'Islam répandue en Afrique subsaharienne et au Maghreb. Cette doctrine est de plus en plus combattue par les nouvelles générations en lien avec des mouvements islamiques soutenus notamment par l'Arabie Saoudite qui cherchent à répandre la doctrine hanbalite. Cette dernière est la plus rigoriste et est proche des orientations salafistes.

15 Une nouvelle mouvance islamique au Niger qui revendique le droit de ne pas se référer aux textes de traditions prophétiques appelés hadiths, considérant que la seule source qui ne provoque pas de discorde ou de divergences doctrinaires est le Coran.

Graphique n°6 : Que représente pour vous l'héritage religieux du Niger et de Zinder ?

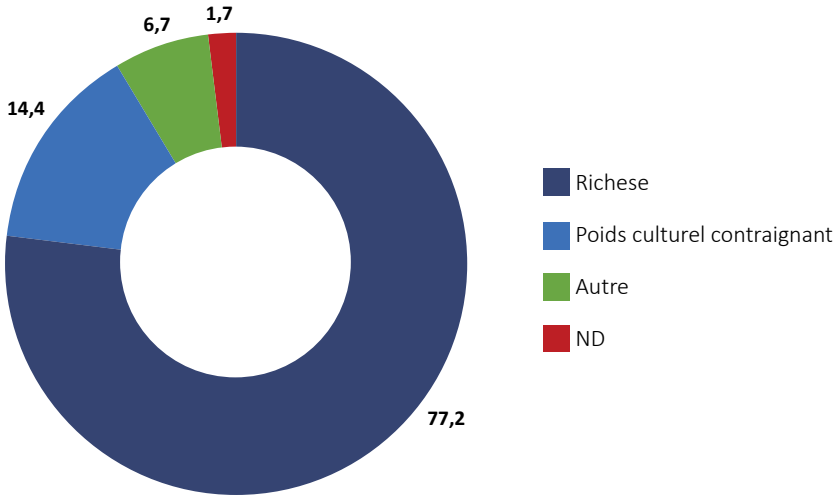


Tableau n°5 : Selon vous quelle tendance est-elle plus représentative de l'islam ?

	Effectifs	Pourcentage
Tijâniyya	108	36,1
Qâdiriyya	17	5,7
Izala	56	18,7
Malikiyya	88	29,4
Autre	26	8,7
ND	4	1,3
Total	**299**	**100,0**

La percée du mouvement *izala* a donc imposé une dualité du champ islamique à Zinder. Ce fait est conforme à la tendance générale dans le reste du Niger. Il y a en fait un islam traditionnel marqué par les courants soufis (*Tijâniyya*, *Qâdiriyya* et appartenant à l'école juridique malikite) et de l'autre côté un islam plus contestataire inspiré par le modèle salafiste wahhabite selon le modèle saoudien et du Moyen-Orient. Cette dernière frange conteste la légitimité des instances islamiques du pays reconnues auprès de l'Etat et a une lecture de l'islam plus proche des courants salafistes. Il faut rappeler que l'idéologie originelle de Boko Haram était fortement marquée par ce courant *izala*, né au Nigéria, bien que la majorité des membres de ce mouvement au Niger rejettent la violence lorsqu'on les interroge sur cette parenté idéologique.

Cette multiplicité des courants est en elle-même porteuse d'une forme de tension sociale qui prend souvent une dimension religieuse. Pourtant, dans les milieux jeunes, malgré cette diversité, la pratique de la violence ne dépend pas beaucoup des orientations idéologico-religieuses à prime abord ; la pratique violente s'inscrit plutôt dans une mouvance plus généralisée liée à la contestation juvénile. Néanmoins, nous avons vu qu'il arrive que cette énergie juvénile et contestataire soir récupérée ou instrumentalisée par des acteurs politiques (opposition) ou religieux (mouvements islamiques lors des manifestations dites de « défense de l'islam »). En

effet, les mouvements religieux contrôlant les mosquées, notamment proches des courants salafistes, ont réussi à donner un cadre organisationnel à cette expression d'un besoin de défendre « une foi menacée ».

Ainsi, l'on constate que 78,9 % des jeunes enquêtés affirment avoir déjà participé à un mouvement violent. Parmi les manifestations mentionnées on trouve l'émeute organisée contre le journal Charlie Hebdo, les mouvements scolaires telles les grèves et les manifestations des élèves, les bagarres rangés dans le cadre des bandes ou groupes organisés rivaux. Cela montre donc la disposition des jeunes à accompagner toute forme de manifestation violente et extrémiste. Cette disposition est d'autant plus forte lorsque les manifestations ont un caractère religieux. Comme nous l'avons vu, les manifestations « anti-Charlie » ont suscité un véritable tollé dans les pays de la région à majorité musulmane et ont permis d'évaluer les prédispositions des jeunes à prendre part à des actions violentes avec pour motivation de « défendre la religion ». Cette surenchère de la défense des « valeurs religieuses » accentue la rivalité des tendances religieuses en quête de représentativité et de légitimité.

Ce fait est d'autant plus vrai que le rôle des prêches et la sensibilisation de nature religieuses ont été déterminants dans les différentes mobilisations concernant les jeunes. En effet, malgré la médiatisation de l'évènement Charlie-Hebdo, beaucoup d'acteurs violents ayant pris part à cette manifestation ignorent totalement les motivations ayant poussé à s'attaquer au centre culturel français, aux églises catholiques et protestantes de la ville, aux écoles chrétiennes et même laïques, aux banques, aux édifices publiques, etc... Pourtant, tous ces espaces symboliques ont été incendiés et saccagés pour exprimer un mécontentement qui semblait longtemps contenu.

Ces attaques subites montrent donc une certaine instantanéité mais aussi l'ancrage d'un discours radical qui a pu prendre racine et aboutir à une matérialisation sur le long terme. C'est donc dire que le travail d'endoctrinement et d'enrôlement de ces acteurs a été savamment orchestré, préparé, organisé par des personnes partageant les mêmes valeurs que les organisations criminelles citées plus haut. Pour certaines autorités et observateurs de la scène sociopolitique de Zinder, l'enchaînement des évènements « Charlie Hebdo » prouverait l'existence d'une chaîne de commandement ou tout au moins, d'un terreau idéologique et politique fertile quant au développement d'une forme d'extrémisme violent à travers l'existence et l'ancrage d'une vraie mouvance radicale. Celle-ci, non encore identifiée en tant que structure, organiserait les manifestations spontanément et mobiliserait les moyens nécessaires à la conduite des actions violentes.

D'autre part, il semblerait que plusieurs commerçants et leaders religieux aient appuyé financièrement les manifestations « anti-Charlie ». En effet, d'après un jeune condamné à la suite de ces évènements, il y a eu des participations financières de la part de certains commerçants de la ville, « à coup de millions » redistribués aux jeunes activistes ayant pris part à cette manifestation. Cela peut être rapproché des liens existant entre le mouvement *izala* et les commerçants les plus importants dans les grandes villes où la mouvance contrôle les mosquées et entretient des réseaux de solidarité à caractère économique et social.

PRECARITE ET ITINERAIRES MIXTES DES JEUNES MILITANTS : ENTRE INFLUENCES RELIGIEUSES ET CONTESTATION SOCIALE

Au regard des données socioéconomiques analysées plus haut et de la propension des mouvements religieux à prendre en charge des jeunes en difficulté, il y aurait un lien à établir entre la situation économique de ces jeunes et le risque de basculement vers l'extrémisme violent. Très souvent, la motivation des acteurs s'explique par l'appât financier. De ce fait, toute réflexion sur ce sujet doit partir du fait que la pauvreté est un facteur accélérateur du processus d'endoctrinement et de rébellion. Pour corroborer ce postulat, on peut faire référence au fort taux de chômage (87 %) qui touche la population jeune souvent en conflit avec le système politique.

De ce fait, la violence se présente comme un mode parmi tant d'autres de riposte ou d'alerte de la part d'une jeunesse sous le coup d'une marginalisation sociale et économique. De la même manière que cette violence est dirigée contre l'Etat, ses symboles et représentants, elle est aussi présente dans les différentes interactions entre les groupes de jeunes eux-mêmes.

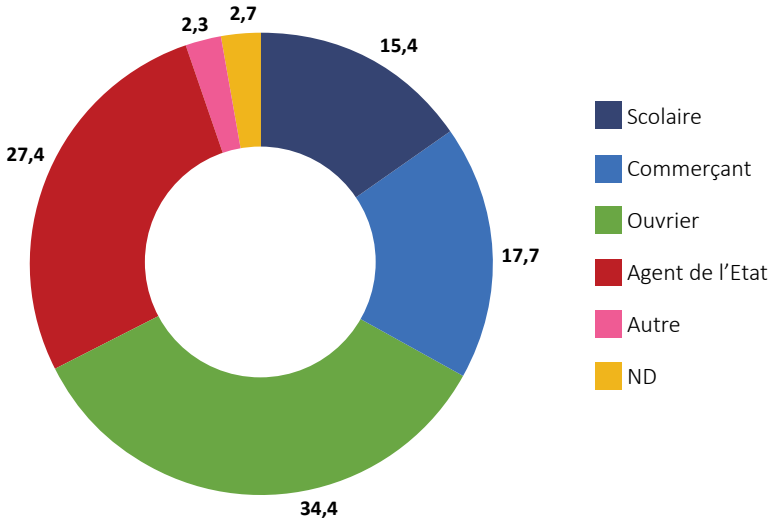
C'est ainsi que ce climat de violence institutionnelle nourrit l'agitation sociale et transforme la violence en moyen légitime d'affirmation et de conquête. Les batailles rangées entre bandes rivales peuvent donner lieu à des scènes de violence pouvant causer la mort de certains jeunes. Sur les 299 individus enquêtés 72, soit environ 30,5 %, avouent avoir pris part à des bagarres rangées, démontrant l'ampleur que prend la criminalité dans les différents quartiers de la ville de Zinder. Ces jeunes dont certains sont payés pour tuer, blesser, torturer un individu ou saccager un endroit représentent une cible pour les recruteurs djihadistes. Beaucoup en effet sont attirés par Boko Haram grâce à un intéressement financier ou l'achat d'une moto, en particulier dans les zones du bassin du lac Tchad. Ainsi à Zinder on a recensé sept meurtres commandités de 2015 à 2017. La question que l'on peut dès lors se poser est de savoir si le fait de prendre part à des manifestations ou encore des actes violent émanerait d'une volonté individuelle ou relèverait d'une influence de la part des organisations religieuses ou politiques. De ce fait on peut parler d'itinéraire mixte dans le sens où l'engagement « militant » des jeunes dépend de plusieurs variables et a des motivations diverses. Cela va de la simple conviction religieuse pour la défense d'une « cause » à l'appartenance à une organisation du type « *fada* » ou « palais » ou encore en rapport avec une catégorie socio-professionnelle donnée.

Tableau n°6 : Avez-vous participé à la manifestation anti-Charlie en Janvier 2015 ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	157	66,5
Non	79	33,5
Total	**299**[16]	**100,0**

16 Cette question a été posée au 236 participants sur 299 ayant répondu qu'ils avaient déjà participé à un mouvement violent.

Graphique n°7 : Répartition des enquêtés ayant participé à une manifestation violente selon les catégories socioprofessionnelles



La population étudiée se répartit à travers plusieurs organisations, de nature différente selon leur motivation. Dans le cadre de cette recherche, on a estimé important de classer ces acteurs selon la nature de leur organisation. Cette façon de procéder permet ainsi de déterminer la source de leur motivation et de justifier leur comportement violent. L'étude a donc permis d'identifier quatre groupes d'appartenance distincts.

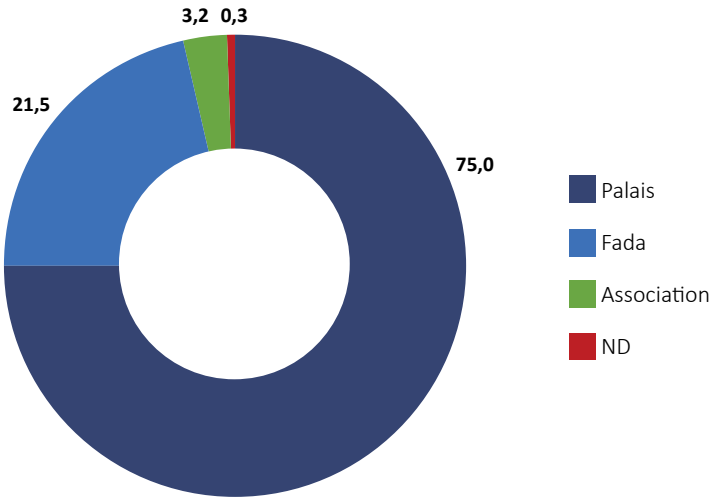
Tout d'abord, sur les 299 acteurs extrémistes, 88 soit 29,4 %, évoluent dans des organisations politiques. Zinder étant citée comme le fief de l'opposition politique, elle est vue comme le lieu cristallisant toutes les formes de contestation au Niger. De plus, dans le but de récupérer politiquement les frustrations, les partis de l'opposition saisissent toutes les opportunités pour critiquer ce qu'ils qualifient de « mauvaise gouvernance » d'« autocratie » et de « violation des principes démocratiques ». Les jeunes, économiquement et socialement vulnérables, deviennent dès lors de potentiels militants à manipuler et à instrumentaliser pour stigmatiser le pouvoir. La variable politique est donc déterminante dans l'explication de l'extrémisme violent.

D'autre part, 82 des 299 enquêtés disent appartenir à une organisation religieuse. Ceux-ci véhiculent généralement les valeurs et principes de leurs organisations respectives et leurs discours reflètent, sur bien des aspects, l'orientation idéologique de la mouvance dont ils se réclament. La grande manifestation « anti-Charlie » a ainsi mobilisé beaucoup de jeunes extrémistes dans leur attitude et leur vision des questions religieuses, véhiculant des messages fondamentalistes rejetant l'islam traditionnel majoritairement pratiqué dans le pays. Ainsi, des drapeaux de Boko Haram et autres signes symbolisant la mort ont été brandis lors de ces manifestations de janvier 2015, et beaucoup de messages et slogans scandés lors de cette marche renvoyaient explicitement à l'assassinat des chrétiens et des athées.[17]

17 Pour les jeunes radicalisés le terme « athée » est un concept vague car renvoyant à toute autre forme de religiosité en opposition avec celle qu'ils adoptent. C'est le phénomène de l'exclusivisme doctrinaire caractéristique même de l'extrémisme religieux et à la base du rejet des autres.

Ainsi, le facteur religieux semble aussi être un stimulateur de l'extrémisme violent. Ces deux aspects explicatifs de l'extrémisme violent sont aggravés par l'appartenance des jeunes enquêtés à plusieurs organisations criminelles spécialisées dans la vente de drogue. Il y a en effet 66 individus sur les 299 enquêtés, soit 22,1 % qui animent les réseaux de drogue à Zinder mais avouent avoir pris part aux manifestations « Anti-Charlie » pour « défendre la religion ». Une telle donnée conforterait le lien entre extrémisme violent et facteurs religieux, socioculturels et économiques.

Graphique n° 8 : Répartition des enquêtés selon le type d'organisation



JEUNES ET EXTREMISME VIOLENT : UNE PERCEPTION MITIGEE ET DES LOGIQUES D'ADHESION CONFUSES

Il est parfois difficile d'analyser le degré de radicalisation sur le terrain, car des indicateurs objectifs et des outils d'analyse, font encore défaut dans le cadre de cette thématique. En effet, face à une question d'ordre sécuritaire, la réaction face aux urgences l'emporte souvent sur la prévision et à la conceptualisation. Cela transparaît dans la difficulté d'analyser les déclarations et les attitudes des jeunes dans cette étude.

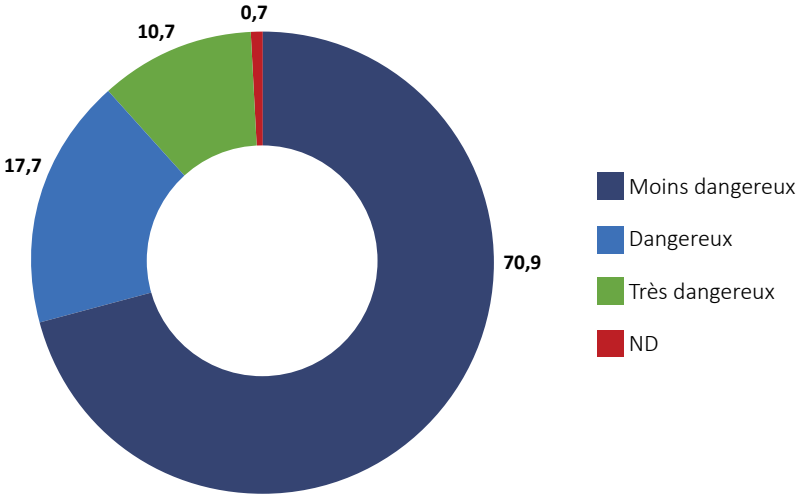
Il y a, en effet, un paradoxe entre les déclarations parfois tranchées de certains jeunes sur leur réelle adhésion aux thèses radicales et la méfiance que manifestent d'autres enquêtés. La question se pose donc de savoir si le phénomène de l'extrémisme violent est très ancré dans la société elle-même ou bien s'il y a encore des formes de résilience qui échapperaient à une première observation.

L'extrémisme violent proprement dit n'est pas perçu de la même manière par tous les acteurs. Il y a un véritable fossé entre la compréhension de ce concept au sein de la communauté internationale et celle de certaines populations locales qui jugent les actes violents perpétrés au nom de la religion comme une « défense » de celle-ci. Partant de cette perception rarement prise en compte par les analystes, beaucoup de jeunes pensent que les actes commis par les extrémistes relèvent de comportements normaux ou d'auto-défense de la part de communautés persécutées. De ce fait, ils en arrivent à estimer que les aspects dangereux que

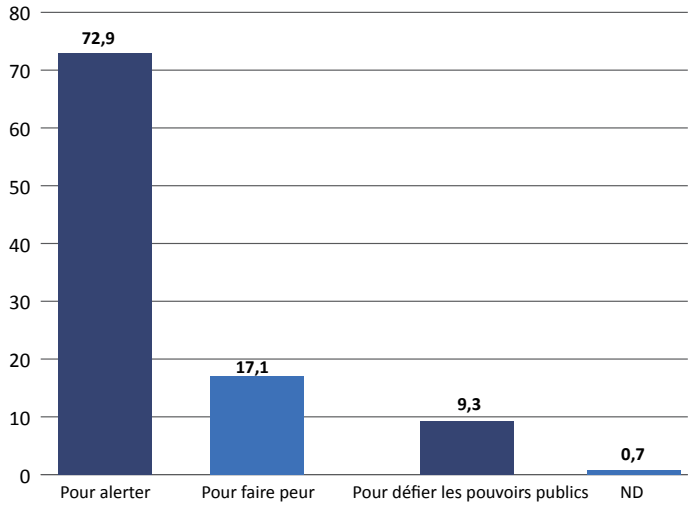
présentent de tels agissements sont négligeables par rapport à l'ampleur des situations d'injustice que subiraient ces communautés.[18] Ainsi, 212 individus, soit 70,9 % des 299 enquêtés partagent cette conception normale de l'extrémisme violent en tant que réaction à l'injustice. 53 acteurs, soit 17,7 % des enquêtés, le trouvent dangereux et constituant une menace ou une situation anormale qu'il faudrait corriger.

Il est donc inquiétant de constater cette relative indifférence des jeunes vis-à-vis des conséquences liées à l'extrémisme violent. Beaucoup parmi les enquêtés estiment que la violence est même un moyen de revendication sociale, et seulement 53,2 % ne sont pas de cet avis.

Graphique n°9 : Perception des jeunes sur les actes liés à l'extrémisme violent



Graphique n°10 : Fonction de l'extrémisme violent telle que perçue par les jeunes



18 Il faudrait voir si les injustices ou autres faits de dominations évoqués sont ceux que vivraient les communautés de ces jeunes ou renvoient à des situations externes au Niger. On sait que la question palestinienne par exemple est très souvent évoquée comme source principale de prise de positions « solidaires ». Elle est souvent exploitée en plus d'autres conflits comme le Tchétchénie ou même la Bosnie pour susciter un imaginaire victimaire pouvant mobiliser des jeunes en quête d'idéal de justice.

La violence, dans ses différentes formes d'expression, devient, ainsi, un moyen de pression et d'affirmation. Elle assure, pour ces jeunes, plusieurs fonctions dont, entre autres, celle d'alerter (72,9 %) sur leurs conditions de vie et leurs difficultés quotidienne, « faire peur » (17,01 %) aux autorités et dans une moindre mesuré (9,3 %) défier les pouvoirs publics.

Le regard que ces jeunes portent sur l'Etat inquiète en effet à plus d'un titre et pose essentiellement la question du « pacte républicain », de la solidarité collective et celle de la citoyenneté responsable tant évoqués dans les discours de la classe politique au Niger. En effet, un grand nombre des jeunes enquêtés (42,1 %) considèrent l'Etat comme un organe répressif et 21,1 % y sont indifférents ; c'est-à-dire ignorent même le rôle de l'Etat. Cette culture de renonciation à l'ordre politique permet donc l'incivisme sous toutes ses formes, et favorise la prolifération de pratiques illégales et subversives. La méfiance par rapport à l'Etat et à l'ordre politique se rapproche d'une forme de rejet qui expose ces jeunes, ne serait-ce qu'à titre contestataire, vers des mouvements extrémistes ou rejetant ce même ordre.

D'autre part, l'enquête réalisée a permis de remarquer une connaissance relative et, parfois une vision positive des jeunes sur les organisations terroristes. Une telle perception a toute son importance si l'on sait l'état d'esprit des jeunes en question dans une perpétuelle recherche de modèles et de « héros » pouvant renforcer leur sentiment de défiance par rapport à l'ordre politique. La connaissance que les jeunes ont des organisations terroristes opérant dans le Sahel est parfois fonction du niveau de proximité géographique ou celui d'information à travers les medias.

Les plus connues parmi ces organisations extrémistes sont en effet Boko Haram au regard de la proximité avec la zone d'intervention de ce mouvement, le MUJAO,[19] AQMI et Ansardine.[20] Parmi les enquêtés, 260 soit 87 % des jeunes disent avoir une bonne connaissance de Boko Haram et de ses ambitions politico-religieuses tandis que 17 % déclarent connaître le MUJAO. 12 % disent de même pour ce qui est d'AQMI, tandis que 2,3 % des enquêtés affirment avoir une bonne connaissance d'Ansardine.

Bien entendu, il serait intéressant de vérifier si cette connaissance déclarée est conforme à la réalité de ces mouvements et de leur *modus operandi* ou plutôt d'une perception à travers les actes relayés par les médias. Le taux élevé de ceux qui disent connaître Boko Haram s'explique naturellement par la proximité des théâtres d'opération de ce groupe mais aussi par l'actualité régionale fortement relayée. Boko Haram est effectivement actif dans le bassin du Lac Tchad et au Nigéria voisin tandis que le MUJAO qui vient en second lieu opère surtout dans le Nord Tillabéri. Dans la compréhension des jeunes interrogés, ces mouvements sont souvent présentés comme défendant un ordre religieux ou visant à réparer des injustices sociales. En effet, face au phénomène d'extrémisme violent, ces groupes de jeunes nourrissent souvent des convictions assez tranchées, allant du rejet à l'adhésion pour défier un système jugé injuste. Ils confondent, de ce fait, engagement dans un mouvement extrémiste ou violent et défense de principes relevant de « l'intérêt général ». Le terme intérêt général est à comprendre, dans cette acception, comme

19 Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest, groupe terroriste né de la scission des subsahariens et d'AQMI. Ce mouvement s'est fondu dans les nouvelles organisations unifiées et opérant dans le Sahel.

20 Groupe terroriste fondé par le malien Iyad Ag Ali lors de l'occupation du Nord Mali, en 2012, par les groupes djihadistes. Le fondateur de ce mouvement est aujourd'hui à la tête de la nouvelle formation appelée Nusrat al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans).

l'aspiration réelle des populations, qui serait différente de la politique de l'Etat jugée inadéquate. De ce fait, ces mouvements sont nés de la contestation de l'Etat et de l'autorité politique considérés comme « injustes » au point qu'il faille lui substituer d'autres modes d'organisation répondant à leurs attentes et aspirations.

Organisés dans des structures formelles, les jeunes rencontrés à Zinder n'ont pas les mêmes perceptions et attitudes sur les multiples questions liées à l'extrémisme violent. Cette divergence d'idées et d'opinions offre la possibilité d'une meilleure compréhension des attentes mais aussi des perceptions à partir desquelles les acteurs construisent des raisonnements et adhèrent ou non à des cadres de dialogue ou d'échanges.

La prise en compte de ces perceptions et opinions divergentes permet aussi d'initier des stratégies efficaces pour anticiper sur l'éclatement d'éventuels conflits se nourrissant des mêmes perceptions ou sur la radicalisation poussée d'une jeunesse se sentant marginalisée. Dans cette démarche compréhensive sur le plan méthodologique, le niveau de connaissance ainsi que l'appréciation positive portée sur les actions des organisations criminelles révélés par cette étude inquiètent à plus d'un titre. Ce sont ces perceptions qui continuent d'influencer l'attitude des jeunes par rapport à l'ordre politique ou à forger leur opinion sur les institutions et les politiques publiques.

De telles perceptions peuvent même aboutir à une forme d'auto-identification à ces mouvements extrémistes dont l'action est perçue comme défiant un système qui ne fait pas de place aux jeunes et à leurs aspirations. En effet, beaucoup de jeunes disent se sentir réconfortés après un attentat. Parmi cette population de jeunes qui se retrouvent dans ces formes de cruauté et semblent approuver les attentats terroristes commis en Afrique, certains encouragent ou apprécient positivement la flambée de la criminalité de cette nature. 5,7 % d'entre eux apprécient positivement le terrorisme, pendant que 12,7 % se disent satisfaits par les scènes d'atrocités commises par les organisations terroristes Il est donc à admettre que l'actualité sécuritaire de la région est suivie de très près à Zinder par les jeunes qui semblent, de prime abord, fascinés par des actes de violence. Une telle transformation rapide des mentalités due aux enjeux géopolitiques mais aussi à l'invasion des mass media, a favorisé une plus grande adhésion de ces jeunes aux idéaux extrémistes.

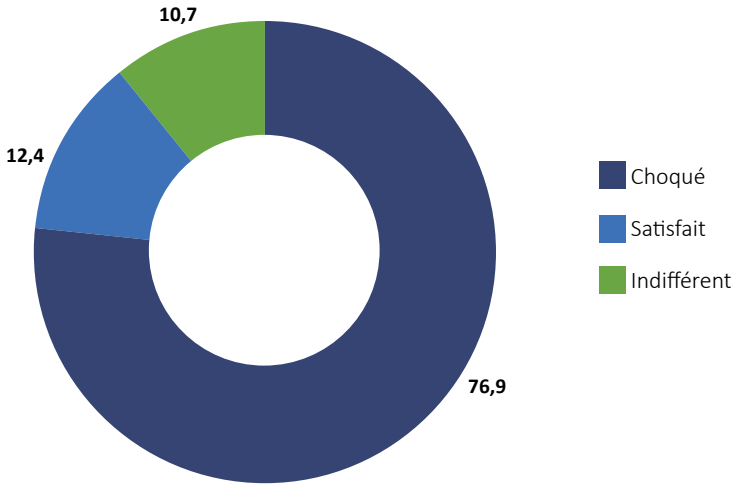
C'est dans cette dynamique d'évolution des pratiques et des mentalités qu'il faudrait comprendre les faits suivants qui rendent aussi compte des effets de la transnationalité : un total de 48 personnes soit 16,1 % des 299 individus enquêtés, estiment « normal » que les organisations religieuses extrémistes aient des comportements allant à l'encontre de la quiétude et la paix sociales. Ces jeunes pensent que « les injustices sur le plan international » et les « génocides organisés »[21] dénoncés dans des prêches souvent virulents, justifient le comportement violent de certains acteurs par le biais d'une politisation du religieux. Parmi les 48 individus présentant des signes de radicalité par leurs déclarations, 11 soit 22,9 % se disent fascinés par les attentats à la bombe, 3 soit 6,3% apprécient positivement les scènes d'atrocités produites par les jeunes extrémistes, et 17 individus soit 35,4 % soutiennent les prêches qui prônent la haine, l'intolérance et la guerre sainte.

21 Les jeunes expliquent ce terme en référence aux tueries dans le monde musulman, aux guerres d'Irak, ainsi que la situation au Moyen-Orient notamment dans les territoires palestiniens.

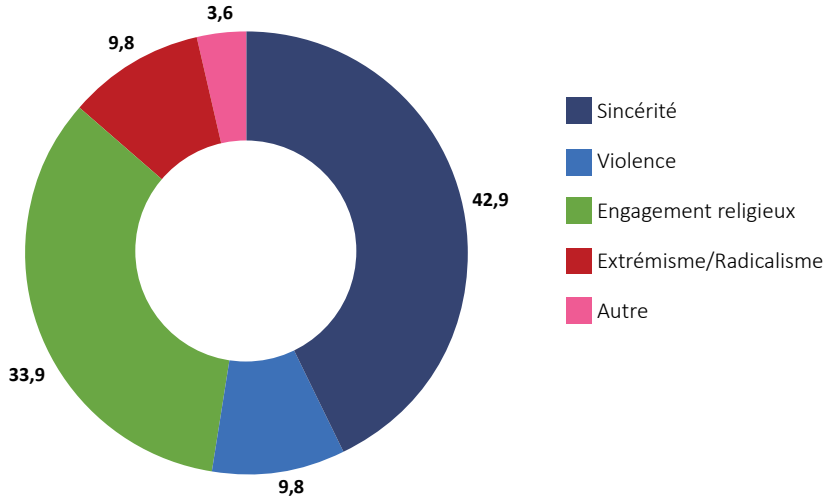
A partir de ces différentes considérations, on peut remarquer que cette frange de jeunes favorables aux actes relevant du terrorisme ou appréciant fortement les attaques perpétrées par ces groupes peut être présentée comme un potentiel réservoir d'acteurs pouvant être recrutés. Leurs déclarations et attitudes supposent en effet qu'ils sont soit prêts à rejoindre les organisations terroristes évoluant dans les pays voisins comme le Nigeria et le Mali, soit à créer les mêmes conditions d'insécurité dans leurs propres localités. La transnationalité et les mobilités à travers des frontières poreuses ou socialement inexistantes peuvent largement favoriser des jonctions et de nouveaux réseaux. A la lumière de ces dernières données, l'hypothèse qui met en relation la variable des conflits religieux dans les zones frontalières et le comportement de jeunes de la ville de Zinder mériterait d'être poursuivie.

Ce potentiel basculement dans l'extrémisme violent révèle ainsi un fondement idéologique, bien que dans la récente évolution du mouvement dans le bassin du Lac Tchad cet aspect tend à faire place à des motivations plutôt socioéconomiques. Mais dans la région de Zinder, les perceptions évoquées plus haut, ainsi que la « vue de loin » du mouvement Boko Haram en corrélation avec le durcissement du discours religieux à travers les prêches permettent encore de maintenir l'hypothèse d'une dimension idéologique non négligeable. De fait, l'écoute des prêches de Boko Haram a participé activement à l'endoctrinement et la radicalisation de ces jeunes. En effet, 112 des 299 soit 37,5 % des enquêtés disent écouter régulièrement les prêches dirigés par les leaders de mouvements terroristes, en particulier de Boko Haram, dont les discours sont les plus accessibles. 42,9% des jeunes enquêtés trouvent les discours religieux de Boko Haram « sincères », et 33,9 % sont satisfaits de l'engagement religieux contenu dans ces prêches. Seulement 9,8 % de ces jeunes trouvent les prêches de Boko Haram plus ou moins extrémistes et ne les apprécient pas. Les données présentées ci-dessous montrent la perception des actes et discours terroristes par les jeunes de Zinder.

Graphique n°11 : Quel est votre sentiment par rapport aux violences commises par les organisations terroristes ?



Graphique n°12 : Qu'appréciez-vous dans les prêches diffusés par les organisations terroristes ?



LES JEUNES ENTRE OFFENSIVE IDEOLOGIQUE ET SEDUCTION DU DISCOURS EXTREMISTE : RISQUES DE CONTAGION ?

Une autre source d'inquiétude réside dans le fait que cette jeune population accueille favorablement les nouvelles pratiques rigoristes de l'islam proposées par les grandes organisations promoteurs d'un islam radical qui évoluent dans la région. Que ce soit à travers les vidéos et les prêches audio, les jeunes ouverts à ce type de discours développent une passion exagérée pour des propos pouvant aboutir à un endoctrinement. Les plus importants leaders religieux extrémistes – principalement Abubakar Shekau et Ben Laden, dans une moindre mesure - sont cités comme références par ces jeunes, qui suivent leurs opinions sur des questions considérées comme essentielles. L'école publique, par exemple, est presque considérée comme une institution réservée aux « mécréants » et participerait pleinement à l'occidentalisation de la société traditionnelle. Considéré comme un idéal politico-religieux, le rejet de l'école se place au cœur de la chaîne d'endoctrinement des jeunes par les extrémistes et repose principalement sur des pratiques extrêmement sexistes. Dans cette conception, la femme de manière générale, ne peut accéder au savoir ou toute autre activité économique que si elle n'est pas de confession musulmane.

Cette nouvelle idéologie extrémiste que l'on retrouve chez les différents mouvements radicaux, confine la femme dans un cercle de soumission et d'accomplissement des tâches domestiques. La question du droit de la femme est ainsi totalement ignorée au profit d'une nouvelle forme de domination dont la justification se veut culturelle ou religieuse. Ces différentes caractéristiques et points de vue reflètent exactement ceux préconisés par l'idéologie fondatrice de Boko Haram. On y retrouve les thèses du rejet de la modernité et du modèle démocratique, telle que dans la Yusufiyya originelle, qui sont les doctrines développées par Muhammad Yusuf, le fondateur de Boko Haram. Ce mouvement est en effet allé très loin dans cette conception de « l'occidentalisation » de la société, par le biais de l'école et la pénétration de la société par l'Occident à travers la promotion des droits des femmes jusqu'à en faire un credo. L'un des exemples les plus

illustratifs de cet état d'esprit est, certainement, l'enlèvement de plus de 200 lycéennes à Chibok au Nigéria par Boko Haram en avril 2014.

A Zinder, les prémisses d'une formation de « cellules » ou d'une masse critique de personnes hautement radicalisées peuvent être envisagées à travers la perception que les jeunes ont des idéaux véhiculés par les organisations extrémistes. En effet, 57 de d'entre eux, soit 19,1 % des enquêtés, trouvent les idéaux de Boko Haram entièrement fondés. A la question de savoir si la religion assure véritablement une fonction sociale les réponses sont assez significatives d'une tournure d'esprit à laquelle les récentes évolutions dans la région ne sont pas étrangères. Ainsi, la religion est progressivement devenue le seul instrument de régulation sociale. Elle supplante de ce fait l'Etat et tient lieu de refuge pour beaucoup de ces jeunes contre l'Etat, contre « l'occidentalisation » supposée de la société et contre le droit moderne et même la laïcité. L'usage que font les prédicateurs du facteur religieux le rend donc malléable et utilisable pour tout type d'argumentation allant de la contestation des politiques publiques à la justification de la violence. La matrice religieuse devient dès lors un ingrédient stimulateur de la montée des crises identitaires à Zinder dans le sens d'un rejet des normes et valeurs sociales de base auxquelles on cherche à substituer les valeurs dites « islamiques ». La manipulation du facteur religieux se trouve, ainsi, au centre de la construction de la rhétorique de l'extrémisme même si l'on sait que les déterminants socioéconomiques, aussi, jouent un rôle très important.

Deux inquiétudes majeures s'installent donc progressivement dans les perceptions. Tout d'abord, l'extrémisme violent des jeunes pourrait déborder et inciter des populations de la région à instituer un modèle insurrectionnel fondé sur des orientations politico-religieuses afin d'accéder à des ambitions politiques, socio-économiques et religieuses. Deuxièmement, il est probable que des jeunes avec une certaine propension à la violence et ouverts aux idéaux radicaux soient récupérés et encadrés par des réseaux terroristes opérant dans la sous-région et même au-delà.

Ces inquiétudes majeures deviennent de plus en plus grandes du fait que le Nord-Mali, les frontières libyennes, tchadiennes, nigérianes et nigériennes soient devenues de véritables sanctuaires où évoluent diverses organisations djihadistes, extrémistes. Les graphiques et tableaux ci-dessous présentent les avis des jeunes sur les idéaux portés par les mouvements extrémistes, les traditions religieuses et leurs fonctions.

Graphique 13 : Comment percevez-vous les idées véhiculées par les organisations extrémistes ?

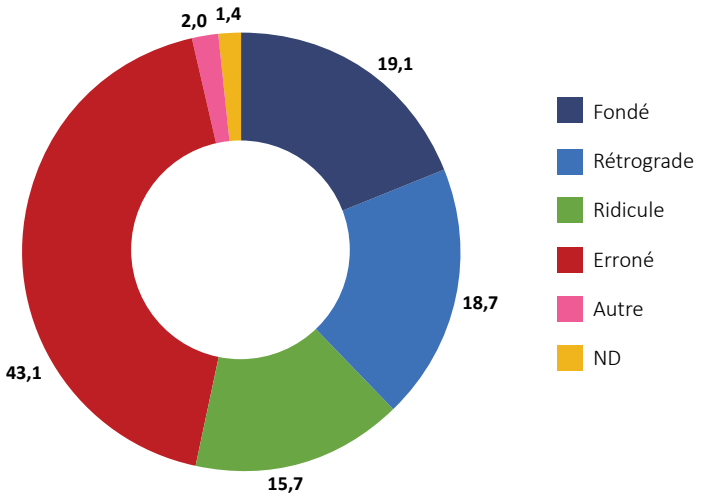


Tableau n°7 : Seriez-vous prêts à rejoindre des organisations extrémistes violent ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	28	9,4
Non	242	80,9
Peut être	27	9,0
ND	2	0,7
Total	**299**	**100,0**

Ces données montrent qu'on approche du seuil de 10 % de jeunes se disant prêts à vouloir s'engager dans une organisation extrémiste violente, sans compter ceux qui sont dans une position d'hésitation (9 %). Ces informations appellent donc à la vigilance face aux déclarations d'acteurs politiques mais aussi religieux sur le fait qu'un tel engagement plus ou moins massif serait à exclure automatiquement à Zinder. Il est constaté dans plusieurs contextes sahéliens que généralement les autorités politiques minimisent le degré de pénétration des idéologies extrémistes ou violentes notamment pour des raisons économiques. Cela est fait dans le but de sauvegarder l'image d'un pays sûr ; voulant attirer des investissements étrangers ou encore développer et relancer le tourisme.

Pendant ce temps, il est rarement pris en compte le fait que les sociétés sahéliennes ont subi l'effet des dernières évolutions qui affecté des pays comme le Nigéria. La communauté culturelle et socioreligieuse qui marque cette région transfrontralière du Niger et du Nigéria ne manque pas de faciliter la circulation des idéologies de même que le sentiment de désaffection par rapport aux modèles de gouvernance ayant abouti aux difficultés socioéconomiques favorables à la poussée de l'extrémisme. Ainsi, dans le même schéma d'idéalisation du modèle religieux revendiquant un plus grand attachement aux valeurs de « justice », notamment, les jeunes en arrivent à concevoir qu'un système mieux imprégné de religiosité serait meilleur que celui qui régit leur société :

Tableau n°8 : Selon vous quel modèle de gouvernance politique serait le meilleur pour le Niger ?

	Effectifs	Pourcentage
Système laïc	135	45,2
Charia	157	52,5
Autre	6	2,0
ND	1	0,3
Total	**299**	**100,0**

Ces dernières statistiques ainsi exploitées, confirment alors certaines de nos hypothèses de départ sur les circonstances qui pourraient conduire des jeunes à s'inspirer des idéologies radicales voire être tentés de rejoindre des groupes prônant l'usage de la violence. Dans un tel environnement, les raisons évoquées comme étant aux sources de l'extrémisme et de son développement oscillent toujours entre bribes de réalités construites et perceptions qui façonnent les discours et les attitudes face à un phénomène multidimensionnel aux facteurs complexes.

JEUNES ET FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EXTREMISME VIOLENT : ENTRE REALITE ET PERCEPTION

Dans cette partie de l'étude, nous avons tenté de montrer comment les jeunes eux-mêmes, analysent les facteurs de basculement vers l'extrémisme violent. Cela nous permet ainsi de mieux comprendre et expliquer leurs motivations et leurs modes d'engagement.

Tableau n°9 : Pensez-vous qu'il y ait un lien entre violence extrémiste et environnement social ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	227	75,9
Non	71	23,7
ND	1	0,3
Total	**299**	**100,0**

Les données du tableau ci-dessus montrent que la majorité des enquêtés (77,9 %) pensent qu'il existe un lien étroit entre la violence et l'environnement social, tandis que 71 personnes, soit 23,7 %, n'approuvent pas cette lecture.

Cette analyse souligne le rôle important que les variables liées à l'environnement social jouent dans la question de violence dans la ville de Zinder, et appuie les conclusions de travaux de plusieurs chercheurs sur l'impact de l'environnement social dans la genèse de la violence. La prévention de la violence dans la ville de Zinder pourrait donc passer par une action sur l'environnement social. Dans ce contexte, deux variables sont particulièrement mises en avant par les jeunes enquêtés, à savoir le chômage (43,5 %) et la précarité sociale (42,5 %).

Graphique n°14 : Quels sont les facteurs qui selon vous poussent les jeunes vers l'extrémisme violent ?

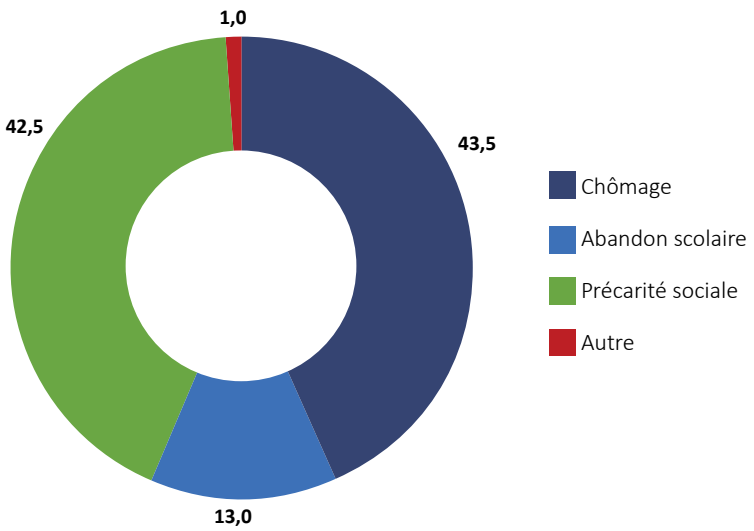


Tableau n°10 : Existe-t-il un lien établi entre extrémisme violent et pauvreté ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	205	90,3
Non	22	9,7
Total	**227**	**100,0**

Tableaux n°11 : Pensez-vous qu'il y a un lien entre extrémisme violent et exclusion sociale ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	100	44,1
Non	127	55,9
Total	**227**	**100,0**

Tableau n°12 : Pensez-vous qu'il y a un lien entre extrémisme violent et l'injustice sociale ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	159	70,0
Non	8	30,0
Total	**227**	**100,0**

Tableau n°13 : L'extrémisme violent est-il un phénomène lié à la désorganisation sociale ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	23	10,1
Non	204	89,9
Total	**227**	**100,0**

Comme l'indiquent les résultats du tableau ci-dessus, quatre principales variables agissent sur l'environnement social de la ville de Zinder : il s'agit, selon les enquêtés, de la pauvreté, de l'exclusion sociale, de l'injustice sociale et de la désorganisation sociale.

Pauvreté : cette variable vient en première position pour les enquêtés, avec 205 répondants sur 227, soit 90,3 %, qui considèrent qu'il y a un lien entre celle-ci et le développement de l'extrémisme violent. En effet, la ville de Zinder est caractérisée par une population jeune et relativement désœuvrée. Cette inactivité est plus remarquable dans les quartiers réputés marqués par les faits de violence comme par exemple le quartier Kara-Kara. Le phénomène semble aussi être plus aigu dans certains quartiers comme Garin Malam et Toudoun Jamousse. Se posent ainsi un ensemble de question pour les acteurs investis dans le travail social, sur les actions de l'Etat ou sa politique de résorption de ces inégalités déplorées par les populations se sentant en marge de la vie sociopolitique.

Exclusion sociale : cette variable, quant à elle, vient en deuxième position pour les enquêtés, qui sont 100 sur 227, soit 44,1 %, à lier l'extrémisme violent à l'exclusion sociale. Dans la ville de Zinder, le nombre des jeunes qui subissent cette exclusion sociale ne fait qu'augmenter. Cette situation pourrait être expliquée dans une

certaine mesure par la pauvreté croissante des parents eux-mêmes. D'un certain point de vue, le phénomène de la violence à Zinder est aussi le résultat d'un dysfonctionnement des services sociaux de base assurés par l'Etat, le principal pourvoyeur d'emploi. En effet la plupart des jeunes des quartiers réputés violents se disent victimes de l'exclusion sociale relative à la politique sociale de l'Etat, ne répondant pas forcément aux réelles préoccupations des quartiers de Zinder. Dans le cadre de l'aménagement urbain, ces populations ont été déplacées, à l'origine, vers des zones où elles sont isolées à cause de leurs handicaps (la plupart étaient des lépreux, des aveugles, des sourds, etc.). De ce fait, ces quartiers où sont isolés des types de populations en grande difficulté socioéconomiques sont stigmatisés et ont du mal à sortir de cette marginalisation sociale. A cela, il faut ajouter l'absence d'infrastructures hydrauliques, scolaires et sanitaires. Ainsi, il va de soi que pour lutter efficacement contre la violence dans ces quartiers, il est nécessaire de réhabiliter ces derniers. Dans toutes les facettes de l'analyse, on constate une forme d'injustice sociale à l'égard de cette population s'exprimant de différentes manière mais renvoyant, à chaque fois, à la question de la gouvernance équitable.

Injustice sociale : cette variable non moins importante en termes d'incitation à la violence, occupe la troisième place parmi les quatre variables citées par les enquêtés. Ces populations se considèrent en effet à la marge d'un système économique et politique qui ne leur fait pas de place. Les habitants de ces quartiers se disent systématiquement exclus des possibilités d'ascension sociale que pourraient saisir d'autres habitants de la ville. Cela constitue donc, selon elles, une forme d'injustice à réparer. S'exprimant sur cette question, 157 enquêtés sur 227, soit 70 %, confirment que l'injustice sociale a un impact négatif sur les comportements des jeunes. Cette injustice sociale touche, de manière générale, toute la population, mais est encore plus ressentie par les personnes handicapées qui devraient, en principe, bénéficier d'un traitement préférentiel.

Désorganisation sociale : C'est une des manifestations de la crise des systèmes de régulation sociale que connaissaient les sociétés traditionnelles. En effet, des conflits sociaux opposant les autorités aux populations qui étaient jusque-là gérés sur une base communautaire, dégénèrent et aboutissent à la violence comme mode d'expression d'un divorce entre gouvernants et gouvernés. Cette désorganisation est donc due à l'absence d'un mode de régulation sociale communément admis et reconnu. Dans le cas précis de la ville de Zinder, cette situation ne semble pas encore prendre une tournure inquiétante. Toutefois, ces résultats montrent que parmi 227 enquêtés, seulement 23 enquêtés pensent qu'il y a un lien entre la désorganisation et la violence contre 204 soit 89,9 % qui ont une opinion contraire.

Cette désorganisation sociale n'a pas épargné l'autorité parentale qui était l'un des éléments stabilisateurs des sociétés traditionnelles et qui finit par s'effriter sous l'effet de la pauvreté. Cela est perceptibles dans les réponses recueillies auprès des enquêtés lorsqu'il s'agit d'établir un lien logique entre pauvreté des familles et le déficit d'autorité parentale.

Tableau n°14 : Y a-t-il un lien entre pauvreté et déficit d'autorité parentale ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	249	83,3
Non	50	16,7
Total	**299**	**100,0**

Comme on peut le remarquer, 249 répondants sur 299, soit 83,3 %, pensent que les parents n'ont pas de pouvoir de décision sur leurs enfants à cause de la pauvreté.

IMPACT DES MASS MEDIA ET INFLUENCES DES GROUPES POLITICO-RELIGIEUX

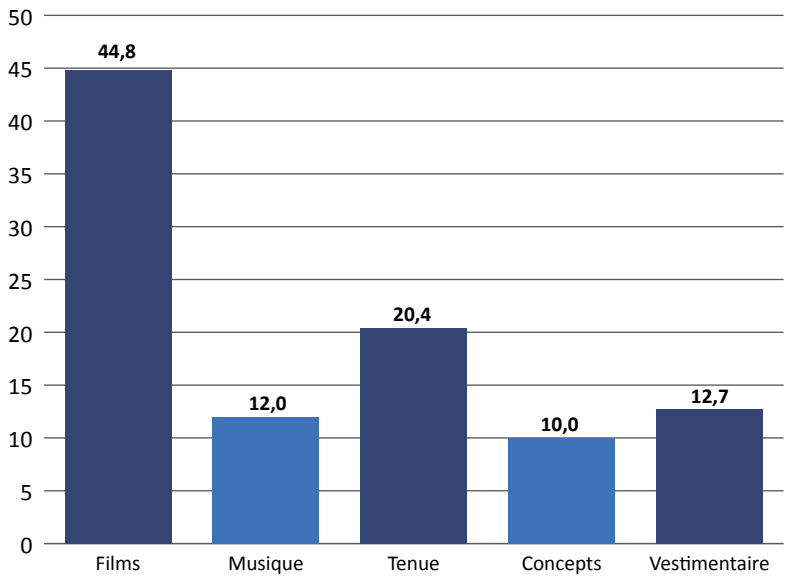
La littérature sur l'impact des *mass-media* dans l'avènement de la violence est importante comme l'a montré une étude récente (Pauwels et al., 2014) sur le rôle des nouveaux média sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Ces auteurs ont en effet montré que le style de vie virtuel des adolescents doit être pris en compte, par exemple les sites qu'ils visitent et les prêches qu'ils écoutent. Pour analyser cet impact dans le contexte de Zinder, nous avons posé des questions relatives aux mouvements djihadistes, aux média et à l'importation culturelle aux jeunes des palais et *fadas* de la ville de Zinder.

En effet, des medias comme la Radio Bonferey, sous contrôle du mouvement *izala*, facilitent la circulation des idées religieuses et amplifient l'effet des *Waâzin Kassa*, ces grandes cérémonies de prêches à vocation sous-régionale faisant participer des cheikhs venus du Nigeria. La région de Zinder, frontalière du Nigeria, est assez touchée par ce phénomène et ses implications financières décrits, comme suit, par Moulaye Hassan (2006) :

> En matière d'éducation et d'instruction, l'utilisation des medias devient une pratique courante des associations. Elle est financée par certains commerçants (zakat, dons…) dont la majorité est d'obédience izaliste : Bon Ferey (radio izala) organise aussi des débats sur des thèmes touchant le quotidien des croyants (débat politique en rapport avec la religion, les questions brûlantes comme les caricatures sur le prophète, sur la position américaine par rapport au monde musulman, la démocratie nigérienne…). Les « waâzin kassa » nécessitent des moyens financiers et humains importants pour une organisation conséquente. Les bailleurs de fonds de ce type d'activité sont les adhérents ordinaires, des commerçants fortunés, des membres de l'association ou des associations organisatrices, des organisations non gouvernementales islamiques ou encore la solidarité de personnalités ou d'associations non concernées directement. La participation est discrète et libre, elle peut être en nature mais, elle est plus souvent en espèces (p.52).

Pour les répondants, l'influence culturelle s'explique par le fait que les jeunes ont tendance à considérer les images et les pratiques du monde virtuel comme relevant d'une réalité devant façonner leur quotidien. Parmi les éléments culturels étant perçus comme ayant un lien avec l'extrémisme violent, les films viennent en première position avec 44,8 % de réponse positive des enquêtés, suivi du comportement et de l'attitude (20,4 %) et de la tenue vestimentaire (12,7 %).

Graphique n°15 : Y a-t-il un lien entre importation culturelle des valeurs et violence extrémiste ? De quelle nature ?



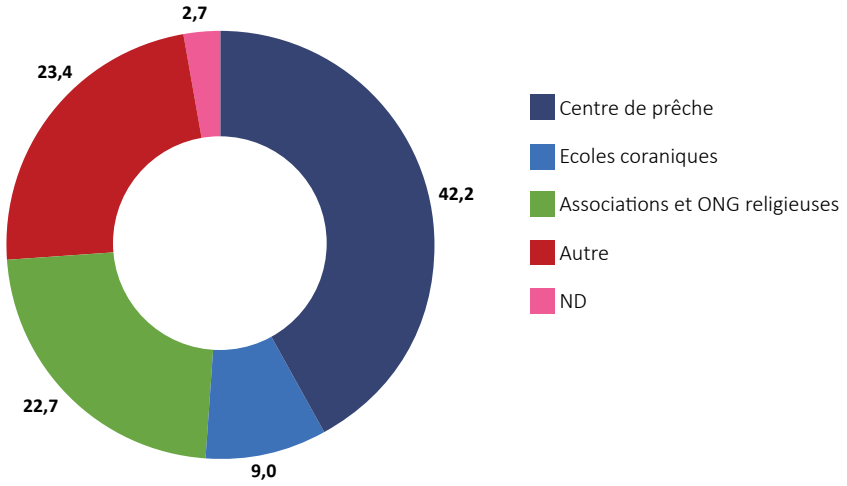
Les codes vestimentaires font ainsi partie du processus de revendication d'appartenance et de différenciation par rapport à une société considérée comme non encore véritablement croyante. On l'a souvent constaté chez les jeunes en processus de rupture avec leur communauté d'origine. Leur adhésion à de nouveaux types de religiosités s'accompagne d'un changement sur le plan vestimentaire pour mieux ressembler aux porteurs d'un « islam authentique » qui doit se refléter par l'habillement. Parmi les concepts accompagnant cette mutation significative en matière de socialisation religieuse, on trouve celui de « Zayy *islâmî* » (code vestimentaire islamique). Il est symbolisé par le port d'une tunique appelée « *dishdâsh* » (provenant des pays du Golfe), d'un pantalon plus court afin d'échapper aux souillures et aux impuretés, et d'un bonnet importé des mêmes régions. Cela marque une attitude de différenciation par rapport à la communauté religieuse d'origine et un signe de ralliement et d'adhésion à un nouveau type de pratique religieuse considéré comme « authentique » par rapport à la majorité des adeptes qui sont encore dans les « innovations blâmables » exprimées par le concept de *bid'a.* A partir de l'adoption de ce code vestimentaire et de l'adhésion aux nouveaux concepts on devient un « *multazim* », un croyant à part entière « engagé à servir la cause de l'islam ».

Tableau n°15 : Les réseaux sociaux sont-ils vecteurs d'idéologies extrémistes ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	236	78,9
Non	62	20,7
ND	1	0,3
Total	**299**	**100,0**

Les résultats du tableau 15 montrent nettement que les jeunes reconnaissent l'impact des réseaux sociaux dans la diffusion d'idéologies extrémistes.

Graphique n°16 : Selon-vous, quelles sont les structures qui exposent les jeunes au phénomène de l'extrémisme violent ?



L'une des hypothèses de cette recherche consiste également à faire le lien entre la religion et l'extrémisme violent dans la ville. Or, pour empêcher les jeunes de rejoindre les groupes extrémistes, il est nécessaire de mieux connaitre les structures qui véhiculent ces idées extrémistes. Cette hypothèse trouve son fondement compte tenu de la position géographique de la région de Zinder, qui fait frontière avec la région de Diffa à l'est et le Nigeria au sud, où la secte Boko Haram a pris naissance. Il faut ajouter à cela que cette ville constitue un lieu de transit de migrants, de passeurs et de trafiquants de drogue. En faisant le lien avec les résultats du graphique, il ressort que pour 42,2 % des répondants, le centre de prêche[22] est le principal lieu d'exposition des idées extrémistes, suivi par les associations et ONG religieuses, qui véhiculent ces idées selon 22,7 % des enquêtés.

On peut aussi remarquer que 9,0 % des répondants pensent que les écoles coraniques[23] sont des centres de diffusion d'idées pouvant pousser à la violence. La même opinion se dégage lorsqu'il s'agit des centres de prêches qui ont une pédagogie différente, avec une apparence plus moderne mais usant de techniques d'endoctrinement largement appuyées par des références religieuses rigoristes. Cette prééminence des centres de prêche n'est pas surprenante quand on sait que plusieurs leaders religieux et prêcheurs du Nigeria vont à Zinder dans le cadre des « *Waâzin Kassa* » ou prêches nationaux, et des « *Waâzin kassa da kassa* » ou prêches internationaux, dont nous avons évoqué le rôle important dans la transmission des valeurs religieuses ainsi que leur caractère parfois engagé, se prononçant sur des questions politiques et internationales.

22 Appelés « *Markaz Da'wah* », ils comprennent généralement des structures scolaires et des mosquées où des cours en religions sont donnés, le plus souvent sous forme de conférences participatives. Ces centres sont souvent des lieux de socialisation dans les quartiers où ils sont implantés. Ce phénomène s'est développé dans les années 1990 en même temps que les Etats désertaient le secteur de l'éducation au moment des politiques d'ajustement structurel.

23 Cette opinion est à nuancer, en différenciant les écoles coraniques traditionnelles appelées « *makaranta* » des nouvelles écoles coraniques souvent tenues par des mouvements rigoristes proches de la *Salafiya*.

Tableau n°16 : Les leaders religieux et les politiciens jouent-ils un important rôle dans la manipulation des jeunes activistes ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	212	70,9
Non	87	29,1
Total	**299**	**100,0**

Lorsque que l'on pose la question de savoir si les leaders religieux et politiques jouent un rôle dans la manipulation des jeunes, 70,9 % des interviewés répondent positivement contre 29,1 % qui affirment le contraire. A l'extrémisme violent du type religieux que nous avons décrit plus haut, s'ajoute aussi l'extrémisme violent de type politique, Zinder étant toujours perçu comme le fief de l'opposition par les autorités étatiques.

L'analyse approfondie des données dans cette partie de l'étude montre donc que les variables qui définissent l'environnement social des jeunes ont un lien structurel avec l'émergence de signes d'extrémisme violent. Ces variables sont : la pauvreté, l'exclusion et l'injustice social, la désorganisation sociale, l'importation culturelle, et les vecteurs d'idéologies (centre de prêche, école coranique les associations et ONGs religieuses ainsi que les leaders politiques). On note aussi que cet extrémisme violent est véhiculé via les média notamment les réseaux sociaux et les téléphones portables.

De même, il est intéressant de voir la manière dont le facteur religieux pourrait être sujet à une récupération de la part des acteurs politiques instrumentalisant le sentiment d'appartenance des jeunes. De ce fait, la récupération politique consiste à assigner aux jeunes une mission politique, en jouant sur leur sensibilité par rapport à la question religieuse.

Cela peut aussi se faire moyennant de l'argent, même si ces jeunes ne partagent pas forcément les convictions des organisations politiques. Cependant ces dernières partent du principe selon lequel des gratifications peuvent mobiliser les jeunes et les conduire à défier les lois de la République du Niger. Le danger du développement de telles pratiques est sa proximité avec le *modus operandi* des groupes terroristes tel que Boko Haram autour du bassin du Lac Tchad. L'instrumentalisation de cette jeunesse par les organisations politiques déboucherait inévitablement sur une rupture presque définitive du pacte social et une fragmentation continue de l'unité nationale. L'enquête révèle que 156 acteurs sur 299 soit 52,2 % reçoivent un appui financier des organisations politiques. Incontestablement, ces partis politiques engagent ces jeunes dans une forme de revendication politique dénudée de tout fondement légal. La variable implication politique déterminerait ici la montée de l'extrémisme violent dans le milieu de jeunes. On note en effet que 8 individus sur 299, soit 2,7 %, avouent recevoir des financements pour organiser des manifestations violentes, et six enquêtés, soit 2 %, disent être payés pour troubler l'ordre public. D'autre part, 211 participants, soit 70,6 %, sont payés pour animer la campagne électorale alors que 36 personnes, soit 12 %, reçoivent de l'argent pour participer à des meetings de partis politiques. Seulement 33 individus enquêtés, soit 11 %, s'engageraient dans la politique pour des convictions idéologiques.

Cet état de fait nous permet de confirmer notre hypothèse selon laquelle l'implication politique par un jeu d'intéressement financier peut être un facteur dangereux si une telle pratique s'installe dans les mentalités. Les groupes terroristes s'inspirent en effet de telles pratiques pour recruter des jeunes désœuvrés. S'agissant de l'éducation politique et religieuse, il s'avère plus que nécessaire d'engager de véritables offensives pour régler le déficit communicationnel afin d'amener ces jeunes à corriger leur mauvaise perception de la politique et de ses implications. Cela est nécessaire puisque l'on constate que ces jeunes confondent la politique et la religion, et l'extrémisme et la religion. A titre illustratif, 131 enquêtés sur 299 soit 43,8 % pensent que la politique se résume à l'usage de la violence en guise de protestation. 96 soit 31,2 % estiment qu'un engagement religieux devrait nécessairement pousser au durcissement des prises de position notamment dans la « défense de l'islam » comme lors des émeutes « anti-Charlie ». Cette confusion bien inscrite dans les mentalités justifierait aussi les tentations des jeunes à accompagner les ulémas portant un discours plus ou moins radical et à assister aux prêches qui font l'apologie de la violence.

Cette fascination se lit aussi à travers les images d'atrocité partagées sur Whatsapp, Immo et autres réseaux sociaux entre jeunes, l'écoute des prêches violents des leaders extrémistes et le port des signes et symboles représentant ces organisations extrémistes.

Les tableaux et graphiques ci-dessous décrivent la manière dont des jeunes, déjà gagnés par le phénomène de la violence, reçoivent un soutien financier de la part des partis.

Tableaux n°17 : Recevez-vous un soutien financier des partis politiques en lien avec des organisations religieuses quelconques ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	156	52,2
Non	142	47,5
ND	1	0,3
Total	**299**	**100,0**

Ce tableau montre un aspect complexe de l'étude, qui révèle la proximité de certaines mouvances religieuses avec des formations politiques présentes dans le pays. Cela s'expliquerait par le jeu du clientélisme politique, qui conduit certains acteurs politiques à se concentrer sur leurs intérêts immédiats en matière d'électorat en négligeant la vision à long terme, et notamment le crédit qu'ils donnent à ces groupes religieux. Ces derniers se trouvent donc légitimés aux yeux de la population qui les considèrent comme des acteurs incontournables de la vie sociopolitique, avec le danger que cela comporte en termes de propagation éventuelle d'idées religieuses extrémistes. On voit ainsi dans le tableau 18 que les partis politiques s'approchent particulièrement des jeunes lors des manifestations et des échéances électorales.

C'est donc un jeu de manipulation réciproque qui s'installe et qui rend de plus en plus complexe l'analyse des rapports entre politique et religion dans un environnement marqué par des tensions et des influences pouvant venir des pays frontaliers comme le Nigeria voisin.

Tableau n°18 : A quelles occasions êtes-vous approchés par les hommes politiques ?

	Effectifs	Pourcentage
Manifestation	8	2,7
Trouble	6	2,0
Campagne électorale	211	70,6
Meeting	36	12,0
Autre	33	11,0
ND	5	1,8
Total	**299**	**100,0**

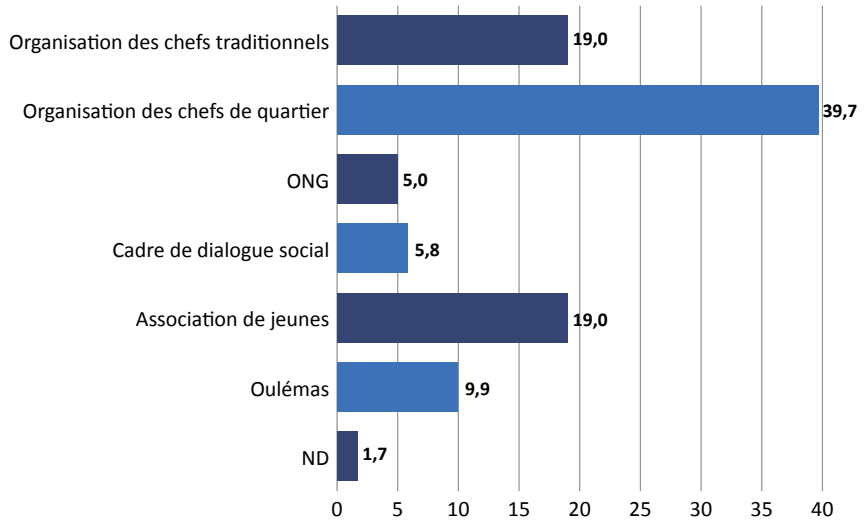
Bien que donnant toute son importance à la question de l'engagement des jeunes ou leur relations aux structures politiques telles que les partis, l'étude n'a pas permis d'établir un lien direct entre l'idéologie politique des jeunes et l'extrémisme violent. Mieux, beaucoup de ces jeunes affirment ne pas se reconnaitre à travers une vision politique donnée. Leur collaboration avec les organisations politiques n'a lieu que pendant les campagnes électorales. Cependant ce faible engagement des jeunes dans la sphère politique est un des facteurs de leur instrumentalisation par les acteurs politiques. Ainsi, comme l'ont montré Pauwels et al. (2014) une formation spécifique en améliorant leurs compétences politiques en ce qui concerne la radicalisation et l'extrémisme violent pourrait être utile dès le jeune âge, d'où le rôle important de l'école, des enseignants ainsi que des structures de socialisation de type citoyen.

PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT : QUELS ACTEURS ET QUELS MOYENS PRECONISENT LES JEUNES ?

Malgré la persistance de facteurs d'inquiétudes, les jeunes semblent identifier des leviers pouvant être mis à contribution dans le cadre d'une médiation afin d'atténuer les tensions dans une ville marquée par la récurrence des actes violents dans un contexte sous régional tendu.

Face à cette situation caractérisée par la progression fulgurante de l'extrémisme violent, la société civile à Zinder initie des actions en vue de résorber cette action violente. Ainsi, des ONG, les bailleurs de fonds et l'Etat ont accompagné la formation et l'installation de plusieurs organisations dont la mission principale est de créer un cadre de concertation et de dialogue entre la société, l'Etat lui-même et ces jeunes extrémistes violents. On relève un ancrage public de ces institutions de médiation à l'instar des Comités Inter et Intra Religieux (CIIR) implantés au niveau de toutes les communes de la ville de Zinder. Cependant, même si 121 personnes, soit 40,5 % des enquêtés, sont déjà entrés en contact avec ces institutions, 167, soit 55,9 %, ignorent l'existence même de celles-ci. Cela montre donc que ces institutions doivent engager un travail de lobbying, de vulgarisation, et de publicité afin de se faire connaître de la population et être admises comme un cadre de dialogue crédible. On dénombre aujourd'hui 121 institutions déjà opérationnelles, dont la nature et la répartition sont décrit dans le graphique suivant.

Graphique n°17 : Répartition des cadres de dialogue privilégiés selon leur nature



On note que malgré la méfiance que nous avons mentionnée vis-à-vis des institutions politiques, l'Etat est perçu, par les jeunes, comme l'institution qui doit être au-devant de toutes les stratégies de lutte contre l'extrémisme violent. Cet avis est majoritairement partagé par ces jeunes appartenant déjà à des organisations usant de la violence, dont 53,2 % pensent que l'Etat peut lutter efficacement contre l'extrémisme violent. Par ailleurs, 24,4 % d'entre-deux croient aux compétences des chefs religieux dans ce domaine, et seuls 2,7 % pensent que les institutions internationales sont efficaces dans la lutte contre l'extrémisme violent (cf. tableau 19).

Parmi les mesures de lutte et de prévention considérées comme efficaces par ces jeunes, les « dispositions sécuritaires fortes » arrivent en première position, soutenues par 40,8 % des enquêtés. D'autre part, 30,4 % des participants souhaiteraient que les initiatives contre l'extrémisme violent mettent l'accent sur l'éducation et 15,4 % pensent que la diffusion d'un discours religieux basé sur la tolérance et l'acceptation de l'autre atténuerait la poussée de l'extrémisme violent en milieu jeune. Enfin, 10,4 % des enquêtés proposent une « intensification des activités culturelles pour occuper les jeunes ».

Ces propositions émanant des enquêtés eux-mêmes dénotent une véritable prise de conscience de ces jeunes sur les conséquences et les implications réelles de l'extrémisme violent. En proposant ces initiatives ils expriment immanquablement leurs prédispositions à accompagner les efforts de lutte contre l'extrémisme violent.

En effet, ces jeunes ont une lecture assez claire de l'intervention des ONGs, des organisations régionales et sous régionales et des pays occidentaux et asiatiques avec qui le Niger développe des partenariats. Selon 20,7 % d'entre eux, l'Organisation des Nations Unies peut avoir un apport considérable dans la lutte contre l'extrémisme violent. Cependant, la CEDEAO est vue comme l'instance la plus habilitée à intervenir dans la lutte contre l'extrémisme violent par 26,4% des enquêtés. L'Union Africaine ou encore des pays comme la France, les Etats-Unis et la Chine peuvent également accompagner les initiatives de lutte contre l'extrémisme violent. Néanmoins, aux yeux de 23,4 % de ces jeunes, les pays arabo-musulmans sont les nations les plus crédibles pour lutter contre l'extrémisme violent.

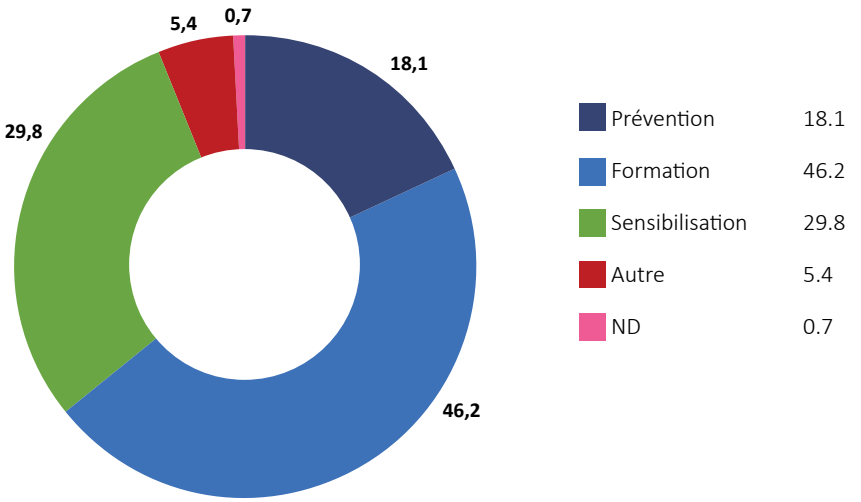
Tableau n°19 : Quels sont les institutions et acteurs capables de lutter efficacement contre l'extrémisme violent ?

	Effectifs	Pourcentage
Etat	159	53,2
Chefs religieux	73	24,4
Société civile	20	6,7
Sultan	38	12,7
Organisations internationales	8	2,7
ND	1	0,3
Total	**299**	**100,0**

Malgré ses défaillances sur beaucoup de plan, on note une certaine confiance en l'Etat et ses institutions pour lutter efficacement contre l'extrémisme violent. Cependant, il faut se demander si le fait de mettre l'Etat en avant relève d'une marque de confiance ou exprime plutôt une attente. Il faut également noter le crédit dont bénéficient les structures traditionnelles comme le Sultanat. Cette tendance se rapproche de la réalité constatée dans d'autres régions du Niger qui bénéficient de pouvoir compter sur des relais de médiations efficaces et faisant sens au niveau des populations. C'est là un des aspects les plus intéressants de l'observation du phénomène de l'extrémisme violent dans ce pays, où la percée d'un islam contestataire coexiste avec la persistance de leviers pouvant faciliter la construction de résiliences communautaires.

S'agissant spécifiquement de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), elle est perçue par les jeunes interrogés comme une institution « crédible » à même de participer activement dans la lutte et la prévention de l'extrémisme violent en milieu jeune. Parmi les enquêtés, 68,2 % estiment que l'OIM et ses partenaires peuvent cibler des axes stratégiques d'intervention pour endiguer l'extrémisme violent en milieu jeune. Ces axes sur lesquels l'OIM peut s'appuyer sont la prévention, la formation et la sensibilisation. Ainsi 46,2 % des interrogés préconisent la formation continue des jeunes et des acteurs de terrain, tandis que 29,8 % optent pour des campagnes de sensibilisation et 18,1 % prônent la prévention comme moyen de lutte efficace.

Graphique n°18 : Selon vous quel seraient les modes d'intervention de l'OIM contre l'Extrémisme Violent (questionnaire à choix multiple) ?



CONCLUSION

L'évaluation du climat sociopolitique difficile qui prévaut dans la région de Zinder révèle une fois de plus qu'il existe des facteurs qui concourent à la montée des violences de manière générale et de l'extrémisme violent en particulier. Il s'agit, comme nous l'avons annoncé plus haut, du faible niveau d'éducation, de l'intolérance religieuse, de la persistante de la pauvreté et de l'insuffisance des services sociaux de base. Parmi les différentes explications de la montée de l'extrémisme, figurent aussi la corruption et la fragmentation politique non sans lien avec les insuffisances dans l'application équitable de la loi. La ville de Zinder ajoute à ces difficultés des frontières vulnérables, des activités criminelles organisées par les acteurs locaux et une percée des idées extrémistes avec la circulation facilitée des messages et des personnes à l'intérieur du pays mais aussi avec le Nigeria voisin.

De toute évidence, les questions inhérentes à l'analyse de l'extrémisme violent varient selon le contexte historique et sociopolitique. Il est important de noter dans cette conclusion que la matrice idéologique joue un rôle important dans la formation et l'évolution des mouvances extrémistes. Elle fournit des informations substantielles sur les motivations, les causes et les modes opératoires des acteurs terroristes. Fondé sur le rejet des innovations comme des avancées sociales ou politiques, l'extrémisme religieux est hostile par nature au système démocratique et à la société ouverte donc aux efforts du Niger dans ce sens. Il se présente comme une nouvelle orientation ayant comme ambition politique la régulation des relations interconfessionnelles et idéologiques.

Cette étude, première du genre, s'appuyant sur la perception des acteurs eux-mêmes, propose une réflexion transversale poussée sur la question de l'extrémisme violent et les variables qui le structurent.

La dimension socioéconomique apporte un éclairage substantiel sur les motivations et les attentes des individus enquêtés. Pour l'essentiel, on retient que la pauvreté est souvent identifiée par ces jeunes acteurs comme mobile essentiel qui les pousse à accepter les offres idéologiques des organisations politiques et religieuses. Dans certains cas établis, c'est contre rémunération que ces jeunes conduisent des actions violentes pour permettre aux organisations religieuses et politiques d'accéder à leurs ambitions. Pour l'essentiel, on admet que la situation de pauvreté dans laquelle se trouvent ces jeunes les prédispose à basculer dans l'extrémisme violent. Il apparait également clairement que cette récupération des jeunes par les organisations politiques et religieuses participe activement à l'installation dans les consciences de ces jeunes d'une culture de violence, de rébellion et d'opposition. En effet, nous avons constaté que les jeunes sont souvent utilisés par ces organisations pour défier l'Etat ou mobiliser le plus grand nombre de personnes lors des contestations politiques.

Sur un tout autre plan, le Niger est entouré par des pays touchés par le phénomène djihadiste et déjà relativement menacés par des organisations criminelles d'autre nature. Parmi ces pays, le Nigeria s'illustre par la présence de la secte Boko Haram qui a provoqué une mutation profonde dans les pratiques religieuses et l'acceptation

de la diversité confessionnelle. La médiatisation de ce conflit a injecté dans les mentalités des jeunes un sentiment de haine et de mépris à l'endroit de l'Etat et de ses partenaires. Boko Haram a érigé ainsi un nouveau modèle politico-religieux fondé sur le rejet et la renonciation aux valeurs modernes comme la démocratie, l'école et la science d'une manière générale. Plusieurs jeunes nigériens ont déjà rejoint cette secte, notamment dans les zones riveraines du Lac Tchad. Boko Haram est devenu dès lors un véritable pourvoyeur d'emplois et de ressources et a joué un rôle important dans les nouvelles orientations et opinions religieuses des jeunes, en s'appuyant sur la précarité socioéconomique de ces régions.

Les scènes d'atrocité, perpétrées par cette secte et les discours haineux de son leader sont accueillis favorablement par une partie des jeunes de Zinder comme l'a montré cette étude. Certains d'entre eux (près de 9 % des enquêtés) ont ouvertement avoué être prêts à regagner les rangs de ces sectes djihadistes ou partager les convictions extrémistes de celles-ci.

Tous ces faits combinés et qui ont été établis par l'enquête menée dans le cadre de cette étude montrent que le phénomène de l'extrémisme violent est encore difficile à cerner de manière globale et que des approches plus localisées sont toujours nécessaires afin de mieux en comprendre les différentes dynamiques. En effet ce phénomène multidimensionnel s'engouffre toujours dans un faisceau d'autres phénomènes et toute la difficulté est de l'isoler comme fait « propre ».

Certes, la limite reste encore peu étanche et, par précaution méthodologique, il est encore tôt de tirer des conclusions globales sur les liens entre les formes de violence classique et le phénomène de l'extrémisme violent. Mais le phénomène de l'extrémisme était bien présent à Zinder comme on a pu le constater dès les années 1990. Le phénomène a ensuite pris un caractère massif et organisé lors des violentes manifestations « anti-américaines », puis celles dites « anti-Charlie » avec une présence avérée de jeunes de toutes origines sociales.

De plus, l'étude a permis de révéler de nombreux indicateurs pertinents nous permettant d'appréhender les risques de basculement des jeunes à Zinder, au regard de leur vulnérabilité mais aussi de la capacité de mobilisation du discours religieux par rapport aux constructions politiques.

On a ainsi pu noter la capacité des acteurs religieux à produire des discours incitant à la violence et ayant une capacité de mobilisation surprenant toujours les forces de sécurité. Cela dénote une prédisposition de la population à basculer dans une forme de violence qu'elle justifie avec des motifs religieux. Ce phénomène semble avoir de profondes racines à Zinder si l'on se souvient que, sur le même modus operandi que Boko Haram ou encore les Talibans, les acteurs religieux arrivent à transformer les mosquées en tribunes pour influer sur l'évolution des valeurs et surtout tenter d'imposer un modèle de société à forte connotation religieuse. Ce fut de cette manière par exemple, que suite à des sermons incendiaires, des femmes ont été attaquées et humiliées à cause de leurs modes vestimentaires jugés occidentaux et indécents, sur la base d'une volonté de substituer à l'ordre républicain un autre d'inspiration religieuse par le procédé de la violence physique.

Si l'on ajoute à cela la large préférence pour la Charia de la part des enquêtés pour remplacer le régime de droit actuel mais aussi le taux avoisinant les 10 % de jeunes se déclarant ouvertement prêts à s'engager dans une organisation extrémiste

violent, il n'y a pas de doute que l'évolution actuelle à Zinder mérite plus d'attention et surtout des mesures urgentes de prévention.

Cela pose donc la question essentielle de la sensibilisation sur le phénomène de l'extrémisme violent auprès des acteurs au niveau local et national. Il en va de même pour les partenaires techniques et financiers dont la vision du phénomène reste pour l'instant focalisée sur l'approche sécuritaire qui jusqu'ici n'a pas réussi à endiguer la percée de l'extrémisme menaçant les équilibres sociaux des différents pays de la région.

Il conviendra pour les différents acteurs de mener des actions urgentes profitant des possibilités qu'offre le cadre socio-culturel nigérien en termes de construction de résiliences communautaires mais aussi de politiques de prévention par la sensibilisation et la formation sur les enjeux d'un phénomène encore diffus, multiforme, changeant et imprévisible.

RECOMMANDATIONS

A l'issue de l'étude et au moment de la formulation des recommandations, il est important de voir dans quelle mesure les acquis locaux pourraient être renforcés dans le cadre d'une action plus soutenue de la part de l'Etat, de la société civile, des leaders religieux et traditionnels mais aussi des partenaires internationaux du Niger.

DE LA NECESSITE D'UN DIALOGUE INCLUSIF : UN « COMITE DE DIALOGUE » POUR PREVENIR

La situation de Zinder mériterait le renforcement du « Comité de dialogue » s'inscrivant dans le cadre des initiatives locales. Une de ses tâches serait de montrer que l'islam ne se réduit pas à sa version radicale et qu'il a une épaisseur historique, civilisationnelle, culturelle, irréductible aux actes violents. En effet, si la version radicale de la religion attire les jeunes, c'est surtout leur inculture religieuse qui les pousse à légitimer cette identification idéologico-politique comme étant la seule version valable de la religion. Il s'agit donc de faire un travail de « contre-discours » pour montrer le caractère hasardeux et peu fondé de cette version extrémiste, qui dissuadera une partie de cette jeunesse. La solution doit se construire sur le long terme et il faut tout faire pour que le lien entre la haine de la société et la religion ne se fasse pas automatiquement sous une forme qu'encourage précisément l'inculture religieuse de ces jeunes. Pour dissuader les jeunes de retour des zones de conflits, ou bien seulement endoctrinés, d'adhérer à ces formes d'extrémisme religieux, il est nécessaire d'associer les familles aux leaders religieux et aux représentants de l'Etat et des pouvoirs locaux. Les témoignages des repentis, qui ont un accent de vérité pour les autres jeunes, peuvent aider, au moins pour certains, à éviter qu'ils empruntent cette voie déviante.

Le comité, ainsi renforcé, doit être composé de jeunes (hommes et femmes) concernés par la question, des autorités politiques et administratives, ainsi que des leaders religieux. Il serait possible de planifier la mise en place de ce comité en responsabilisant quelques jeunes membres des Fadas et Palais, grâce à la création d'emplois ou en les responsabilisant dans le cadre de la prévention.

DE LA NECESSITE D'UNE IMPLICATION DE L'ETAT ET DES LEADERS RELIGIEUX

Pour que les leaders religieux puissent jouer pleinement leur rôle, une intervention spécifique de l'Etat est nécessaire. Son application implique une mobilisation accrue des collectivités locales et une forte présence des institutions publiques et privées dans les quartiers sensibles de Zinder. Il conviendrait alors de mettre en place un système d'aide et d'actions sociales qui permettraient d'accompagner les leaders religieux dans leur travail de médiation, en particulier les imams et les prédicateurs prêcheurs représentant le courant modéré. L'Etat pourrait ainsi appuyer une vraie politique de médiation pour des réponses pragmatiques face à des situations de crise et de conflits.

Sa politique doit être d'abord ancrée dans une logique locale. Il s'agit donc d'aller vers plus de proximité, de coordonner de façon optimale l'action publique, d'agir localement et de façon transversale avec l'ensemble des acteurs concernés. La politique de la ville de Zinder doit être définie comme faisant partie intégrante d'une lutte globale contre les exclusions et s'inscrivant dans un vaste projet de développement des quartiers défavorisés ou sensibles et de rééquilibrage urbain.

L'Etat doit également aider les leaders religieux à se fédérer en association qui élaborent des projets d'actions sociales et culturelles et se positionnent comme des interlocuteurs crédibles, dans un contexte où les jeunes rejettent les politiques. Un travail de pacification de l'espace social doit être entrepris de la part des autorités et des forces de sécurité, avant de mettre en place les mesures d'insertion professionnelle et d'animation culturelle nécessaires. Les religieux et les leaders traditionnels peuvent jouer un rôle majeur dans ce processus.

RECOMMANDATIONS PARTICULIERES AUX ACTEURS

Au-delà de ces grandes lignes sur des actions opportunes et s'appuyant sur les tendances globales de l'étude, nous faisons les recommandations suivantes à l'endroit des différents acteurs concernés.

A l'endroit de l'OIM et des partenaires internationaux

- Mener des actions de sensibilisation auprès des autorités locales et nationales sur les enjeux de l'extrémisme violent et l'évolution sensible de la situation dans la région de Zinder. De telles actions pourraient revêtir les formes concrètes suivantes :
  - Des sessions de formation sur les stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au bénéfice des chefs de services départementaux de Zinder, des forces de police mais aussi des leaders religieux et traditionnels (sultanat) ;
  - Des ateliers de dialogue inclusif et intergénérationnel, regroupant les différents acteurs de la ville pour faire émerger un cadre de concertation permanent : élus, forces de police, organisations de jeunes, femmes leaders ;
  - Des actions d'animation culturelle en faveur des jeunes des quartiers difficiles afin de recréer des cadres de socialisation propices à l'atténuation des tensions dans la ville
- L'animation, en collaboration avec les organisations de jeunes, d' « assemblées générales » de discussions thématiques et de partage sur les dangers de l'extrémisme violent afin de prévenir l'engagement dans des groupes extrémistes violents ;
- Des projets d'insertion socioéconomique comme des formations professionnelles pour les jeunes exclus du système scolaire formel en collaboration avec les chambres des métiers et les ONG locales actives dans ce domaine ;

- Engager un plaidoyer auprès des autorités politiques, traditionnelles et des leaders religieux et féminins pour envisager des actions de sensibilisation et de prévention de l'extrémisme violent dans la région de Zinder, notamment la tenue d'une Conférence nationale sur la prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Niger

A l'endroit de l'Etat

- Elaborer une politique efficace de lutte contre la pauvreté qui prendrait en compte les réalités locales et les spécificités socioculturelles de la région de Zinder ;
- Réorganiser les services publics chargés de l'encadrement des jeunes en intégrant la dimension participative de l'action publique mais aussi les processus de restauration de la confiance entre les jeunes et les structures politiques ;
- Développer et renforcer l'éducation civique et la sensibilisation citoyenne dans les programmes d'enseignement, mais aussi au travers d'actions culturelles ;
- Respecter les engagements pris en matière de création de centres de formation en développement communautaire en y introduisant des activités récréatives créatrices de liens ;
- Veiller à l'application équitable des lois en matière de règlement des conflits en bannissant les pratiques corrompues qui conduisent les jeunes à rejeter les politiques publiques de manière générale ;
- Initier l'implantation de centres de formation et d'apprentissage des métiers dans tous les quartiers jugés difficiles dans le but de favoriser l'acquisition de compétences pour mieux lutter contre la marginalisation sociale ;
- Accompagner les jeunes sortis des centres de formation vers l'entreprenariat et la création de structures pouvant générer des revenus pour les jeunes peu formés ;
- Introduire la dimension « prévention de l'extrémisme violent » dans les actions nationales de sensibilisation à la violence

A l'endroit des autorités du conseil régional et de la ville

- Prendre des mesures urgentes pour limiter, dans la cadre de la politique foncière, la vente anarchique des espaces publics pour offrir aux jeunes un cadre d'épanouissement et la garantie d'espaces de jeu et de loisirs ;
- Former des travailleurs sociaux sur les approches et les contours de la politique de la non- violence ainsi que sur les méthodes préventives contre l'extrémisme violent ;
- Favoriser des processus de dé-radicalisation au travers de l'insertion immédiate des acteurs violents repentis et la promotion d'espaces de dialogues intergénérationnels

A l'endroit des chefs de quartiers

- Désamorcer les crises entre les familles et leurs enfants à travers des rencontres périodiques d'échanges sur le rôle des parents, la place de la famille, et permettant aux jeunes de s'exprimer librement sur leurs attentes et leurs inquiétudes ;
- Offrir à ces jeunes un cadre d'expressions libres sur leurs ambitions, leurs difficultés et les aider à approcher les organisations non-gouvernementales qui assistent les jeunes en situation difficile ;
- Organiser et promouvoir des émissions radiophoniques et télévisuelles sur les enjeux de l'extrémisme violent et les dangers qu'il représente pour la cohésion sociale et communautaire ;
- Vulgariser à travers des émissions ciblées, les enjeux du pacte républicain et le rôle de l'Etat en matière de sécurisation des personnes et de leurs biens en collaboration avec les acteurs éducatifs (école, éducation, sport, etc.)

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARTICLES

Articles de périodiques

Bello, M.
2010 Insécurité à Zinder : la terreur des gangsters des « palais ». *Le Damagaram*, 24 25.

Dubet, F.
1991 Les bandes dans la France d'aujourd'hui. *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 5, 83-94.

Furlong, A. et al.
2000 La Jeunesse en mutation. *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 164.

Articles en ligne

Agence France Presse
2015 Niger: Zinder, ville refuge à l'ombre des "infiltrés" islamistes. *Le Parisien*. Repéré à www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/niger-zinder-ville-refuge-a-l-ombre-des-infiltres-islamistes-16-02-2015-4538573.php

Avenel, C. et Cicchelli, V.
2001 Familles maghrébines en France. *Confluences Méditerranée*, 4(39), 67-80. Repéré à www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2001-4-page-67.htm

Barma, A. Y.
2016 ZINDER : Plusieurs blessés à la suite de violents heurts entre étudiants et force de l'ordre. *Actu Niger*. Repéré à www.actuniger.com/societe/12223-zinder-plusieurs-bless%C3%A9s-%C3%A0-la-suite-de-violents-heurts-entre-%C3%A9tudiants-et-force-de-l%E2%80%99ordre.html

Collon, M.
2014 Boko Haram, le bras armé de l'Occident pour détruire le Nigeria et chasser la Chine du Golfe de Guinée. Repéré à www.egaliteetreconciliation.fr/Boko-Haram-le-bras-arme-de-l-Occident-pour-detruire-le-Nigeria-et-chasser-la-Chine-du-Golfe-de-28829.html

Corriveau, P.
2009 La violence dans l'univers des gangs : du besoin de protection à la construction identitaire masculine. *Revue de l'IPC*, 3, 117-134. Repéré à www.antoniocasella.eu/nume/Corriveau_gangs_2009.pdf

Auteur inconnu
s.d Il y a 14 ans s'ouvrait la Conférence nationale souveraine du Niger. *Le Républicain*. Repéré à http://mediaf.org/?p=865

Kaci, M.
2008 Michel Fize « Les bandes se sont rajeunies, féminisées, radicalisées ». *L'Humanité*. Repéré à www.humanite.fr/node/397461

Keenan, J.
2016 Dead Man's Market and the Boy Gangs of Niger. *Foreign Policy*. Repéré à http://foreignpolicy.com/2016/03/08/dead-mans-market-and-the-boy-gangs-of-niger-boko-haram/

Mohammed, M.
2009 Vos questions sur les «Bandes de jeunes». *20 Minutes*. Repéré à www.20minutes.fr/vousinterviewez/320927-vous-interviewez-Vos-questionssur-les-Bandes-de-jeunes.php

Sauvadet, T.
2006 Les jeunes « de la cité » : comment forment-ils un groupe ? *Socio-logos en ligne, 1/2006*. Repéré à https://socio-logos.revues.org/55

Siddo, Y.
2012 Zinder : proscrire la violence du comportement de jeunes. *Le Sahel du Dimanche*, 1504, 8-9. Repéré à www.lesahel.org/index.php/le-niger-en-bref/item/983-zinder--proscrire-la-violence-du-comportement-des-jeunes

COMMUNICATIONS ET COMPTE-RENDU

Aboubacar, S.
2012, août *Etude sur le phénomène de violence en milieux jeunes à Zinder*. Présentation à l'atelier de validation de l'étude, Zinder.

Adam, E.
2004, mai Jeunesse, valeurs républicaines et citoyenneté. Du civisme à l'engagement au service du développement. Communication au forum national de la jeunesse nigérienne, Niamey.

LIVRES ET DICTIONNAIRES

Boudon, R. (dir.)
1999 *Dictionnaire de la sociologie*. Paris, France : Larousse.

Carra, C.
2001 *Délinquance juvénile et « quartiers sensibles »*. Paris, France : L'Harmattan.

Esterle-Hedibel, M.
1997 *La bande, le risque et l'accident.* Paris, France : L'Harmattan.

Fédération canadienne des municipalités
1994 *La violence chez les jeunes et l'activité des bandes de jeunes : Réponses aux préoccupations communautaires.* Ottawa, Canada : Fédération canadienne des municipalités.

Mucchielli, L. et Mohammed, M. (dir.)
2007 *Les bandes de jeunes. Des « blousons noirs » à nos jours*. Paris, France : La Découverte.

Philippe, R. et Lascoumes, P.
1974 *Les bandes d'adolescents : une théorie de la ségrégation.* Paris, France : Les Éditions Ouvrières.

Sambe, B.
2015 Boko Haram, du problème nigérian à la menace régionale. Montréal, Canada : Presses Panafricaines.

Tournebize, E.
2006 *Les phénomènes de bandes en France.* La Rochelle, France : Editions Lalo.

Dictionnaires en ligne

Auteur Inconnu
s.d. Conférence de Bandung. Dans Dictionnaire Larousse en ligne. Repéré à www.larousse.fr/encyclopedie/divers/conf%C3%A9rence_de_Bandung/107394

Auteur Inconnu
s.d. Délinquance juvénile. Dans *Dictionnaire Larousse en ligne.* Repéré à www.larousse.fr/encyclopedie/divers/d%C3%A9linquance_juv%C3%A9nile/41098

Tourev, P.
s. d. Désaffiliation. Dans *Toupictionnaire.* Repéré à www.toupie.org/Dictionnaire/Desaffiliation.htm

Auteur Inconnu
s. d. Maghreb. Dans *Dictionnaire Larousse en ligne.* Repéré à www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Maghreb/131068

Auteur Inconnu
s. d. Machreq. Dans *Dictionnaire Larousse en ligne.* Repéré à www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Machreq/130923

Auteur Inconnu
s.d. Niger. Dans *Dictionnaire Larousse en ligne.* Repéré à www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Niger/135284

MEMOIRES ET THESES

Ali Soffo, S.
2013 *Le phénomène de « palais » de jeunes dans la commune II de Zinder en République du Niger* (Monographie pour l'obtention du Certificat d'Aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'éducation populaire, de la jeunesse et des sports, Université Cheikh Anta Diop de Dakar). Repéré à http://www.beep.ird.fr/collect/inseps/index/assoc/MO13-03.dir/MO13-03.pdf

Karoue, P.
2011 *Violences en milieux urbains au Togo: cas de Lomé* (Mémoire de maitrise, Université de Lomé). Repéré à http://www.memoireonline.com/10/11/4908/m_Violences-en-milieux-urbains-au-Togo-cas-de-Lome0.html

PAGES WEB

Kani Konaté, M., Sidibé, A.
s. d. Qu'est-ce que la Recherche Qualitative ? *Extraits de guides pour la recherche qualitative.* Repéré à www.ernwaca.org/panaf/RQ/fr/definition.php

Living Safe Together
s.d. What is violent extremism? Repéré à www.livingsafetogether.gov.au/aboutus/Pages/what-is-violent-extremism.aspx

PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES ET RAPPORTS DE RECHERCHE

Publications en ligne

Abdallah A. (dir.)
2006 *Education et pauvreté au Niger.* Institut National de la Statistique (INS) du Niger. Repéré à www.stat-niger.org/statistique/file/Annuaire/QUIBB/Rapport_final_Education_et_Pauvrete.pdf

Commission groupe de jeunes et pratiques éducatives, et Institut d'Etudes Politiques de Grenoble
2010 Groupe de jeunes et pratiques de prévention spécialisée. Pratiques éducatives auprès des groupes et pratiques sociales collectives. Repéré à http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_groupe_de_jeunes_et_pratiques_educatives_en_prevention_specialisee.pdf

Département fédéral de justice et police de la Confédération Suisse
2007 *Violence des jeunes.* Ampleur, causes et mesures envisageables. Repéré à www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/kriminalitaet/jugendgewalt/ber-jugendgewalt-bj-f.pdf

Direction régionale de l'INS du Niger
2011 *Zinder en chiffres.* Repéré à www.stat-niger.org/statistique/file/Regions/ZinderenChiffres2011.PDF

Gouvernement du Niger
2011 *Politique Nationale de la Jeunesse du Niger.* Repéré à www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Dakar/pdf/PolitiqueNationaleJeunesseNiger.pdf

Hassan, M. (dir.)
2006 *Etude sur les pratiques de l'islam au Niger.* Repéré à www.liportal.de/fileadmin/user_upload/oeffentlich/Niger/40_gesellschaft/islamrapportprovisoire24avril2006concorde.pdf

Institut National de la Statistique du Niger (INS)
2015 *Recensement général de la population et de l'habitat 2012, Etat et structure de la population du Niger en* 2012. Repéré à www.stat-niger.org/statistique/file/RGPH2012/ETAT_STRUCTURE_POPULATION.pdf

INS Niger
2016 *Annuaire statistique 2011-2015.* Repéré à www.stat-niger.org/statistique/file/Annuaires_Statistiques/ANNUAIRE_STATISTIQUE_2011-2015.pdf

McMurtry, R. et Curling, A.
2008 *Examen des causes de la violence chez les jeunes.* Repéré à www.children.gov.on.ca/htdocs/french/documents/youthandthelaw/rootsofyouthviolence-vol1.pdf

Native Counselling Services of Alberta (dir.)
2007 *Enquête sur la formation et les processus de recrutement des gangs autochtones dans l'Ouest du Canada.* Repéré à www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/brgnl-gngs-nvstgtn-2006/brgnl-gngs-nvstgtn-2006-fra.pdf

Organization for Security and Co-operation in Europe
2014 *Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism: A Community-Policing Approach.* Repéré à www.osce.org/atu/111438

Pauwels, L. (dir.)
2014 Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Une recherche qualitative et quantitative. Repéré à www.belspo.be/belspo/fedra/ta/synta043_fr.pdf

Sambe, B. (dir.)
2016 Facteurs de radicalisation et perception du terrorisme chez les jeunes de la banlieue dakaroise. Repéré à http://timbuktu-institute.org/wp-content/uploads/2016/11/final_report.pdf

Service correctionnel du Canada (dir.)
2004 *Les gangs de rue : examen des théories et des interventions, et leçons à tirer pour le SCC* (Rapport n°R-161). Repéré à www.csc-scc.gc.ca/recherche/r161-fra.shtml#15

United Nations Department of Economic and Social Affairs
2005 World Youth Report 2005. Repéré à www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/wyr05book.pdf

Huiban, P.
2006 *Jeunes en rupture sociale. La délinquance juvénile.* L'élan nouveau des citoyens. Article publié en ligne mais plus disponible

Autres publications

Ministère de l'économie et des finances
2005 Recensement général de la population et de l'habitat RGPH/2001.

Ministère de la Jeunesse et des Sports du Niger
2005 *Annuaire statistique.*

CONFEJES
1999 Les politiques nationales de jeunesse au sein de l'espace francophone. Canada : Les Publications du Scorpion.

Conseil Général du Val-deMarne
2005 *Rapport de mission Niger.*

Fall, A.S., et Ndiaye, A.L.
2003 Analyse de la situation des adolescentes défavorisées dans les régions de Dakar et de Thiès. Dakar, Sénégal : UNICEF/FNUAP.

INS Niger
2005 *Le Niger en chiffres.*

INS Niger
2005 Enquête sur les indicateurs de base du bien-être.

ONG Aquadev
2004 Monographie de la Communauté Urbaine de Zinder

Organisation Internationale du Travail
2006 *Emploi des jeunes au Niger : Diagnostic et axes de stratégie pour l'action.*

SAMBE, B.
2016 La radicalisation dans les pays du G5 Sahel. Rapport inédit.

Auteur inconnu
2015 Répertoire des associations islamiques au Niger. Document inédit.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations